

LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC

CAP·AUX·DIAMANTS

DU JOURNAL À LA TÉLÉVISION
FEMMES ET MÉDIAS



La Revue moderne, juillet 1945 (page couverture). (Coll. privée).





LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE QUÉBEC

(fondée en 1937)

FIER PASSÉ OBLIGE

- pour **RECEVOIR** régulièrement des publications de haute qualité
 - le bulletin Québecensia
 - le Calendrier des vues anciennes de Québec
 - la revue Cap-aux-Diamants (membres privilégiés)
- pour **RENCONTRER** d'autres passionnés de l'histoire
- pour **ASSISTER** gratuitement aux activités organisées par la SHQ
 - les conférences publiques
 - les expositions présentées par la Société historique
- pour **PROFITER** de notre centre de documentation
- pour **BÉNÉFICIER** d'un tarif préférentiel
 - sur le prix courant de nos publications
 - sur nos excursions et visites patrimoniales

Communiquez avec nous ou visitez notre site Internet

6, rue de la Vieille-Université, local 158, Québec (Québec), G1R 5X8
 téléphone: 418-694-1020 poste 256
 courriel: shq1@bellnet.ca
 www.societehistoriquedequebec.qc.ca



MISSION : BÂTIR PAYS

350^e anniversaire de l'arrivée du régiment de Carignan-Salières

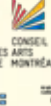


350

CARIGNAN-SALIÈRES

Présentée jusqu'au 10 octobre 2016

chateauramezay.qc.ca
 280, rue Notre-Dame Est, Vieux-Montréal



TC • Transcontinental

votre guide dans vos projets marketing

Notre image de marque reflète ce que nous sommes devenus : une entreprise qui active pour ses clients des programmes marketing intégrés faisant appel à des contenus imprimés, électroniques, numériques et interactifs visant à attirer, à joindre et à fidéliser les consommateurs.

Transcontinental Québec, fière partenaire de Cap-aux-Diamants.





IMPRIMERIES
TRANSCONTINENTAL

TC • Transcontinental Québec
 2850, rue Jean-Perrin
 Québec (Québec) G2C 2C8
 Téléphone: 418 840-5000
 Sans frais: 1-800-840-5002
 infoquebec@transcontinental.ca



RUBRIQUES

DE PRÈS ET DE LOIN	31
PARCOURS HISTORIQUES	
De l'utilité de la culture : Laurence Nowry et la politique de la guerre froide	
PATRIMOINE	33
L'aménagement d'une placette publique : un excellent moyen de mettre en valeur l'église des Augustines-de-l'Hôtel-Dieu-de-Québec	
MÉDAILLES	35
Expo 67	
EXPOSITIONS	37
Itinéraire d'un collectionneur	
PLACE AUX LIVRES	38
LIVRES REÇUS	44
AU MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC	45
John B. Wilkinson à Québec	
MÉDIAS DE L'HISTOIRE	47
NOUVELLES	48
JE ME SOUVIENS	50
À Kahnawà:ke depuis 1716	
À VOTRE AGENDA	51

SOMMAIRE

Cap-aux-Diamants | n° 125 | Printemps 2016

DU JOURNAL À LA TÉLÉVISION FEMMES ET MÉDIAS

MOT DE PRÉSENTATION	3
<i>par Adrien Rannaud</i>	
« COMME À UNE AMIE »	
LE DISCOURS ÉDITORIAL DES PREMIÈRES REVUES FÉMININES CANADIENNES-FRANÇAISES (1893-1919)	4
<i>par Liliana Rizzuto</i>	
DE LA REVUE MODERNE À CHÂTELAINE	7
NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DU MAGAZINE QUÉBÉCOIS (1919-1960)	
<i>par Adrien Rannaud</i>	
« GERMAINE GUÈVREMONT, UNE JOURNALISTE EN PLEINE TERRE »	10
<i>par Charlotte Biron</i>	
L'OBTENTION DU DROIT DE VOTE DES FEMMES AU QUÉBEC EN 1940	14
LE SILENCE FÉMININ DANS LES JOURNAUX	
<i>par Eve Léger-Bélanger</i>	
LES ÉMISSIONS FÉMININES ET LEURS PUBLICS À LA TÉLÉVISION DE RADIO CANADA (1952-1982)	17
<i>par Laurie Laplanche</i>	
L'ACTUALITÉ SUR LES FEMMES AU TEMPS DU WOMEN'S LIB	20
LES TÉLÉ-FLASH DE FEMME D'AUJOURD'HUI (1965-1982)	
<i>par Josette Brun</i>	
LE DIFFICILE CHEMIN VERS L'ALIGNEMENT PARTANT	24
LES JOURNALISTES SPORTIVES QUÉBÉCOISES DE 1970 À 2015	
<i>par Marilou St-Pierre</i>	





La Revue moderne, juillet 1945 (page couverture). (Coll. privée).

Mobilité des femmes, industrialisation du territoire par le biais des chemins de fer, mode, expansion du magazine et plus largement, des médias dans lesquels se répercutent les différentes facettes d'une condition féminine en plein bouleversement. Tout, dans cette couverture illustre la consolidation d'une culture médiatique en pleine efferves-

cence qui agit comme le miroir de la société québécoise. Cette illustration témoigne également de la façon qu'ont les médias de se mettre eux-mêmes en scène, ici, *La Revue moderne* étant plongée dans une mise en abîme qui amuse autant qu'elle questionne le lecteur ou la lectrice.

La revue *CAP-AUX-DIAMANTS* est une production de « Les Éditions Cap-aux-Diamants inc. » et paraît quatre fois l'an.

Conseil d'administration : Yves Beaugard, François Droûin, Sophie Imbeault, Michèle Jean, Jean-Marie Lebel, Pierre Poulin.

Directeur : Yves Beaugard.

Comité de rédaction : Yves Beaugard, François Droûin, Sophie Imbeault, Michèle Jean, Jean-Philippe Jobin, Jean-Marie Lebel, Pierre Poulin, Jacques Saint-Pierre, Alex Lamarche Tremblay, Brigitte Violette.

Comité consultatif : Marie-Josée des Rivières, Denis Gagnon, Gilles Gallichan, Madeleine Gauthier, Yves Laberge, Jacques Lacoursière, Michel Lessard, Jocelyne Mathieu, Jean-Claude Robert, Marc Vallières.

Révision des textes : Marie Chabot.

Publicité et promotion : Pluri Congrès inc. (450 671-9111).

Secrétariat et comptabilité : Josée Alain.

Service des abonnements : Josée Alain.

Conseiller juridique : Dave Tremblay.

Collaboratrices et collaborateurs : J. Anderson, Mario Béland, Charlotte Biron, Josette Brun, Johannie Cantin, Jean-Nicolas de Surmont, Kim Gingras, Ariane Godbout, Pascal Huot, Yves Laberge, René Laliberté, Laurie Laplanche, Eve Léger-Bélanger, François Droûin, Serge Pallascio, Denis Racine, Adrien Rannaud, Liliana Rizzuto, Jacques Saint-Pierre, Marilou St-Pierre, Annick Tremblay, Alex Tremblay Lamarche.

Graphisme : Michaud design

Impression : Imprimeries Transcontinental S.E.N.C.

CAP-AUX-DIAMANTS remercie l'Université Laval, la Ville de Québec, le Séminaire de Québec, le Conseil des arts et des lettres du Québec, pour leur soutien financier et matériel.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du programme Aide à l'éditeur de Patrimoine canadien.

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada, ISSN 0829-7983/ISBN 978-2-924353-13-4 (PDF). Toute reproduction ou adaptation interdites sans autorisation. Envoi de publication. No de la convention 1372165. Port payé à Québec.

Date de parution : mars 2016.

Indexé dans *Repère*, *Hiscabec*, *Journal of American History*, *Études canadiennes*, Éruditor.org.

La revue *CAP-AUX-DIAMANTS* est membre de la Société de développement des éditeurs de périodiques culturels québécois (SODEP) www.sodep.qc.ca.

Les opinions émises dans les articles publiés dans ce numéro n'engagent que les auteurs et non le comité de rédaction.

Ce dernier est responsable des titres, intertitres, textes de présentation, encadrés, notes, illustrations et légendes.

Correspondance :

CAP-AUX-DIAMANTS

C.P. 26, Haute-Ville,

Québec (Québec) G1R 4M8

Administration : 418 656-5040

Publicité : 418 656-5040

Courriel : revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca

Site Internet : www.capauxdiamants.org

Distribution : LMPi (informations : 1 800 463-3246).

Abonnements : 1 an (35 \$), 2 ans (60 \$), 1 an (45 \$) institution, 2 ans (80 \$) institution, 1 an (60 \$US) États-Unis, 1 an (80 \$CAN) étranger.

Conseil des arts
et des lettres
Québec



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

VILLE DE
QUÉBEC

Pour une histoire des médias au féminin

Dans la foulée d'un renouvellement des perspectives de l'histoire de la presse et des médias, l'étude des femmes dans le monde médiatique connaît une effervescence certaine. Au Québec, les recherches menées par Josette Brun sur *Femme d'aujourd'hui*, celles de Chantal Savoie sur les femmes journalistes du tournant du XX^e siècle, ou plus récemment, le travail de Mylène Bédard sur les usages de la presse chez les femmes patriotes (1837-1838) ont permis d'esquisser les contours d'une culture médiatique au féminin. Ce sont bien entendu les femmes de lettres, celles qui écrivent dans les journaux et, parfois, se risquent à créer leur propre périodique. Ce sont les revues féministes des années 1970 et 1980; les magazines, papier ou télévisés, ainsi que les nombreuses causeries féminines radiophoniques au tournant des années 1940. Mais au-delà des pratiques d'écriture, ces recherches nous emmènent à la découverte d'images, de discours ainsi que de modes de lecture qui invitent à repenser le rôle des femmes dans la constitution d'une culture et d'un imaginaire médiatiques omniprésents.

C'est sur cette piste que le présent numéro souhaite s'engager. De la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 2000, il offre une saisie de plusieurs jalons qui auront permis l'infusion de plus en plus grande de cet imaginaire des médias dans lequel nous baignons. Le numéro s'ouvre sur un texte de Liliana Rizzuto qui montre comment les femmes de lettres, entre 1893 et 1919, et dans un contexte d'écriture médiatique encore précaire pour la gent féminine, rivalisent de trouvailles rhétoriques pour légitimer la création d'un espace amical entre les journalistes et les lectrices de l'époque. Je vous emmène, pour ma part, à la découverte de l'ancêtre de *Châtelaine*, *La Revue moderne*. Charlotte Biron vous fait découvrir Germaine



Judith Jasmin (1916-1972). Figure emblématique de la presse et de la télévision, elle est la première femme reporter au Québec. Un pavillon à l'Université du Québec et un prix pour les meilleurs reportages publiés dans la presse québécoise honorent son nom. (Photo Banque d'images de Cap-aux-Diamants, 2001-0189). (https://fr.wikipedia.org/wiki/Judith_Jasmin).

Guèvremont autrement que comme l'auteure du *Survenant*, mais bien ici comme une auteure s'amusant à mettre en scène les tensions et les paradoxes qui pavent le chemin des femmes aspirant à la carrière journalistique. Eve Léger-Bélanger, quant à elle, s'attache à comprendre le discours médiatique tenu, en 1940, sur l'obtention du droit de vote pour les Québécoises; discours finalement absent, ce qui révèle un malaise certain dans l'espace de la presse. De leur côté, Laurie Laplanche et Josette Brun abordent toutes les deux le magazine télévisé *Femme d'aujourd'hui*. Laplanche analyse les thèmes dominants de l'émission ainsi que

la constitution d'un public féminin pluriel, tandis que Brun démontre comment l'actualité présentée dans *Femme d'aujourd'hui* est branchée sur les mouvements féministes. En fin de parcours, Marilou St-Pierre ébauche un panorama stimulant sur le journalisme sportif au féminin, montrant ainsi comment les femmes s'attaquent à cette niche « masculine » que serait la presse sportive. Bonne lecture!

Adrien Rannaud

« COMME À UNE AMIE »

LE DISCOURS ÉDITORIAL DES PREMIÈRES REVUES FÉMININES CANADIENNES-FRANÇAISES (1893-1919)

par Liliana Rizzuto

Le tournant du XX^e siècle correspond à une période d'essor et d'émancipation fulgurante pour le journalisme québécois. Une baisse importante du coût des tirages et une augmentation des capacités de production se traduisent par une hausse significative du volume des ventes. Les grands quotidiens de Montréal, *La Patrie* (1879) et *La Presse* (1884) en tête, proposent alors des articles plus nombreux, plus légers, souvent illustrés, et visant avant tout à satisfaire les attentes d'un lectorat grandissant. Le journal d'opinion, lieu de débats et de propagande politique, cède ainsi progressivement sa place à la grande presse d'information, centrée davantage sur les nouvelles, le divertissement et beaucoup de publicités. L'activité journalistique se métamorphose elle aussi et les collaborateurs réguliers, ceux qui signent les nouvelles chroniques et rubriques hebdomadaires, commencent à envisager le journalisme comme une profession à part entière. Dans ce contexte de restructuration et de redéfinition profondes du monde médiatique, un nouvel espace des possibles émerge également pour les femmes. De simples lectrices, elles deviennent collaboratrices, puis rédactrices de leurs propres pages féminines et enfin, directrices de leurs propres revues. La presse, largement dépolitisée, s'engage en effet dans un mouvement de démocratisation qui fait la part belle aux lectrices canadiennes. Ces dames représentent après tout un marché publicitaire particulièrement attrayant pour les annonceurs, ne serait-ce que pour tout ce qui concerne le soin de la maison, l'éduca-



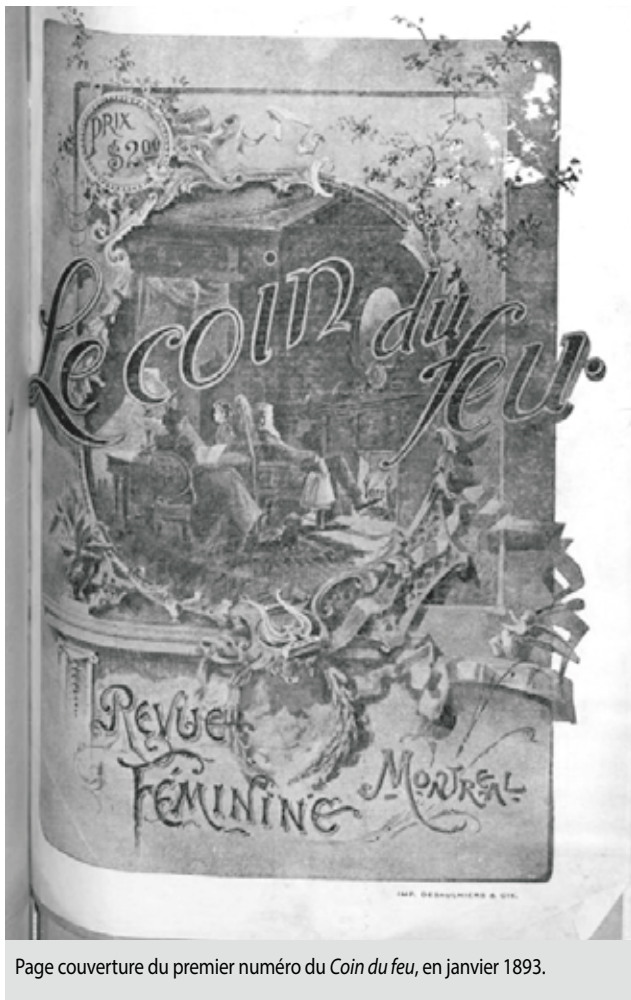
Page couverture du premier numéro du *Journal de Françoise*, en mars 1902.

tion des enfants, et bien sûr la myriade de produits de beauté, crèmes, pilules et autres remèdes pensés spécialement pour elles. À côté des annonces, les journaux publient des textes signés par des femmes, puis des chroniques écrites par et pour elles. S'ensuivent de complètes « pages féminines », ces feuillets hebdomadaires dans lesquels une journaliste offre quelques textes choisis, en plus de répondre aux questions des lecteurs, qu'il s'agisse d'affaires sentimentales, de littérature ou des règles d'étiquette. Sortes d'ancêtres du courrier du cœur, ces « réponses aux correspondants » propulsent la carrière des premières chroniqueuses-vedettes du Québec, celles-là mêmes qui deviendront trois des premières directrices de revues. Il s'agit de *Françoise*, nom de plume de Robertine Barry, qui dirige le

« Coin de Fanchette » (1897-1900) dans *La Patrie*, avant de fonder *Le Journal de Françoise* (1902); de Madeleine, pseudonyme d'Anne-Marie Gleason, qui lui succède avec le « Royaume des femmes » (1900-1904), toujours dans *La Patrie*, pour ensuite lancer *La Revue moderne* (1919); et de Gaétane de Montreuil, de son vrai nom Georgina Bélanger, dont la page « Pour vous Mesdames » (1899-1903) du quotidien *La Presse* se transforme en un magazine du même nom en 1913. Ces femmes ont cependant été précédées dans leur aventure par Joséphine-Marchand Dandurand, dite Madame Dandurand, l'unique directrice qui ne fut pas d'abord chroniqueuse, mais la seule également à avoir eu l'appui d'un père, Félix-Gabriel Marchand, alors directeur d'un journal, le *Franco-Canadien* (1860-1895), puis politicien et même futur premier ministre du Québec. La journaliste ne fait pas d'ailleurs un secret du soutien de sa famille lorsqu'elle fonde la première revue féminine canadienne-française, *Le Coin du feu* (1893). À cette liste il faut encore ajouter un titre, *La Bonne Parole* (1913), organe officiel de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, dont Madeleine fut la première directrice. Ce sont donc là cinq périodiques dits « féminins », tous fondés entre 1893 et 1919, et dirigés, pour un temps du moins, par une femme.

LE MOT DE LA DIRECTRICE

Il est important de mesurer le risque encouru par ces cinq publications. Le fait de s'être ainsi spécialisées, en briguant surtout, et même exclusivement le vote féminin, les place dans une situation de



Page couverture du premier numéro du *Coin du feu*, en janvier 1893.

concurrence aigüe avec les journaux généralistes, dont *La Patrie*, *La Presse* et *Le Devoir*, qui proposent eux aussi des textes de chroniqueuses populaires. Mais alors que ces derniers prétendent s'adresser à tous, les périodiques féminins visent un marché restreint, et c'est sur ce point que repose leur stratégie éditoriale. La manière dont les directrices présentent la mission de leurs revues témoigne en particulier d'un désir de rapprochement entre lectrices et journalistes, la volonté d'offrir un espace qui leur serait réservé, où elles pourront se retrouver entre elles, « entre nous ».

Le discours éditorial de toute publication, féminine ou non, relève d'une prise de position. À l'instar de la préface d'un livre, l'éditorial représente une adresse aux lecteurs : il déclare ses intentions, identifie son public, se prononce sur sa propre pertinence. Dans le cas des revues men-

tionnées, le premier article signé par la directrice est ce texte fondamental qui veut attirer la sympathie des lectrices, celles qui connaissent déjà Françoise ou Madeleine de *La Patrie*, Gaétane de *La Presse*, ou encore Madame Dandurand, journaliste et écrivaine, mais aussi toutes celles, et tous ceux, qui sont curieux de voir ce que propose un périodique entièrement féminin. Texte liminaire de nature tout à fait différente que le reste de la revue ou du magazine, il doit aussi se conformer à des attentes plus élevées. Tous ne passent pas en effet la barrière de la première page, surtout si en tant qu'hommes le contenu ne leur semble pas destiné.

À titre de première revue féminine au Canada français, et la seule à paraître au XIX^e siècle, *Le Coin du feu* se distingue singulièrement de ses successeurs. L'éditorial se présente en fait comme une historiette, une explication animée de la manière dont l'idée du *Coin du feu* est venue à naître, soit après qu'un homme eut pris congé d'un groupe de jeunes femmes pour les laisser « causer chiffons ». Toutes les personnes présentes ont alors délibéré sur le manque d'une « littérature appropriée » à la femme et à ses besoins, une littérature qui saurait la « guider dans les casualités de la vie mondaine comme dans sa tâche ardue de maîtresse de maison ». Le texte, intitulé « Le pourquoi », précède un éditorial plus conventionnel dans lequel la directrice déclare alors vouloir aider les femmes à développer ces « qualités essentiellement féminines » qui leur permettront « d'embellir leur intérieur » et

d'y régner par la grâce, certes, mais aussi par l'esprit. S'adressant directement aux Canadiennes, Madame Dandurand veut surtout que le *Coin du feu* devienne « le compagnon » de leurs loisirs, cette présence familière qui conseille et informe, en même temps qu'elle amuse et divertit. *Le Journal de Françoise*, *Pour vous mesdames* et *La Revue moderne* reprennent presque à l'identique cette proposition amicale, la revue féminine étant présentée par toutes comme une compagne éclairée qui prendrait place aux côtés des lectrices, chez elles, au coin du foyer, « bien au chaud » comme le dira *La Bonne Parole*. Au contraire de leur prédécesseure, toutefois, ces nouvelles revues n'insistent pas tant sur le caractère social et mondain des échanges entre femmes, que sur la connivence et la discrétion qui sont de mise entre amies intimes. Françoise et Madeleine notamment, en tant qu'anciennes chroniqueuses et responsables du courrier des lecteurs, privilégient la création d'un espace privé, en retrait du monde, et dans lequel les femmes pourront s'exprimer librement. Dans « Notre programme », la directrice du *Journal de Françoise* décrit ainsi avec force détails le genre de complice que sera sa revue : « Nous désirons que ces pages aillent au foyer de chacune



Page couverture du premier numéro de *La Bonne Parole*, en mars 1913.



Page couverture du premier numéro de *La Revue moderne*, en novembre 1919.

comme des amies des bons et des mauvais jours; qu'elles soient les confidentes des unes, la consolation des autres, les conseillères discrètes de toutes ». Madeleine fait de même avec sa *Revue moderne*, qu'elle souhaite voir devenir « l'inspiratrice et l'amie ». Plus loin dans la revue, dans un texte intitulé « L'Entre-Nous », elle assure même personnellement à ses lectrices « la plus discrète, comme la plus intense amitié ». Gaétane de Montreuil, moins emphatique, présente quant à elle son magazine comme « un discret confident ».

À la communauté féminine proposée par Madame Dandurand en 1893, ce cénacle rappelant les salons où les femmes aiment à briller les unes devant les autres, les revues du début du XX^e siècle paraissent vouloir substituer une relation plus personnelle, sorte de tête-à-tête faisant écho cette fois au monde de la correspondance. Pourtant, si ce mouvement de repli est particulièrement accentué dans *Le Journal de Française*, en 1902, il paraît déjà moins im-

portant en 1913, dans *Pour vous mesdames* et, plus encore, dans *La Bonne Parole*. Or-

gane de presse associé aux activités d'un groupe de femmes, la Société Saint-Jean-Baptiste, cette dernière propose une alliance d'un ordre tout à fait nouveau. Dans cet éditorial-ci, Madeleine, la directrice de *La Bonne Parole*, opte en fait pour une ouverture assumée. Il n'est plus question de rester « entre nous », mais bien d'aller vers le monde, ensemble, et fortes de cette union. La revue veut toujours prodiguer, comme d'autres avant elle, « le mot qui va au cœur », mais elle entend devenir aussi « l'expression même du grand idéal fraternel » de l'organisme qu'elle représente. Non plus limitées par les formes de sociabilités réservées aux femmes, les publications dites « féminines » qui paraissent au cours des années 1910 ne sont plus ce repère privé dans lequel les femmes apprennent à apprivoiser le monde. À l'inverse, elles embrassent pleinement leur dimension publique. *Pour vous mesdames*, par exemple, ne se décrit plus comme une revue féminine, mais comme un magazine dont les pages, écrites à l'intention des femmes, « n'en seront pas moins intéressantes pour les hommes ». De même pour *La Bonne Parole*, qui ne récusé pas la visite occasionnelle du lectorat masculin. Mais le grand changement sur ce point survient avec *La Revue moderne*, en 1919. Dans les faits, le discours éditorial de *La Revue moderne* est double. Madeleine signe un premier texte intitulé « S'unir pour grandir », placé au début du périodique, puis un second, « L'Entre-nous »,

qui inaugure la rubrique « Femina ». L'un s'adresse à tous et l'autre parle seulement aux femmes. Reproduisant la disposition des grands quotidiens avec un contenu généraliste incluant, à part, une section féminine, cette dernière publication inaugure une ère nouvelle dans le monde des revues pour femmes. L'image rassurante du foyer, ce lieu de confiance si cher persiste et s'impose même, au cœur du périodique, mais l'éditorial, le premier texte qui décrit la revue veut la montrer autrement que comme « seulement » féminine. Le marché de niche qui avait d'abord permis aux journalistes de s'imposer comme directrices de revue existe toujours, en 1919 comme en 1893, et encore de nos jours, cependant elles n'en sont plus aussi dépendantes. Bien sûr, une analyse approfondie des revues reste encore à faire, mais déjà l'éditorial de ces cinq périodiques révèle une histoire complexe, celle du journalisme québécois, des journalistes, de leurs lectrices et des femmes en général.

Liliana Rizzuto est candidate au doctorat en études littéraires au Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoise à l'Université Laval.

Pour en savoir plus :

Line Gosselin. Les journalistes québécoises, 1880-1930. Montréal, Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec, 1995 (Coll. « Études et documents du RCHTQ », n°7), 160 p.

Adrien Rannaud et Marie-José des Rivières, « 1919. Madeleine lance *La Revue moderne* », dans Denis Saint-Jacques et Marie-José des Rivières (dir.), *Chroniques de la vie culturelle à Montréal de la Belle Époque à la crise*, éditions Nota bene, 2015, p. 217-231.

Chantal Savoie, « La page féminine des grands quotidiens montréalais comme lieu de sociabilité littéraire au tournant du XX^e siècle », *Tangence*, n° 80, 2006, p. 125-142.

DE LA REVUE MODERNE À CHÂTELAINE

NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DU MAGAZINE QUÉBÉCOIS (1919-1960)

par Adrien Rannaud

Durant l'entre-deux-guerres se met en place un régime médiatique de la modernité au Québec. Les médias, d'abord la presse, puis la radio, rythment la vie littéraire, artistique et culturelle canadienne-française, dans le même temps qu'ils participent à la transformation de l'espace public. C'est également au sortir de la Première Guerre mondiale que le magazine, périodique mensuel largement pourvu en illustrations et en fictions, connaît un essor sans précédent. Particulièrement, *La Revue moderne*, fondée en 1919 par la journaliste Madeleine (pseudonyme d'Anne-Marie Gleason), joue un rôle crucial dans le développement du magazine féminin. Espace discursif branché sur l'évolution de la condition des femmes et de leurs pratiques de consommation, d'écriture et de lecture, *La Revue moderne* s'impose durant la première moitié du XX^e siècle comme le magazine canadien-français le plus lu et le plus vendu, avant d'être racheté par l'entreprise Maclean Hunter en 1960 et de prendre le nom de *Châtelaine*.

DE LA REVUE INTELLECTUELLE AU MAGAZINE FÉMININ

En novembre 1919, Madeleine (1875-1943), femme de lettres connue du grand public, et notamment des lecteurs et lectrices du quotidien *La Patrie*, où elle agit à titre de directrice des pages féminines, fait paraître le premier numéro d'une nouvelle revue aux objectifs ambitieux. Sous le motto « Littérature, politique, arts », *La Revue moderne* a pour vocation de « développer le goût des arts et de la littérature », comme l'écrit la directrice dans son premier éditorial, mais aussi de « diffuser

des idées, de promouvoir des progrès, et d'orienter des mouvements ». Accompagnée d'une liste de collaborateurs et de collaboratrices de prestige (Olivar Asselin, Adjutor Rivard, Léo-Paul Desrosiers, Idola Saint-Jean, Marie-Claire Daveluy entre autres), Madeleine fait le pari de créer un espace médiatique propice à l'échange, au débat et à la défense de la culture canadienne-française.

Si plusieurs articles commentent auprès d'un public aisé et éduqué la vie politique, intellectuelle et littéraire du Québec au tournant des années 1920, la revue ne cache pas un autre projet, celui de devenir « l'inspiratrice » et la « confidente » de toutes les femmes canadiennes-françaises. « Le courrier de Madeleine » cristallise ces ambitions : appel à

une union nationale pour la survie de la race; commémoration de la France et de la guerre; échanges sur le ton de l'amitié avec les lectrices, argumentation autour des choix de la directrice, notamment en ce qui a trait au roman; et publicités pour des maisons montréalaises qui se font l'écho des chroniques de mode et des annonces en début et en fin de magazine. Aussi *La Revue moderne* oscille-t-elle dans ses premières années entre la revue intellectuelle, alimentée par les textes des écrivains et journalistes de l'époque, et le



Page de couverture de *La Revue moderne*, août 1936. L'homme dirige la barque, la femme s'octroie une pause en lisant *La Revue moderne*. Ici, c'est le divertissement au féminin qui est mis en scène, qui plus est, par le biais du magazine.

périodique spécialisé auprès des femmes. À la fin des années 1920 et dans les années 1930, témoin d'un triple phénomène d'américanisation, de laïcisation et de modernisation de la culture, *La Revue moderne* emprunte la voie du magazine féminin, malgré les différents directeurs qui se succèdent à sa tête dans la foulée du départ de Madeleine. L'homme de lettres et intellectuel Louis Francoeur est un collaborateur régulier : il publie des analyses sociales, puis géopolitiques dans les premiers temps de la Seconde Guerre

mondiale. Pour sa part, l'ethnologue Marius Barbeau n'hésite pas à cultiver le filon folklorique avec ses rubriques sur les chansons traditionnelles canadiennes-françaises. Le cinéma tient une large place : sur une double page, chaque numéro présente le film du mois, à l'aide de nombreux clichés, et en accordant davantage d'importance aux vedettes qu'à l'esthétique cinématographique. Mais, comme semble

magazine fasse peau neuve et réaffirme ses intentions de devenir le magazine intellectuel canadien-français le plus lu. *La Revue moderne* demeure malgré tout largement féminine, accompagnant de fait les bouleversements qui affectent la condition des femmes, notamment en 1940 avec l'obtention du droit de vote. De plus, toujours sous la direction de Roland Beaudry, accompagné par Henri

UNE « REVUE MODERNE » POUR UNE « FEMME MODERNE »

Conçue comme un espace d'information, de fiction et de consommation, *La Revue moderne* sert notamment la diffusion d'une figure médiatique particulière : celle de « la femme moderne ». Née au tournant du XIX^e siècle dans la foulée de l'expansion des industries culturelles, la « femme moderne » (la *New Woman*) oscille entre le respect des conventions et l'adhésion à une relative liberté dans les pratiques et les discours. Corréliées à une certaine idée du progrès technique et scientifique, l'émancipation, la création et la légèreté sont mises en valeur, du moment qu'elles respectent les limites de l'ordre social établi.

Dans l'espace publicitaire de *La Revue moderne*, qui occupe environ un quart de l'ensemble du magazine, la « femme moderne » apparaît comme une consommatrice de luxe. Ce sont sa liberté et son pouvoir d'achat qui sont célébrés afin de séduire les lectrices et de les amener à acheter quantité de produits de beauté. Parfois construites sous forme de bande dessinée, les réclames jouent sur l'*empowerment* des femmes, leur capacité à faire leurs propres choix dans le but d'améliorer leurs conditions de vie et leurs relations sociales, notamment avec les hommes. Le phénomène se cristallise dans les pages destinées à la mode, pages dont on ne sait jamais s'il s'agit d'une rubrique féminine ou d'un encart promotionnel acheté par une entreprise de Montréal. Personnage de son temps, la « femme moderne » de l'espace publicitaire invite les lectrices à suivre son modèle et contribue, d'une certaine manière, à dynamiser l'économie canadienne-française, et plus précisément montréalaise. Tout aussi versé dans les prescriptions et dans une tentative d'accompagnement des lectrices, l'espace d'information du magazine regroupe notamment des chroniques sur la vie au sein de la maison. La lectrice y trouve des recettes de cuisine, des consignes pour le tricot, ou encore des



Page de réclame, *La Revue moderne*, mars 1942, p. 2

La guerre contamine l'ensemble du magazine. Ici, la publicité fait à la fois l'apologie du pantalon (et marque ainsi les modifications de la condition féminine et de leurs droits de s'habiller), tout comme elle invite les lectrices à s'engager pour défendre la patrie.

l'annoncer la couverture, qui représente systématiquement un personnage féminin (une jeune mariée, une femme en vacances; et pendant la guerre, une ouvrière ou une infirmière), la plus grande partie du magazine s'adresse aux femmes : mode, recettes de cuisine, tricot, articles consacrés aux bonnes manières et à l'éducation sentimentale. En 1938, *La Revue moderne* cesse d'être publiée. Il faut attendre quelques mois pour qu'en 1939, sous l'impulsion du directeur de la revue, Roland Beaudry, le

vaines, *La Revue moderne* est une porte d'accès à la littérature. Elle poursuit cette mission dans les années 1950, sous la direction de l'intellectuel Jean Le Moyne et de sa femme, la poète Gertrude Le Moyne. Même dans les années 1960, la nouvelle *Châtelaine* continuera de mettre en valeur la littérature québécoise, à travers des entretiens, des extraits de romans inédits et des récits brefs publiés pour le plaisir des lectrices.

articles pour plaire et séduire en société. En 1936, Marjolaine (pseudonyme de Justa Leclerc) dispense plusieurs conseils dans une chronique mensuelle, « La femme chez elle » : « Plus que l'élégance de son salon et la délicatesse du goûter qu'elle offre, le charme de la conversation qu'on tient chez elle fait la réputation d'une femme du monde. C'est elle qui doit diriger la causerie, tout en s'effaçant discrètement devant les autres. Son rôle consiste à faire parler ses autres et à mettre en valeur l'esprit de chacun ». *La Revue moderne* poursuit ici les objectifs de Madeleine, soit être « l'amie » des lectrices. Si le ton se veut volontiers prescriptif, il n'empêche que la revue se donne comme un espace presque exclusivement féminin. Cette compartimentation du féminin, qu'une étude des pratiques de lecture et de consommation du magazine viendrait probablement repenser, favorise tout du moins l'émergence d'une communauté et d'une culture médiatiques au féminin qui constitueront un des ferments des mouvements féministes des années 1970.

Enfin, dans la foulée des quotidiens du XIX^e siècle, le magazine demeure largement un espace de fiction. *La Revue moderne* ne déroge pas à cette règle du support médiatique. Dès sa première livraison, un grand roman du mois est reproduit dans ses pages. En novembre 1919, il s'agit d'*Une honnête femme*, d'Henry Bordeaux, auteur français reconnu et particulièrement apprécié chez les jeunes lecteurs canadiens-français. Le filon féminin est poursuivi, et durant l'entre-deux-guerres, les romans sentimentaux à la Delly parsèment le magazine. Basés sur l'histoire d'amour entre un homme et une femme, les textes mettent l'accent sur le conformisme des relations sociales, au sein d'une élite économique et culturelle faite de châteaux en province et de réceptions mondaines. Avec le tournant des années 1940, la fiction évolue et s'intéresse davantage à la « classe moyenne » et aux problématiques propres au travail des femmes et à leur place dans l'enceinte de la maison. Les récits brefs de Jean Després en représentent des marqueurs forts. Dans « Le



Page de mode, *La Revue moderne*, mai 1939, p. 45. On ignore s'il s'agit d'une publicité pour une maison de mode montréalaise. Ces pages sont des outils précieux quant aux renseignements qu'elles offrent sur la mode et les sensibilités des Québécoises.

budget », nouvelle parue dans la livraison de mai 1939 et signée du pseudonyme de « Carole Richard », Després raconte les tribulations d'une mère de famille d'Ottawa, Louise, qui agit à titre de gardienne de l'équilibre budgétaire de la famille, dans le même temps qu'elle doit gérer les crises des enfants, et d'un mari qui se conduit lui-même comme un adolescent. Louise est au cœur de l'économie familiale, tout comme elle appartient à la sphère privée, à la maison; elle n'en sortira qu'une fois, en compagnie de la famille, contrairement à tous les autres membres qui rentrent et sortent de la maison comme bon leur semble. Dans la foulée de nombreuses fictions du même type, « Le budget » interroge l'action et l'espace des femmes. La nouvelle montre l'envers du décor, ce qu'il se passe derrière la « maison moderne » que s'évertue à idéaliser *La Revue moderne* durant les années 1930 : un monde un peu moins rose qu'il n'y paraît, et dans lequel une conscience féministe semble poindre.

En modélisant les rapports entre les genres sexuels, *La Revue moderne* multiplie les figures, dont celle de la « femme moderne », et contribue à sa manière aux

nombreux bouleversements entourant la condition féminine et le discours sur les femmes dans l'espace public. Toutefois, le magazine ne saurait être vu dans cette seule perspective. Tour à tour acteur de transformation de la vie culturelle et intellectuelle, creuset de la littérature, espace fondateur de la publicité et lieu de création d'un imaginaire médiatique proprement québécois, *La Revue moderne* a joué sur un demi-siècle un rôle dont il reste à saisir les nombreuses ramifications dans l'espace francophone au Canada. Une histoire de ce magazine reste donc à faire, afin d'en comprendre l'importance dans la naissance et le développement de ce qu'on appelle aujourd'hui la culture de grande consommation.

Adrien Rannaud est candidat au doctorat en études littéraires, Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises, Université Laval.

Pour en savoir plus :

Elzéar Lavoie, « La constitution d'une modernité culturelle populaire dans les médias au Québec (1900-1950) », dans Yvan Lamonde et Esther Trépanier (dir.), *L'avènement d'une modernité culturelle au Québec*. Montréal, IQRC, 1986, p. 253-298.

Jean-Christian Pleau, « *La Revue moderne* et le nationalisme, 1919-1920 », *Mens*, vol. 6, n° 2, printemps 2006, p. 205-237.

Adrien Rannaud et Marie-José des Rivières, « 1919. Madeleine lance *La Revue moderne* », dans Denis Saint-Jacques et Marie-José des Rivières (dir.), *De la Belle Époque à la Crise. Chroniques de la vie culturelle à Montréal*. Québec, éditions Nota bene, 2015, p. 217-231.

Marie-José des Rivières. *Châtelaine et la littérature*. Montréal, l'Hexagone, 1992.

L'ensemble des numéros de *La Revue moderne* (1919-1960) est en libre accès sur le site de Bibliothèques et Archives nationales du Québec : <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2269661>



Germaine Guèvremont à sa machine à écrire, en 1946. Photo de Conrad Poirier. (Wikimedia Commons).

« GERMAINE GUÈVREMONT, UNE JOURNALISTE EN PLEINE TERRE »

par Charlotte Biron

En 1928, Germaine Guèvremont devient journaliste à Sorel. À 35 ans, elle n'a produit qu'une poignée de collaborations sous le pseudonyme Janrhêve, principalement des contributions au journal *L'Étudiant*, ainsi qu'un tout petit nombre de textes au *Canada*, au *Droit*, à la *Patrie* et à *Paysana*. C'est le journaliste Bill Nyson, mari de sa sœur, qui fait des démarches du côté du quotidien montréalais *The Gazette* pour qu'elle obtienne le poste de correspondante soreloise. Guèvremont parle et écrit bien l'anglais. Elle rapporte

des nouvelles qui sont ensuite publiées dans le quotidien sous la forme de textes synthétiques, une fraction sur une étroite colonne, et qui paraissent non signés, surmontés simplement de la mention « Sorel. Special to *The Gazette* ». Guèvremont décroche durant la même période un autre emploi, cette fois au journal local : *Le Courrier de Sorel*. Disparus de la circulation et des archives personnelles de l'auteure, les billets qu'elle y rédige sont aujourd'hui hors de portée à une ou deux exceptions près, tandis que les articles publiés dans

The Gazette demeurent accessibles. Toujours est-il qu'en 1928, Guèvremont a pour tâche de relever, d'examiner et de rapporter les événements qui se déroulent à Sorel pour un quotidien montréalais et un hebdomadaire local. Guèvremont poursuivra sa carrière de chroniqueuse et de journaliste bien après son déménagement à Montréal en 1935, mais ce sont les années soreloises qui ont laissé le plus de traces dans son œuvre. Cette période nourrit en effet l'invention et la construction d'un personnage de femme

journaliste exerçant son métier dans un paysage rural, près du fleuve, personnage que Guèvremont ne cessera de faire revenir. Cette figure, moins flamboyante que *Le Survenant*, se révèle néanmoins omniprésente, mais également essentielle pour comprendre l'univers paysan de l'écrivaine.

QUATRE FEMMES

La première incarnation de cette journaliste rurale s'appelle mademoiselle Papillon. Elle apparaît en 1933 dans « Une grosse nouvelle », un sketch radiophonique qui se transformera en nouvelle et en scénario de téléthéâtre. Dans sa version radiophonique, mademoiselle Papillon, 50 ans, est secrétaire de rédaction depuis une trentaine d'années à l'*Écho de Troudeville*, petit journal d'une région près du fleuve, au nom pour le moins éloquent. Hormis Papillon, on y croise le directeur, le gérant du journal et de l'imprimerie, le messenger, le notaire et un abonné. Au milieu d'hommes, mademoiselle Papillon apparaît comme le seul des personnages à ne pas souffrir de dyslexie. Le directeur confond « veuve » et « œuvre », alors que le messenger parle de « conflégration » au lieu de « conflagration » (*TSJ*, p. 10-13). Comme dans bien des petits journaux, les nouvelles à Troudeville s'avèrent redondantes : état civil, incendies, propriétés, naissances... et les moyens, limités : l'imprimeur n'a pas assez de « r » pour formuler les souhaits du Nouvel An tel que prévu dans le journal, alors « joie » et « santé » remplacent « bonheur et prospérité » (*TSJ*, p. 11).

La deuxième journaliste – en ordre croissant d'importance – se prénomme Mélusine. Elle est au cœur de la nouvelle « Un Sauvage ne rit pas » publiée dans *La Revue moderne*, en 1943. On découvre la journaliste d'une quarantaine d'années au cours d'une soirée mondaine où elle ressasse des souvenirs avec un collègue depuis longtemps amoureux d'elle. Elle s'occupe alors de rédiger des conseils dans un journal de la métropole, mais à l'instar de mademoiselle Papillon, Mélusine

a commencé sa carrière hors de la grande ville, en tant que correspondante pour le *News*, à Sorel. C'est là-bas qu'elle rencontre Johnny Giasson, un « Indien » dont elle s'amourache au moment où il part pour traverser l'Atlantique en canot. L'histoire de Johnny Giasson est coulée dans le même moule que celle de John Smith, un jeune homme d'origine amérindienne âgé de 24 ans avec qui Guèvremont s'est réellement entretenu pour un article dans *The Gazette* en 1934, et qui avait mûri le projet de se rendre en Angleterre dans un canot qu'il avait lui-même conçu. Seulement deux mois après leur rencontre à Sorel, le canot du jeune homme avait été retrouvé, échoué à Terre-Neuve. Guèvremont reprend également l'aventure de Smith dans une autre fiction, sous le nom de Charles Jones. On le retrouve dans cette dernière

version auprès d'une autre de ces femmes journalistes : Caroline Lalande. Plus consistante encore, l'histoire de Caroline Lalande se déroule dans un roman-feuilleton en dix-huit étapes publiées entre 1939 et 1940 dans la revue *Paysana*. Sous-titrés « Étude de la vie réelle », les épisodes relatent le passage de la jeune femme au journal local de l'Anse-à-Pécot, *La Voix des érables*, et son travail de correspondante pour le *People*. Le feuilleton s'ouvre sur la tentative de suicide de Caroline Lalande, jeune paysanne qui fait long feu après avoir déménagé à Montréal avec ses rêves d'écrivaine. Le suicide est encore passible d'incarcération à l'époque, mais Caroline



Photo de Germaine Guèvremont revenant de la chasse aux canards (Coll. de la Succession Germaine Guèvremont).

est trouvée non coupable. Le juge responsable de son procès lui propose alors de se rendre dans une petite ville où son frère et son neveu Noé et Philippe Dulac dirigent un hebdomadaire. Caroline déménage donc à l'Anse-à-Pécot pour travailler à *La Voix des érables*. Le juge Dulac lui présente également monsieur Nash, rédacteur en chef du *People*, quotidien de Montréal, qui cherche un correspondant qui devra transmettre par téléphone les principales nouvelles de l'Anse-à-Pécot : « meurtres, tentatives de meurtres; suicides et tentatives de suicides; feux, fatalité et accidents sérieux; vols et tentatives de vols et arrestations importantes; évasions

de prison; causes en cour criminelle et civile; nouvelles municipales importantes; dommages de tempêtes ou inondation. » (TSJ, p. 131)

Le premier événement que rapporte Caroline Lalande pour le *People* est calqué sur la première collaboration de Guèvremont pour *The Gazette* en 1928 : « *Fire Destroyed Church at Sorel Blaze in Old Notre Dame Structure Threatened Surrounding Buildings* ». Quand l'église de la paroisse prend feu à l'Anse-à-Pécot, Caroline révisé rapidement son manuel du journaliste et part en quête des renseignements nécessaires, avec les difficultés que cela comporte : « De quoi se mêlait-elle, cette étrangère qui venait Dieu sait d'où, dont on savait rien et qui accomplissait une besogne d'homme? » (TSJ, p. 134) Caroline Lalande entre progressivement en contact avec toute la petite localité : le maire, le docteur, le maître de poste, le curé, l'opérateur de téléphone, le chef de police, l'employé de la morgue... La jeune femme interroge et dérange les témoins de chaque événement. Elle mène des entretiens dans les maisons, où elle croise aussi les femmes de la région. Elle se rend, par exemple, chez madame Rivard, parce que son mari est mort en dessalant, alors qu'il tentait ironiquement « d'attacher un noyé par le mitan du corps » (TSJ, p. 105). À force de parler avec les Pécotins et Pécotines, Caroline gagne en vocabulaire et en précision pour décrire la région et ses péripéties. Celle qui ne connaissait rien, par exemple, aux choses maritimes apprend à distinguer toutes sortes d'embarcations : « une marie-salope, une grue, une drague, une barge. » (TSJ, p. 102). L'écriture et les déplacements donnent de l'aplomb à la jeune femme, ils alimentent ses ambitions de voyageuse et d'écrivaine. Et pourtant, la fin du feuilleton y met brusquement un terme. C'était un « grand vent d'illusion » (TSJ, p. 185), pense Caroline en rentrant à Notre-Dame-des-Neiges, son village natal, pour épouser Arcade, son amour de jeunesse.

La quatrième et dernière incarnation de cette figure de journaliste régionale est nulle autre que la fille de Phonsine et

d'Amable, seule descendante des Beauchemin : Marie-Didace. La jeune femme devient journaliste non pas dans le roman qui porte son nom, mais dans un court chapitre d'une suite inachevée intitulé « Le plomb dans l'aile ». Dans cette suite, Marie-Didace quitte le Chenal-du-Moine pour devenir copiste à Sorel, mais le notaire Deschenaux à qui elle adresse sa requête lui annonce que c'est impossible et lui suggère d'aller voir au *Journal de Sorel*. Le texte s'achève alors que la jeune Beauchemin gravit les marches vers les bureaux du journal. C'est la fin du cycle du *Survenant* dans sa version écrite, mais dans le radiroman et dans les téléromans, Marie-Didace commence à travailler au *Journal de Sorel* en prenant la place de mademoiselle Papillon, décédée. Mademoiselle Papillon, personnage du sketch radiophonique de 1933, s'est en effet glissée dans les suites des versions radiophoniques et télévisuelles du *Survenant*. Et c'est pour ainsi dire un cycle de femmes journalistes qui se boucle.

UNE JOURNALISTE DU TERROIR

Entre Guèvremont et ses personnages, mademoiselle Papillon, Mélusine, Caroline Lalande et Marie-Didace, la parenté est évidente. Il y a constamment cette même trame : une femme, journaliste, travaillant dans un milieu masculin, dans un décor rural, près du fleuve. Guèvremont met en relation des enjeux médiatiques et un contexte qui n'a rien à voir avec la densité et la quotidienneté d'une grande ville. La reporter rurale circule et écrit selon un autre rythme que le reporter urbain. Les discussions sur la météo reviennent sans cesse. Les personnages attendent des nouvelles qui n'arrivent pas. Qu'il s'agisse de l'Anse-à-Pécot, de Troudeville ou de Sorel, les hebdomadaires locaux dont parle Guèvremont suivent des nouvelles saisonnières et prévisibles. On rédige d'un crayon distrait des comptes rendus de soirées ou les déplacements d'un tel ou d'une telle. Dans le septième épisode du feuilleton *Tu seras journaliste*, par exemple, Caroline Lalande soupire de déception lorsque le

typographe de *La Voix des érables* lui annonce qu'il a une nouvelle, alors qu'il parle en fait de fruits : « L'abondance des fraises est arrivée! » (TSJ, p. 99) Et sans doute les saisons et les récoltes nourrissent-elles l'ennui de mademoiselle Papillon ou de Caroline Lalande, mais l'attention minutieuse de Guèvremont pour les cycles et la monotonie du monde paysan supplante les insatisfactions de ces personnages journalistes. Les répétitions du milieu qui l'intéresse s'inscrivent dans une compréhension plus profonde et plus large de ce monde qu'elle mettra en scène dans ses romans. Dans une conférence au Toronto Women Press Club, Guèvremont parle en fait avec nostalgie de ce temps où elle observait les pulsations du paysage sorelois : [...] *when spring comes along and ice-breakers out their way through the ice bridge and and free the St-Lawrence waters and the blue-winged teal sails north, I begin to wonder restlessly what is going on at Sorel*



Extrait d'un article de Germaine Guèvremont. (The Gazette)

and what news could be picked up there. » (TSJ, p. 209)

Plus violentes, les nouvelles envoyées au quotidien montréalais – *The Gazette*, ou aux journaux fictifs comme le *News* ou le *People* – font contraste avec les nouvelles saisonnières des hebdomadaires locaux. Outre les élections municipales et régionales, Guèvremont a couvert des évactions de prison, des noyades, des vols, des incendies, des accidents... Le 4 mai



1933, on peut lire en page huit de la Gazette « *Baby's Body in River. Head Crushed, Supposedly by Boot Heel* ». La journaliste rapporte à l'occasion des scènes absolument horribles comme celle-là. Les événements les plus divers se retrouvent dans ses textes brefs, que les titres résument brusquement : « *Terrified Horse Dashed into Auto* »; « *Broom Factory at Sorel Fire-swept* »; « *Widow Robbed and Beaten by Youths* »; « *Morgue Director Dies* »... La liste des titres, qui scandent presque autant que les récoltes ou le fleuve la vie de la région, révèle un matériau on ne peut plus singulier pour l'écrivaine. Mais les fictions

de Guèvremont montrent bien que les faits divers et leur violence bêtement résumée appartiennent au même univers que le menu relief des événements redondants comme les fraises, comme le pont de glace reliant Saint-Joseph-de-Sorel à Berthierville ou comme les brise-glaces au printemps.

Dans ce contexte, il y a peu de distance possible entre les habitants touchés par les drames et la journaliste. Rien à voir avec l'anonymat du petit reporter urbain. Guèvremont représente des femmes journalistes qui ont en commun d'être épiées et critiquées par leurs concitoyens. Dans le texte d'une conférence publié dans *Pay-sana* en 1943, Guèvremont insiste non seulement sur la polyvalence du travail – « le reporter rural doit être de toutes les rubriques et posséder tous les vocables » (TSJ, p. 203) –, mais souligne cette attention pénible dont la journaliste rurale fait l'objet : « Si vous êtes une femme, le métier est doublement difficile. Connaissant à peu près tout le monde et étant connu de tous, le reporter rural est la cible de toutes les critiques et ne doit attendre qu'un minimum de reconnaissance. » (TSJ, p. 203). Guèvremont a insisté sur le caractère très spécifique du travail de la journaliste rurale, distinction qui ne manque pas d'importance quand on la mesure en parallèle d'une œuvre qu'on a associée au terroir. On dit que le journalisme est une école pour les écrivains. Pour Guèvremont, il a été l'occasion d'une fascination qui n'a fait que prendre de l'expansion avec le temps.

Il était déjà connu grâce aux travaux et aux éditions d'Yvan G. Lepage que Guèvremont avait été chroniqueuse, feuilletoniste et reporter pour différents journaux, mais c'est avec l'édition et l'analyse méticuleuse et riche de *Tu seras journaliste* et de ses autres textes sur le journalisme par David Décarie et Lori Saint-Martin que les lecteurs du *Survenant* découvrent aujourd'hui toute une partie de l'expérience de Guèvremont dans les journaux. Les fictions autour de ces personnages de femmes journalistes témoignent d'une connaissance intime du monde paysan, tel qu'il

se targue d'être et tel qu'il apparaît – de son rythme, de sa tradition, de ses espaces, de ses frictions sociales, mais surtout de ce mélange ineffable d'ennui et de dureté que Guèvremont a pu observer et écrire.

Charlotte Biron est doctorante au Département des littératures de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Laval en cotutelle avec l'Université Paul-Valéry à Montpellier.

Pour en savoir plus :

David Décarie et Lori Saint-Martin (éd.). *Les écrits de Germaine Guèvremont. Tu seras journaliste et autres œuvres sur le journalisme*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2013, 246 p. (Les références apparaissent avec l'abréviation TSJ dans le texte avec le numéro de page.)

Germaine Guèvremont. « Un sauvage ne rit pas », *La Revue moderne*, vol. XXIV, n° 11, mars 1943, p. 10-11.

Germaine Guèvremont. « *Fire Destroyed Church at Sorel Blaze in Old Notre Dame Structure Threatened Surrounding Buildings* », *The Gazette*, Montréal, vol. CLVII, n° 281, 23 novembre 1928, p. 4.

Germaine Guèvremont. « *Baby's Body in River. Head Crushed, Supposedly by Boot Heel* », *The Gazette*, Montréal, vol. CLXII, n° 106, 4 mai 1933, p. 8.

Germaine Guèvremont. « *Ambitious Paddler Arrives at Sorel. John Smith, Ocean-Going Canoeist, Gets Welcome From Boating Club* », *The Gazette*, Montréal, vol. CLXIII, n° 155, vendredi 29 juin 1934, p. 7.

Germaine Guèvremont. *Le cycle du Survenant. En pleine terre. Le Survenant*. Marie-Didace. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2013, 479 p.

Germaine Guèvremont. « Le plomb dans l'aile », *Cahiers de l'Académie canadienne-française*, vol. IV, 1959, p. 69-75.

Yvan G. Lepage. *Germaine Guèvremont. La tentation autobiographique*. Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1998, 205 p.

L'OBTENTION DU DROIT DE VOTE DES FEMMES AU QUÉBEC EN 1940

LE SILENCE FÉMININ DANS LES JOURNAUX

par Eve Léger-Bélanger

Aujourd'hui, le Québec est considéré comme un terrain particulièrement fertile pour le féminisme, mais au milieu du XX^e siècle il accusait plusieurs années de retard en ce qui a trait au droit de vote des femmes. En effet, dès la fin de la Grande Guerre, la plupart des provinces canadiennes leur avaient déjà accordé ce droit. Bien que les femmes du Québec puissent voter aux élections fédérales depuis 1918, le droit de vote aux élections provinciales ne leur est octroyé qu'en 1940. Le projet de loi promu par le premier ministre Adélard Godbout est voté en troisième lecture par l'Assemblée législative, le 18 avril, et il est adopté officiellement le 25 avril à la Chambre haute. Toutefois, la nouvelle loi n'entre en vigueur que le 1^{er} janvier 1941, soit plus de huit mois après avoir été votée. La question du suffrage féminin a fait l'objet de débats dans les journaux au Québec pendant tout l'entre-deux-guerres. Or, lorsque le droit de vote est obtenu en avril 1940, l'événement, qui deviendra un marqueur déterminant dans l'histoire de la province, n'obtient cependant qu'une faible couverture médiatique et les femmes semblent s'effacer du débat. Quels sont les mécanismes qui ont guidé cette apparente réticence des médias à traiter du suffrage féminin dans les journaux québécois de l'époque et quelle a été la nature de la couverture qui a été effectuée?

LA PLACE OCCUPÉE DANS LE JOURNAL

À l'époque, les quotidiens montréalais à grand tirage (*La Presse*, *Le Canada*, *Le De-*



Le journal de Waterloo, 19 avril 1940, p. 1.

voir, *La Patrie*), les hebdomadaires locaux (*L'Autorité*, Montréal) et les journaux régionaux (*Le journal de Waterloo*, comté de Shefford; *L'Étoile du Nord*, Joliette) couvrent de façon incomplète cet événement qui a pourtant changé le cours de notre histoire. La Seconde Guerre mondiale fait alors rage en Europe. Avril 1940 correspond en effet aux invasions du Danemark et de la Norvège par l'Allemagne. À juste titre, l'attention médiatique est orientée principalement vers ces conquêtes éclatantes plutôt que vers un débat qui, certes, change la vie des femmes, mais ne constitue pas un événement aussi important que le conflit mondial. La simultanéité des deux événements pourrait expliquer, en partie, la raison pour laquelle la couverture médiatique du suffrage féminin est moins grande.

Sans surprise, les grands quotidiens accordent une place plus importante à la nouvelle que les journaux à tirage plus modeste. *La Presse* et *Le Devoir* sont les deux quotidiens qui se penchent le plus sérieusement sur la question en détaillant les débats parlementaires. De même, seuls *Le Canada* et *L'Étoile du Nord* placent l'événement en première page. Cette position indique qu'on lui accorde une grande importance. En outre, peu d'éditoriaux ou de chroniques soulèvent une réflexion sur le sujet. L'événement n'est donc couvert que de façon générale et la question ne cause pas de remous. On ne trouve également aucune image illustrant l'événement, sauf dans *La Presse*, qui demeure la plus exhaustive dans sa couverture. Bref, tant la quantité d'articles que leur position dans les pages du journal permettent de constater que l'intérêt pour le sujet n'est pas aussi vif qu'aujourd'hui, du moins d'après ce qu'on peut lire dans les journaux de l'époque.

LES SIGNATAIRES OÙ SONT LES FEMMES?

La plupart des articles qui portent sur le suffrage sont anonymes ou signés avec des fonctions génériques comme « correspondant parlementaire », ce qui donne une valeur d'autorité au texte. Quelques-uns d'entre eux sont signés par des hommes comme Joseph Lavergne (*La Patrie*) et Alexis Gagnon (*Le Devoir*). Puisque ce sont des journalistes masculins qui prennent la parole au sujet du suffrage féminin, cela confère une certaine légitimité au sujet. Une seule femme journaliste semble prendre part au débat : Fantine, qui ap-

partient à la page féminine de *L'Étoile du Nord*. Or, Fantine est le pseudonyme de Lionel Bertrand, homme politique, éditeur de la *Voix des Mille-Îles* et collaborateur à *L'Étoile du Nord*. Ainsi, la seule journaliste, qui est à première vue féminine, est en fait un homme. Ce dernier signe régulièrement des textes dans la section *Foyer des lectrices* sous le nom d'Yvonnice ou de Fantine. Le journaliste s'intéresse à divers sujets féminins : parfums, couleurs de cheveux, beauté, etc. Lorsque Lionel Bertrand prend la parole ailleurs dans le journal (sur des sujets politiques, mais aussi triviaux comme le temps des sucres ou le tourisme), aucun pseudonyme n'est pris. Du reste, l'unique voix d'emprunt féminine qui traite de la nouvelle ne fait pas autorité auprès des deux sexes, puisque le texte se trouve dans la section dédiée spécifiquement au lectorat féminin. Tout compte fait, aucune femme ne prend la plume pour revendiquer le droit de vote féminin.

LE LECTORAT UNE NOUVELLE POUR TOUS?

Les textes portant sur le suffrage féminin sont tous insérés dans les pages des nouvelles, ce qui fait appel à un lectorat tant masculin que féminin. *L'Étoile du Nord*, en couvrant la nouvelle à la fois en première page et dans la page féminine, devient un cas particulier. L'article de la page féminine ne s'adresse qu'aux femmes, comme la section et le titre le laissent entendre : *Foyer des lectrices* : « Qu'en pensez-vous, mesdames? ». Le titre met d'ailleurs de l'avant que, même si le droit est obtenu, cette décision ne fait pas nécessairement l'unanimité. Il y a encore lieu de poser la question.

Une distinction entre la presse montréalaise et les journaux régionaux s'impose : le ton personnalisé se traduisant essentiellement par le recours à des pronoms renvoyant au lectorat féminin prend uniquement forme en région. Certains s'adressent directement aux femmes par l'emploi du pronom « vous », d'autres par des verbes à la deuxième personne du plu-



Le Canada, 19 avril 1940, p. 9.

riel ou par l'apostrophe : « Qu'en pensez-vous, mesdames? » (*L'Étoile du Nord*, 25 avril 1940, p. 4), « Mesdames les électrices » (*Le journal de Waterloo*, 19 avril 1940, p. 1). Ces appels directs aux femmes laissent entendre que les articles leur sont en partie consacrés. À Montréal, la deuxième personne du pluriel est absente. Les quotidiens font appel à un lectorat diversifié. Dans cette optique, les titres qui font part de l'événement sont pour la plupart semblables et neutres : « Le suffrage féminin approuvé en troisième lecture à Québec »

(*Le Canada*, 19 avril 1940, p. 1), « Le vote des femmes subit sa troisième lecture » (*La Patrie*, 19 avril 1940, p. 5).

LES ACTEURS DU DÉBAT

Nous pourrions penser que les grands quotidiens qui ont des contenus semblables (*La Presse*, *Le Devoir*, *Le Canada*, *La Patrie*) sont plus aptes que les journaux à tirage plus modeste (*L'Étoile du Nord*, *Le journal de Waterloo*, *L'Autorité*) à dresser un portrait de l'événement de façon neutre.



Le journal *La Presse* est la seule publication qui présente une photo de l'événement. *La Presse*, 26 avril 1940, p. 16.

Or, ce n'est pas le cas. L'exemple le plus probant serait le contraste entre *La Presse* et *Le Devoir*. D'un côté, *La Presse* adopte un point de vue assez positif à l'égard de la question tout en pesant le pour et le contre. De l'autre, *Le Devoir* pèse également le pour et le contre, mais se range plutôt derrière le contre. Cette prise de position s'illustre par le choix des extraits des débats parlementaires retranscrits et commentés.

La Presse, *Le Devoir*, *Le Canada*, *La Patrie* rapportent les débats animés : Godbout justifie son choix tandis que Maurice Duplessis attaque le projet. Les journaux évoquent les propos des parlementaires masculins qui sont du même avis que Duplessis et qui disent que 90 % des femmes, voire 95 %, ne veulent pas du droit de vote (sans que la provenance de ces pourcentages hyperboliques ne soit mentionnée). Les retranscriptions des débats montrent que Godbout mise sur l'égalité des sexes en soulignant que 100 000 femmes travaillent désormais. En contrepartie, Duplessis soutient que Godbout a lui-même voté contre le suffrage féminin en 1936. Si d'une part Godbout affirme que le Québec a changé et est prêt à octroyer ce droit aux femmes, il atteste d'autre part ne pas avoir changé d'opinion sur le sujet. Certes, les femmes sont encore les reines du foyer, mais leurs droits doivent aussi passer par leur voix. Le Québec est rendu là. Le parti pro s'appuie ainsi essentiellement sur l'argument de l'égalité tout en puisant dans l'histoire, en évoquant Jeanne d'Arc, par exemple. Le parti contre renforce quant à lui son point de vue en évoquant une femme,

Gina Lombroso, docteure en lettres et en médecine, qui était elle-même contre le droit de vote. L'argument s'avère cependant quelque peu désuet, cette prise de position datant de presque vingt ans. Le député libéral de Stanstead, Raymond-F. Frégeault, pose *a contrario* que les anglo-protestants sont prêts au passage vers la modernité et ne comprennent pas l'acharnement contre le suffrage féminin. Ce député est l'un des seuls dont la position si nette est traduite par les journaux. La division traditionnelle femmes/hommes qui implique une opposition Godbout/Duplessis se transforme presque en une division Canadiens français traditionalistes/Canadiens anglais modernes. À l'époque, le Québec accuse un retard de plus de vingt ans par rapport aux autres provinces. Il n'est donc pas étonnant que la voix d'un député canadien-anglais s'élève pendant la session parlementaire.

En outre, l'opinion de deux femmes pendant le débat se fait brièvement entendre. *La Presse* reste neutre en faisant référence à la première, en ne mentionnant qu'« une femme », tandis que *Le Devoir* renvoie à « une femme irascible et dont les sourcils indiquaient la violence des sentiments », ce qui mine la crédibilité de cette femme sans nom qui ose prendre la parole. Sans oublier Idola Saint-Jean, militante féministe qui, toujours selon *Le Devoir*, réplique aux hommes « à mi-voix ». Deux remarques s'imposent : sauf exception, il n'y a pas de voix de femme dans ce débat parlementaire et lorsqu'une femme prend la parole, son autorité n'est pas respectée, tant au Parlement que dans les médias.

Les journaux à tirage plus modeste ne voient pas les choses de la même manière que les grands quotidiens et révèlent des points de vue plus personnalisés, quoique souvent anonymes. Ainsi, *Le journal de Waterloo* publie un article qui s'apparente à un poème et *L'Autorité* prend sans équivoque position pour l'obtention du suffrage féminin dans « L'ex-fasciste Maurice Duplessis ». Loin de s'en tenir à un titre controversé, *L'Autorité* développe son opinion pro-suffrage féminin par un parallélisme avec le roman *Maria Chapdelaine* de Louis Hémon. La littérature et la réalité se côtoient : « C'était mettre fin, et une fois pour toutes, à cette légende accréditée par Louis Hémon et prônée par nos réactionnaires que dans le Québec rien ne change » (*L'Autorité*, 20 avril 1940, p. 4). Il demeure que, malgré l'inscription dans la filiation pro-suffrage, certains journaux ajoutent une touche d'humour en fin d'article, ce qui renverse la perception d'égalité : « Ceux qui ont voté contre le vote des femmes à l'Assemblée législative craignaient sans doute que les femmes, dans leurs tournées électorales, fissent un trop grand abus des dernières modes de Paris... » (*L'Étoile du Nord*, 25 avril 1940, p. 1). La même boutade apparaît quelques jours plus tôt, le 19 avril, en première page du *Journal de Waterloo*. Somme toute, malgré une volonté de rendre compte de l'événement de façon neutre, pour les grands quotidiens, ou positive, pour les journaux à tirage plus modeste, la presse s'inscrit dans une histoire encore controversée et ne peut y échapper.

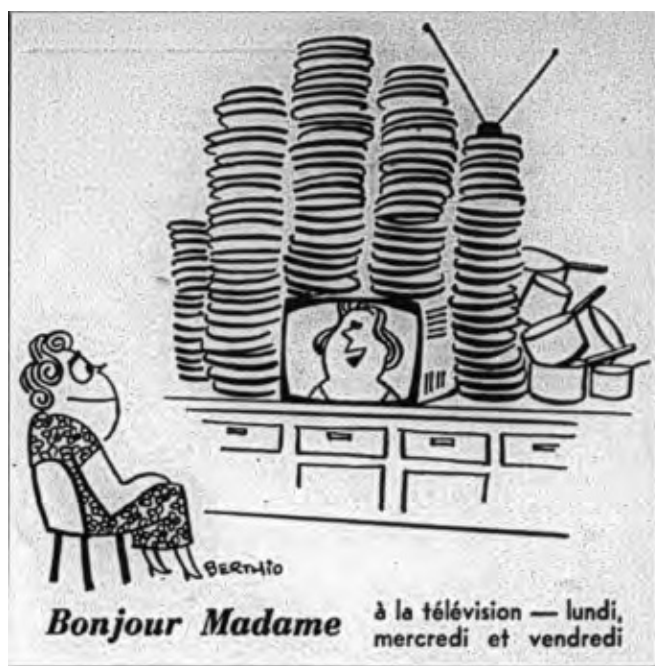
Enfin, selon la pensée commune : en 1940, les hommes se battaient sur le front européen tandis que les femmes se battaient pour le droit de vote. Or, les médias de l'époque révèlent que ce sont surtout des hommes qui parlent au nom des femmes dans la sphère publique. Force est d'admettre cependant que les choses ont bien changé.

Eve Léger-Bélanger est étudiante au doctorat en littérature de langue française à l'Université de Montréal.

LES ÉMISSIONS FÉMININES ET LEURS PUBLICS À LA TÉLÉVISION DE RADIO-CANADA (1952-1982)

par Laurie Laplanche

Dès l'inauguration de la télévision, en septembre 1952, la Société Radio-Canada proposait des émissions conçues pour des publics féminins avec *Rêve, réalité* (1952-1956), suivie entre autres par *Place aux dames* (1956-1957), *Bonjour madame* (1958-1960), *L'éternel féminin* (1961-1965) et *Femme d'aujourd'hui* (1965-1982). L'étude de la promotion des émissions destinées aux femmes produites par le Service des émissions féminines télévisées de Radio-Canada démontre que cette programmation était la seule qui cherchait à s'attacher à un public spécifique déterminé par son sexe. Avant même qu'une téléspectatrice n'allume sa télévision, elle était déjà cataloguée avec des intérêts, et surtout, des connaissances à acquérir en raison de son appartenance à la catégorie socialement construite de *femme*. Dans les années 1950 et 1960, les contenus étaient surtout conçus en fonction de la perception des publics féminins comme des femmes mariées, mères, francophones, blanches et hétérosexuelles issues de classe moyenne. Au cours des années 1970, les représentations et les discours associés à la féminité se sont diversifiés grâce à *Femme d'aujourd'hui*. L'émission a accompli ce tour de force par rapport à la programmation l'ayant précédé en adoptant une politique dite de décentralisation, c'est-à-dire en choisissant explicitement d'accorder la parole aux téléspectatrices issues de divers horizons politiques, so-



Une caricature de l'émission *Bonjour madame* insérée dans la publication *La semaine à Radio-Canada*, en 1959. (*La semaine à Radio-Canada*, 31 octobre au 6 novembre 1959, p. 8.)

ciaux, culturels, religieux, régionaux, ethniques et sexuels.

UN PUBLIC PRIVILÉGIÉ LES « MAÎTRESSES DE MAISON »

Dans les années 1950 et 1960, les téléspectatrices étaient surtout préconçues par les programmeurs de Radio-Canada comme des « ménagères », des « maîtresses de maison » ou des « reines du foyer », ce qui expliquait la diffusion des émissions féminines télévisées en milieu d'après-midi. La société d'État présumait que les journées des femmes se déroulaient invariablement à la maison sans le mari qui quittait le nid familial pour aller travailler le matin et ne revenait qu'en fin de journée. Cette perception

témoignait d'une vision idéalisée associée à la classe moyenne où le seul salaire masculin était suffisant pour subvenir aux besoins de la famille.

La programmation de Radio-Canada était délimitée non seulement par le public prioritaire et le temps de diffusion, mais également par les messages et les contenus. Elle ne remettait pas en question l'idée de complémentarité des rôles sexuels et l'idéologie des sphères séparées, où les femmes étaient essentiellement conçues comme des mères et des épouses. Radio-Canada a, par exemple, promu sa première émission féminine télévisée, *Rêve, réalité* (1952-1956), en mettant l'accent sur les défilés de mode, les leçons d'art culinaire, les conseils ménagers, les chroniques sur les nouveautés à trouver dans les grands magasins, les leçons de

mouvements de gymnastique « les plus conformes à la santé et à l'élégance », les consultations psychologiques, la vulgarisation médicale, les conseils d'hygiène pré et postnatale ainsi que les cours de couture. *Place aux dames*, qui a remplacé *Rêve, réalité* à l'automne 1956 privilégiait la mode, l'artisanat, le soin des enfants et les chanteurs de charme.

Les sujets incontournables des émissions féminines ciblaient l'amélioration constante des compétences des femmes dans le choix de leurs tenues vestimentaires et la gestion de la maisonnée. Être bien coiffées, bien maquillées, être en mesure de cuisiner pour toutes les occasions, savoir économiser, gérer un budget familial et soigner

les bobos, telles étaient les préoccupations principalement véhiculées dans les émissions féminines télévisées de la société d'État dans les années 1950 jusqu'au milieu des années 1960. La programmation était conçue pour orienter la vie des femmes



Lizette Gervais et Yoland Guérard, animateurs de *Femme d'aujourd'hui* lors de la première saison en 1965-1966. (Document PDF CBC Radio-Canada 1 p. 2 : Numéro pièce 00751. 012).

par des normes qui les positionnaient dans un travail perpétuel de perfectionnement, de résolution de problèmes et de gestion de conflits quotidiens. Seulement pour la saison 1964-1965, par exemple, le lundi de 15 h à 15 h 15 était réservé à *Marie Ève vous suggère*, présentée comme une petite encyclopédie d'art ménager, qui fournissait des conseils, des trucs et des suggestions pour faciliter le travail domestique. L'émission était suivie par *Des goûts et des couleurs* (15 h 15 à 15 h 30), pour aider les femmes à résoudre les problèmes de décoration intérieure. Le mardi était consacré à la cuisine avec *Votre cuisine, madame* (15 h à 15 h 30), qui proposait des recettes et des conseils et suggestions sur l'art de bien manger, ainsi qu'à *Si santé m'était contée* (15 h 30 à 16 h), qui abordait la médecine générale avec des spécialistes. *La bonne fourchette* (15 h à 15 h 30) accueillait un chef afin de faire découvrir les secrets de la haute gastronomie. L'émission était suivie par le *Quotidien magique* (15 h 30 à 16 h), qui offrait des entretiens avec des psychologues. Le vendredi, *Tire l'aiguille* (15 h à 15 h 30 en reprise le samedi à 14 h 30) donnait des cours de couture alors que *L'éternel féminin* (15 h 30 à 16 h) était consacrée à « l'art de plaire ».

Dans la deuxième moitié des années 1960,

les occupations principales présumées des femmes étaient toujours perçues en lien avec leur foyer. À ses débuts, en 1965, *Femme d'aujourd'hui* se présentait comme un magazine qui traitait de tous les sujets susceptibles d'intéresser les téléspectatrices : chroniques sur la mode, sur la gastronomie, sur l'éducation des enfants, sur les lectures et les loisirs. La promotion de l'émission cherchait toujours principalement à attirer un public féminin en insistant sur le fait qu'elle apportait une aide précieuse aux mères et aux épouses. Les conseils, suggestions et recommandations occupaient par conséquent une large part du contenu mis en valeur dans la promotion de *Femme d'aujourd'hui*. À partir de la saison 1970, toutes les références au rôle domestique des femmes ont néanmoins fait place à un repositionnement du magazine télévisé comme tribune des femmes francophones au Canada. Désormais, l'émission n'était plus vendue comme étant utile aux mères et épouses, mais comme « le plus grand magazine télévisé d'information destiné aux femmes ».

UN INSTRUMENT DE COMMUNICATION ENTRE LES FEMMES

Le public ciblé prioritairement par *Femme d'aujourd'hui*, les femmes au foyer l'après-midi, n'a pas radicalement changé et la formule didactique n'est pas non plus complètement disparue. Cependant, au tournant des années 1970, le ton général de la présentation de *Femme d'aujourd'hui* s'est détaché des conseils et recommandations pour se positionner comme un instrument privilégié de communication entre les femmes. Il ne s'agissait donc plus essentiellement de dire aux femmes comment faire ceci, quoi penser de cela ou comment résoudre tel problème. *Femme d'aujourd'hui* cherchait désormais à amener les téléspectatrices à se situer, à se positionner face aux multiples questionnements les concernant. Alors que les mouvements féministes dans la société remettaient en question les re-

lations de pouvoir sexuées, le public de l'émission féminine d'après-midi de Radio-Canada était désormais décrit par la chef du Service des émissions féminines télévisées, Michelle Lasnier, comme « le secteur de la population sinon le plus turbulent, du moins le plus agité, le plus inquiet, celui qui a par son évolution depuis une quinzaine d'années, miné la société occidentale dans ses racines les plus profondes. *Femme d'aujourd'hui* a pour objectif de susciter chez la femme de toutes conditions une réflexion sur elle-même ».

Vers la fin des années 1960, la promotion de l'émission a donc fait explicitement référence à ce que Michelle Lasnier a appelé la « politique de décentralisation », pour « permettre au plus grand nombre [de femmes] de venir à *Femme d'aujourd'hui* témoigner de leur vie, de leurs joies, de leurs peines ». Cette nouvelle orientation est rapidement devenue une priorité et a suscité la création d'une section régionale de *Femme d'aujourd'hui* (en plus de Montréal) à Québec en 1968, et une autre à Ottawa en 1973. Dès 1970, la promotion de l'émission faite par Radio-Canada mettait également l'accent sur les déplacements de l'équipe à l'extérieur des studios à travers le Québec, puis au Canada, afin de médiatiser la vie des femmes selon les régions.

À partir de 1974, les perspectives internationales sur les femmes présentées dans *Femme d'aujourd'hui* ont aussi fait l'objet de plusieurs reportages et d'émissions spéciales mises en valeur dans les publications de Radio-Canada. En 1976, par exemple, l'émission spéciale de *Femme d'aujourd'hui* intitulée *La mujer mexicana* s'intéressait au travail des femmes au Mexique où il a été possible d'apprendre « que les femmes y travaillent plus fort que les hommes [...] ». Dans ce climat difficile d'un pays proche de nous, presque voisin, on verra comment la femme mexicaine essaie de survivre, sinon de vivre décemment ». Parfois, l'équipe de *Femme d'aujourd'hui*, qui avait aussi des correspondantes à Paris, s'est même déplacée à l'étranger, que ce soit au Japon en 1975 ou en Côte d'Ivoire pour une émission diffusée en 1977, où l'animatrice Aline Desjar-



Aline Desjardins, animatrice principale de *Femme d'aujourd'hui* de 1966 à 1979. (Document PDF CBC Radio-Canada 2 p. 6. Numéro pièce 00751.317).

dins a rencontré « une dizaine de femmes, de la députée à la serveuse de restaurant en passant par la vendeuse de poisson ».

FAIRE VOIR LA MULTIPLICITÉ DES EXPÉRIENCES DE VIE DES FEMMES

Graduellement, la promotion de l'émission a mis l'accent sur des enquêtes et des sujets témoignant de la diversité des voix et de la pluralité des expériences de vie des femmes, ébranlant ainsi les discours normatifs véhiculés dans les émissions féminines précédentes. Des lesbiennes ont par exemple témoigné en 1975 des préjugés dont elles faisaient l'objet. Des représentantes de différentes nations autochtones sont aussi régulièrement venues discuter en studio du statut des femmes. En 1976, l'équipe s'est d'ailleurs déplacée dans une réserve montagnaise (innu) pour y documenter la vie des femmes. Les réalités de la vie des immigrantes au Québec ont également souvent fait l'objet de discussions et de reportages, notamment des Haïtiennes, des Vietnamiennes, des Portugaises et des Grecques. Des femmes de confession musulmane ont aussi été invitées à venir discuter des relations entre les hommes et les femmes et des représentations de la féminité. La publication promotionnelle d'une émission spéciale de *Femme d'aujourd'hui* intitulée « La femme arabe au Québec » montrait d'ailleurs la photo de deux femmes dont le visage était complètement voilé.

À partir du début des années 1970, les sujets et l'actualité féministes ont été expli-

citement utilisés pour attirer les femmes devant l'écran. À titre comparatif, afin d'illustrer l'évolution dans le ton de la promotion de l'émission, la saison 1969-1970 annonçait : « Gastronomie, décoration, mode, actualité, arts, littérature : voilà une partie du menu des émissions féminines ». En 1970-1971, la promotion indiquait plutôt : « Le plus grand magazine féminin et la révolte des femmes aux USA ». La remise en question des rôles sexués, les discriminations systématiques faites aux femmes notamment sur le marché du travail et la violence des hommes (violence conjugale, viol, harcèlement sexuel, inceste, etc.) ont été des sujets mis de l'avant pour susciter l'attention des publics féminins. Au fil des années, l'association du féminin à la sphère privée dans la promotion de *Femme d'aujourd'hui* a de plus en plus été pensée en termes de lacunes du système social, économique et politique, comme en témoigne par exemple la présentation de l'émission consacrée en janvier 1974 aux immigrantes italiennes de Montréal : « Comme beaucoup de Québécoises, les Italiennes sont prisonnières dans leur maison – avec les enfants – par manque de services sociaux adéquats, comme les garderies, par exemple ».

La politique de décentralisation de *Femme d'aujourd'hui* a transformé les fondements

de la création de cette émission féminine. Avec *Femme d'aujourd'hui*, Radio-Canada a brisé le monopole de la représentation, dans les émissions féminines, de la mère de famille de classe moyenne, urbaine, blanche, francophone, catholique et hétérosexuelle. Bien que le public cible de l'émission ait toujours été les femmes disponibles pour regarder la télévision l'après-midi, il ne s'agissait plus de justifier le contenu télévisuel créé pour elles par des références présumées à un modèle type de femme au foyer. Il s'agissait désormais d'évoquer la multiplicité des expériences de vie des femmes en leur donnant explicitement la parole. D'émission de transmission de connaissances conçue selon des représentations plus homogènes des audiences, à l'image des émissions l'ayant précédée, *Femme d'aujourd'hui* est devenue un véhicule de la multiplicité de la parole féminine.

Laurie Laplanche est doctorante au Département d'information et de communication de l'Université Laval.

Pour en savoir plus :

Toutes les références sont tirées de *La Semaine à Radio-Canada* (1952-1966) et *Ici Radio-Canada* (1966-1982) publiées par la Société Radio Canada à Montréal.



L'intervieweuse France Nadeau sur le plateau de *Femme d'aujourd'hui*, en 1975, lors de l'enregistrement d'une émission spéciale sur l'histoire du féminisme au Québec. (Document PDF CBC Radio-Canada 1 p. 10. Numéro pièce : 00751. 449).



La chroniqueuse France Nadeau, l'animatrice Aline Desjardins et la chroniqueuse Paule Sainte-Marie en 1971 (Gracieuseté de la Société Radio-Canada).

L'ACTUALITÉ SUR LES FEMMES AU TEMPS DU *WOMEN'S LIB*

LES TÉLÉ-FLASH DE *FEMME D'AUJOURD'HUI* (1965-1982)

par Josette Brun

Cet article s'intéresse à l'actualité sur les femmes à la télévision québécoise au temps du *Women's Lib*, moment fort du mouvement féministe occidental couvrant les décennies 1960-1980. Il s'intéresse aux Télé-flash présentés dans le cadre de la populaire émission de télévision quotidienne *Femme d'aujourd'hui*, produite par le Service des émissions féminines du télédiffuseur pu-

blic entre 1965 et 1982. Cette émission, qui cible les femmes au foyer, joint alors un vaste auditoire au quotidien, soit 20 % des femmes francophones de 25 à 59 ans, surtout au Québec, et de nombreux hommes, soit le quart de l'auditoire.

Axée à ses débuts sur les sujets à vocation domestique, l'émission *Femme d'aujourd'hui* a rapidement fait place aux questions sociales, et notamment

aux enjeux féministes de cette période : contraception, avortement, garderies publiques, égalité salariale, accès aux postes de direction, partage du pouvoir et des tâches entre époux, monoparentalité, stéréotypes, violence faite aux femmes, etc. Au cours de ses dix-sept années de diffusion quotidienne en semaine, *Femme d'aujourd'hui* a présenté environ 170 Télé-flash, dont la moitié ont été conservés au

Service des archives de la société d'État; il existe aussi un certain nombre de transcriptions. Ils couvrent toute la période de diffusion de *Femme d'aujourd'hui*.

L'existence de *Femme d'aujourd'hui*, et plus précisément de ses Télé-flash, remet en question l'idée selon laquelle l'information télévisée se serait faite sans les femmes au Québec, comme ailleurs en Amérique du Nord, durant les décennies 1960-1980. Elles y sont alors rares, il est vrai. Les bulletins de nouvelles des télévisions publiques et privées au Québec ne comptent, pendant cette période, aucune femme chef d'antenne du bulletin en soirée, de rares femmes journalistes et peu de sources féminines. Ces dernières y figurent par ailleurs comme témoins, victimes ou représentantes d'une catégorie sociale (ex. : parents, consommatrices), contrairement aux hommes qui y sont interviewés à titre d'experts, de leaders, de représentants d'institutions ou de groupes (ex. : partis politiques, entreprises, associations). Les sujets d'intérêt féminin et féministe semblent également être passés sous le radar, même si des recherches plus poussées doivent être menées à cet égard. Cette invisibilisation des femmes dans les nouvelles télévisées, parfois qualifiée de « destruction symbolique », a été observée ailleurs en Amérique du Nord. Elle montre que sous le couvert de l'objectivité, règle d'or du journalisme, l'information aurait dans les faits largement favorisé les hommes et les points de vue masculins. Par contre, en élargissant la définition des bulletins de nouvelles à des productions autres que les classiques téléjournaux quotidiens produits par les services de l'information comme celui de Radio-Canada, une réalité plus complexe émerge.

UN BULLETIN DE NOUVELLES FÉMININ... ET FÉMINISTE!

Les Télé-flash, rubrique de l'émission *Femme d'aujourd'hui*, peuvent en effet être considérés comme appartenant à ce genre télévisuel. Quoique mensuels, les bulletins de nouvelles d'une durée de cinq à dix minutes permettent de suivre le rythme

de l'actualité féminine. Ils apportent ainsi un complément aux reportages plus fouillés et plus longs présentés dans le reste de l'émission. En 1974, l'une des animatrices du Télé-flash, France Nadeau, qualifie la rubrique de « mini-téléjournal de *Femme d'aujourd'hui* », ce qui tisse un lien symbolique entre les deux productions associées à des mondes journalistiques connotés masculins et féminins. Les Télé-flash s'éloignent cependant du modèle du téléjournal à plusieurs égards.

qui sont présentés exclusivement par des hommes et où les femmes journalistes sont rares.

Un autre élément qui distingue les Télé-flash du *Téléjournal*, c'est que l'équipe de production de *Femme d'aujourd'hui* le définit comme un bulletin de nouvelles d'intérêt féminin. Cela se voit dans le titre qui défile à l'écran, souvent sur fond rose, au début du bulletin, et dans les termes utilisés par les présentatrices :



Rachel Verdon, 1981. Photo: Jean-Pierre Karsenty (Gracieuseté de la Société Radio-Canada 00751.618).

D'abord, des femmes se retrouvent à la direction et à l'animation du bulletin de nouvelles de *Femme d'aujourd'hui*. Si les Télé-flash sont réalisés par un homme, ce dernier est dirigé par Michelle Lasnier, chef du Service des émissions féminines. De plus, les Télé-flash sont animés par des femmes, notamment Aline Desjardins, principale animatrice de *Femme d'aujourd'hui* de 1966 à 1979; Louise Arcand, qui partage l'animation en alternance avec la première de 1976 à 1979; de même que France Nadeau et Paule Sainte-Marie, intervieweuses et chroniqueuses à l'émission. Cette présence féminine à l'animation des Télé-flash offre un contraste saisissant avec les téléjournaux de la même période,

« nouvelles au féminin », « nouvelles diverses concernant plus spécifiquement la femme », « chroniques d'intérêts féminins ». En outre, contrairement aux bulletins télévisés comme le *Téléjournal*, les Télé-flash mettent principalement en scène des femmes en action : nomination, élection et embauche de femmes à des postes prestigieux; présentation de pionnières de chasses gardées masculines.

Le 30 décembre 1971, par exemple, le Télé-flash mentionne la nomination de Renaude Lapointe au Sénat canadien, de Thérèse Gouin-Décarie au Conseil national de la recherche scientifique, de Thérèse Roux à la Commission des écoles catho-

liques de Montréal, de la docteure Claire Laberge-Nadeau comme directrice du service médical de Sainte-Justine, et de Lise Bacon, première présidente du Parti libéral québécois. Quelques années plus tard, soit le 17 février 1975, le *Télé-flash* annonce un « fait dans l'histoire [...] de la Grande-Bretagne, dans l'histoire du monde aussi, une femme qui dirige un grand parti politique. En effet, il s'agit de Margaret Thatcher, ancienne ministre de l'Éducation qui a été élue le 11 février dernier leader du Parti conservateur britannique. D'après un sondage, ajoute l'animatrice, on estime

qu'une femme sur deux de l'électorat féminin votera désormais conservateur. »

Les femmes figurent également abondamment dans les *Télé-flash* à titre d'expertes, de leaders, de représentantes de groupes et d'institutions, ce qui est rarement le cas dans les téléjournaux axés sur l'action et le prestige des hommes. Le *Télé-flash* du 20 décembre 1973 cite par exemple la directrice de Statistique Canada, qui souhaite inclure dans le produit national brut l'apport économique du travail de la femme à la maison. Selon un groupe

de banquiers ouest-allemands, précise la présentatrice, « un mari devrait verser à sa femme un salaire de 790 \$ par mois » pour reconnaître la valeur au prix du marché de ce travail. Dans une nouvelle du 11 février 1974 faisant état des objectifs du gouvernement quant au financement des garderies, France Nadeau précise que cet « épineux problème » a été confié à Lise Bacon, ministre d'État aux Affaires sociales du Québec.

L'absence des femmes des téléjournaux au Québec ne serait donc pas due à leur absence des sphères de pouvoir dans les années 1960-1980. Dans les faits, ce qui permet aux *Télé-flash* de lever le voile sur la parole et l'action publique des femmes, c'est l'intérêt que porte l'équipe de ce bulletin dit féminin à l'actualité féministe, qui en constitue la majeure partie et qui intéresse peu les téléjournaux « masculins ». Les enjeux, les actions, les revendications, les groupes et les porte-paroles féministes sont en effet très présents dans les *Télé-flash*, comme dans l'émission *Femme d'aujourd'hui* dans son ensemble. Y foisonnent les nouvelles portant sur les avancées et les reculs du mouvement, de même que les annonces et les bilans d'événements féministes au Québec, au Canada et dans le monde. Par exemple, le 11 février 1974, la présentatrice du *Télé-flash* annonce la création d'un comité au ministère de l'Éducation du Québec « pour examiner et scruter les rôles attribués aux filles et aux garçons dans les manuels scolaires », afin que « les petites filles ne [soi]ent plus confinées aux travaux domestiques alors que leurs petits frères sont représentés en cosmonautes ». Quelques mois plus tard, soit le 2 septembre 1974, Aline Desjardins explique qu'en ce 20^e anniversaire de la pilule « des Japonaises luttent pour qu'[en] soit reconnu l'usage légal [...] au Japon [où il] n'est autorisé que pour des raisons médicales. »

Les *Télé-flash* se distinguent aussi des bulletins de nouvelles télévisés classiques des années 1970-1980 quant aux procédés d'animation qui s'éloignent des standards télévisuels de mise en scène de l'objectivité journalistique. En effet, les animatrices



Louise Arcand, 1977. Photo: André Le Coz. (Gracieuseté de la Société Radio-Canada, 00751.493).



Livres féministes, 1978. Photo: Jean-Pierre Karsenty. (Gracieuseté de la Société Radio-Canada, 0751.514).

et collaboratrices des Télé-flash n'hésitent pas à commenter, souvent avec humour, le contenu des nouvelles présentées. Le format du bulletin à ses débuts est particulièrement propice à ce ton libre et provocateur. Les Télé-flash prennent en effet au début des années 1970 la forme d'un échange ou d'une table ronde entre l'animatrice et les chroniqueuses. Ainsi, le 4 septembre 1972, Paule Sainte-Marie décrit avec vivacité l'action des femmes aux conventions à l'investiture démocrate et républicaine en vue des élections présidentielles états-uniennes : « Finis les petits fours et les fanfreluches! » Désormais déléguées et bien préparées, elles présentent en effet des « résolutions très très précises », menaçant même l'élection du démocrate George McGovern qui avait donné son appui aux femmes. « C'est souvent comme ça... », réagit l'une des coanimatrices. Elles expriment aussi leur déception en apprenant que presque toutes les revendications des femmes ont été battues.

Au fil des ans, le format et le ton des Télé-flash se rapproche cependant de plus en plus des normes des émissions d'information traditionnelles comme le *Téléjournal*. On abandonne la formule de la table ronde et de l'échange pour adopter

celle de la lecture de nouvelles brèves sans commentaires. Par contre, l'engagement féministe des présentatrices demeure manifeste. L'animatrice principale de *Femme d'aujourd'hui*, Aline Desjardins, est celle qui exprime le plus explicitement son opinion et son indignation devant les injustices et le sexisme quotidien auxquels sont confrontées les femmes, faisant souvent appel à leur action solidaire. Le 19 septembre 1977, par exemple, elle annonce que l'Église catholique permettra aux hommes vasectomisés de se marier, mais refuse « la pilule avec laquelle on obtient les mêmes résultats. Deux poids, deux mesures... » Le 17 février 1975, l'animatrice invite les femmes à signer une pétition visant à remplacer le nom de la rue Amherst, à Montréal, par celui de Judith Jasmin « journaliste de grande renommée [...] c'est une initiative qui vaut la peine d'être encouragée tout de suite ». Journaliste à Radio-Canada, Judith Jasmin est l'une des rares femmes à avoir œuvré dans les chasses gardées masculines que constituaient les affaires publiques et le journalisme international dans les années 1950-1960, participant notamment à l'émission *Carrefour* aux côtés de René Lévesque.

Les Télé-flash de *Femme d'aujourd'hui* ont donc fait, dans les années 1970-1980, une brèche dans la règle d'or de l'objectivité journalistique, ce « rempart d'airain » qui aurait permis aux bulletins de nouvelles généralistes d'alors au Québec de faire « silence » sur une actualité féministe dérangeante. Par son équipe de direction et d'animation féminine, l'attention qu'elle a portée aux femmes et au mouvement féministe et aussi par son ton engagé, ce bulletin d'actualité a proposé un modèle s'éloignant du téléjournal produit par le Service de l'information du radiodiffuseur public et de son compétiteur du secteur privé. L'information télévisée, redéfinie ici pour englober les médias dits féminins, ne s'est donc pas faite sans les femmes dans les années 1970-1980 au Québec. Trois événements concernant des animatrices des Télé-flash témoignent par ailleurs de la reconnaissance par le mi-

lieu journalistique de la nature informative de l'émission *Femme d'aujourd'hui* et de son bulletin d'actualité féminine, de la compétence des femmes en journalisme, et de la pertinence de l'information sur les femmes pour les bulletins télévisés : le recrutement d'Aline Desjardins et de Michelle Lasnier par le Service de l'information de Radio-Canada (respectivement comme journaliste en 1979, et directrice en 1981); et l'embauche de Louise Arcand comme présentatrice du téléjournal *Ce soir* de 18 h, puis du *Téléjournal* de 21 h les fins de semaine en 1981.

Le fait que leur mandat ait été de courte durée révèle par contre la résistance qui s'opère alors à l'égard des femmes et du féminisme dans un milieu journalistique marqué par le masculin. L'expérience d'Aline Desjardins et de Michelle Lasnier à l'information n'a en effet duré que quelques mois. Et malgré le succès de son téléjournal, Louise Arcand a été mise à pied trois ans après son embauche



Michelle Lasnier, chef du Service des émissions féminines télévisées et Aline Desjardins et animatrice en 1975. (Gracieuseté de la Société Radio-Canada).

afin de rajeunir l'image du bulletin télévisé. Ces phénomènes illustrent bien les dynamiques professionnelles qui défavorisent, à la fin du XX^e siècle, les femmes journalistes et les femmes cadres dans les pays occidentaux.

Josette Brun est professeure titulaire au Département d'information et de communication de l'Université Laval.

LE DIFFICILE CHEMIN VERS L'ALIGNEMENT PARTANT LES JOURNALISTES SPORTIVES QUÉBÉCOISES DE 1970 À 2015

par Marilou St-Pierre

Le Québec possède une riche tradition médiatique sportive. Dès la première moitié du XX^e siècle, plusieurs chroniqueurs sportifs s'illustrent, que l'on pense à Zotique Lespérance, qui sévit entre autres dans les pages du quotidien *La Patrie*, avant de devenir commentateur à CKAC, ou à Baz O'Meara, dans le *Montreal Daily Star*, pour ne citer que ceux-ci. L'arrivée de la radio, et éventuellement de la télévision, vient bousculer la diffusion du sport, alors que de nouvelles pratiques se développent chez les professionnels de l'industrie médiatique. Aux journalistes, analystes et chroniqueurs sportifs s'ajoutent des animateurs, dont certains font leur spécialité des lignes ouvertes radiophoniques, et des descripteurs chargés, comme l'indique leur nom, de décrire l'action aux auditeurs et aux télé spectateurs. On assiste également, tout au long du XX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui, à une multiplication de l'offre médiatique sportive. Citons, à titre d'exemple, la chaîne spécialisée RDS (Réseau des sports), lancée en 1989, et qui se décline dorénavant sur trois canaux (RDS, RDS2, RDS Info), ou TVA Sports, née en 2011, et comptant désormais une seconde chaîne (TVA Sports 2). Mais si la multiplication des plateformes médiatiques sportives crée tout un lot de nouvelles opportunités pour les professionnels de l'information sportive, ces possibilités se conjuguent le plus souvent au masculin, alors qu'il faut attendre les années 1970 pour voir les femmes faire leur apparition dans les salles de redac-



Marcelle Saint-Cyr, journaliste pour la radio montréalaise CKLM, interview Guy Lafleur après le match des étoiles de 1975. (<http://www.corbisimages.com/stock-photo/rights-managed/U1827223/marcelle-st-cyr-interviewing-guy-lafleur>).

tion sportives francophones, et près de 30 ans de plus pour que leur représentation atteigne environ 15 % des effectifs. Mais comment expliquer cette lente progression? Sans répondre définitivement à cette question, brosons un portrait de la place des femmes au sein du journalisme sportif, de manière à éclairer certains processus liés à cette évolution.

1970-1980 : LES PIONNIÈRES

Les années 1970 et 1980 voient arriver le premier contingent de journalistes spor-

tives, un contingent certes fort modeste, mais qui mettra la table pour les générations futures. Ainsi, l'une des premières femmes à mettre les pieds dans une salle de rédaction sportive dans le Québec francophone le fait à *La Presse*, alors que Lilianne Lacroix entre au quotidien de la rue Saint-Jacques en 1970. D'abord secrétaire aux sports, où elle se charge entre autres de la traduction des communiqués de presse, elle passe, quelques années plus tard, au travail de terrain. Malgré l'appui de ses collègues masculins, les premiers pas de la journaliste dans l'univers du sport professionnel ont nécessité des ajustements, et en premier lieu, de la part des équipes sportives elles-mêmes. Non seulement l'accès aux joueurs après les matchs devait-il être revu, les femmes n'étant pas admises dans les vestiaires à l'époque, mais encore fallait-il assurer aux journalistes sportives l'accès à la galerie de presse. Lors d'un entretien que nous avons mené avec elle, M^{me} Lacroix explique qu'au domicile des Maple Leafs de Toronto, dans la Ligue nationale de hockey (LNH), « la passerelle des journalistes était seulement accessible aux hommes. Il fallait porter une cravate, etc. Il y avait certains règlements qui faisaient que j'en étais exclue ». L'équipe était toutefois prête à ce qu'elle soit assise dans la section VIP, séparée de la passerelle des journalistes uniquement par un cordon. « Sauf qu'ils [les membres de l'organisation] pass [ai] ent les statistiques d'un bord, [...] mais pas de l'autre. J'ai dit écoutez, ça ne me dérange pas, je

ne suis pas à cheval sur les principes à ce point-là, mais je veux avoir accès à la même chose que les autres, par exemple. Ils l'ont fait. Ils me refilaient les choses de l'autre côté du cordon. [...] J'avais eu le même problème à Montréal. Et à Montréal, ce n'était pas [arrangé] de la même façon. [...] Il n'y avait pas le petit cordon et tout ça, on était sur la passerelle ou on n'y était pas, et on avait accès ou on n'avait pas accès. Et à ce moment-là, les gens de *La Presse*, y compris le rédacteur en chef a dit, ou bien elle passe, ou bien on ne vous couvre pas. Et je pense que le *Canadien* de Montréal était assez au courant de notre gang pour savoir qu'on le ferait. Alors, ils m'ont laissée passer. Ça s'est arrêté là ».

À la télévision, Claudine Douville est l'une des premières à se démarquer en faisant ses débuts à TVSQ, au tournant des années 1980. Elle se joint à l'équipe de RDS lors de son lancement, en 1989. Elle se démarque entre autres comme étant la seule femme au Québec à assurer la description d'un sport, sur une base régulière, alors qu'on peut l'entendre décrire le soccer depuis le début des années 1990. Certes, les Jeux olympiques offrent parfois aux femmes la chance d'exercer cette fonction, mais il s'agit d'événements ponctuels. Comme Claudine Douville l'explique lors d'un entretien, lorsqu'on lui confie la description du soccer, ce sport n'est qu'« anecdotique » au Québec. Mais lorsque l'Impact de Montréal, une équipe professionnelle, fait son entrée, on ne lui offre plus la description, mais plutôt un rôle sur les lignes de côté. « Je voyais le pattern. Tu étais une fille, et là... [...] Je voulais faire la [description]. Je ne voulais pas faire les lignes de côté. J'ai dit [à mon patron], écoute, c'est déjà dur de jouer dans le même carré de sable que les petits gars, mais en plus, si vous me prenez la pelle et la chaudière tout le temps [...] ». À la suite de cet entretien, elle obtient le poste de descriptrice officielle de l'Impact, poste qu'elle occupe toujours. Les années 1980 marquent également l'entrée en scène de deux journalistes sportives qui marquent la profession, devenant en quelque sorte le symbole des femmes

dans l'information sportive télévisée, soit Marie-José Turcotte à Radio-Canada, en 1985, et Chantale Machabée, présente dès les premiers instants de RDS, en 1989. La première s'illustre notamment par sa cou-

particulièrement à celle des Nordiques de Québec. Les femmes sont peu nombreuses, et comme ses consœurs, elle doit elle aussi faire face aux réticences de certains collègues de travail, de quelques



Lors du lancement de la chaîne TVA Sports, en 2011, l'accent est mis sur la place qu'occuperont les femmes dans l'équipe. Sur la photo, Elizabeth Rancourt, Frédérique Guay, Nancy Audet, Karine Champagne et Corinne Jean. (<http://fr.canoe.ca/divertissement/telemedias/nouvelles/archives/2011/08/20110817-045825.html>).

verture des Jeux olympiques, et par ses apparitions régulières au *Téléjournal* de Radio-Canada, alors que la seconde fait sa marque dans le domaine du hockey, un sport à la fois populaire et particulièrement dominé par les hommes. Enfin, la radio connaît elle aussi ses pionnières, avec entre autres Marcelle St-Cyr, journaliste à CKLM, et l'une des premières à entrer dans un vestiaire de hockey professionnel, lors du match des étoiles de la LNH en 1975. Citons également Danielle Rainville, responsable d'une tribune téléphonique sportive sur les ondes de CHRC à partir de 1984. Dans une entrevue accordée au journaliste Matthias Brunet dans *La Presse*, en 2010, en parlant de ses premières années à Québec, elle dit : « Les gens m'appelaient pour me poser des colles. Si je n'avais pas la réponse au but près, j'étais nulle. J'ai l'impression que ça n'a pas beaucoup changé ». Enfin, mentionnons Diane Hayfield, qui après une carrière comme journaliste généraliste à Québec sera affectée à la couverture du sport à la fin des années 1980, et plus

joueurs et dans certains cas, du personnel d'entraîneurs.

Comme l'illustre le parcours de quelques-unes des pionnières de l'information sportive, les femmes qui arrivent dans la profession doivent faire face à un ensemble de défis. Non seulement les équipes de sports professionnels ne sont pas prêtes, tout un lot de conventions ayant été décrété par et pour les hommes, mais encore faut-il qu'elles gagnent le respect de leurs patrons, du public et de leurs pairs masculins, dont certains sont loin d'être acquis à leur cause, voyant le sport comme l'un des derniers retranchements masculins. Par exemple, une journaliste de la première heure relate : « [L]es premières fois que je suis arrivée au Forum, [...] je dérangeais je pense. Ça se comptait des jokes de cul et là, il y avait une fille. Ho, excuse-moi, j'avais pas vu que t'étais là. C'est parce que j'en ai déjà entendu d'autres des jokes de cul ». Mais malgré ces barrières, la digue est maintenant rompue, et un nouveau groupe de femmes fait sa place dans le monde du sport.

1990-2000 DES FEMMES DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES... MAIS UN STATUT ENCORE INCERTAIN

Si les femmes œuvrant dans le monde de l'information sportive se comptent sur les doigts d'une main dans les années 1970 et 1980, elles sont de plus en plus nombreuses dans les deux décennies suivantes. Sans faire une recension exhaustive de toutes celles qui ont couvert l'actualité sportive, notons quelques personnalités, telles que Marie-Claude Savard qui, après un bref passage à la radio, et quelques années à Radio-Canada, est devenue une tête d'affiche de TVA, où elle s'occupe des sports à l'émission matinale *Salut, bonjour!* jusqu'à son départ en 2011. À Radio-Canada, Diane Sauvé, couvre désormais les activités des Canadiens de Montréal, une affectation recherchée, alors que Marie Malchelosse fait sa marque en participant entre autres à l'émission de radio sportive de fin de soirée, *Y'en aura pas de facile*, jusqu'en 2004, et en étant au cœur de la couverture du soccer à Radio-Canada durant quelques années. Elle recueille d'ailleurs les confidences de l'ancien joueur de l'Impact David Testo, au moment où celui-ci décide d'annoncer publiquement son homosexualité. Lors du lancement de TVA Sports, en 2011, la nouvelle chaîne spécialisée met de l'avant la place accordée aux femmes dans son équipe. Karine Champagne, Nancy Audet, Elizabeth Rancourt, Corinne Jean et Frédérique Guay font partie de l'équipe de journalistes de départ. Si les femmes font leur place à la télévision, elles sont toujours aussi peu nombreuses dans les pages des journaux. À *La Presse*, Stéphanie Morin est l'une des seules dont la carrière s'inscrit dans le long terme, alors que pendant dix ans, on peut lire ses articles dans la section Sports. Elles se font également rares dans certains postes clés. Comme nous l'avons vu, Claudine Douville demeure à ce jour la seule femme à assurer la description d'un sport sur une base permanente. Quant à l'analyse, elle est encore en grande partie une chasse



Parmi les rares femmes à occuper la fonction d'analyste, on retrouve l'ancienne joueuse de tennis Hélène Pelletier, ici aux côtés du descripteur Yvan Ponton. (<https://ca.sports.yahoo.com/blogs/eh-game/big-changes-to-rogers-cup-television-broadcasts-starting-in-2016-000620020.html>).

gardée masculine, alors qu'Hélène Pelletier à RDS et Valérie Tétéault à TVA Sports, toutes les deux associées au tennis, sont parmi les rares femmes à se voir confier cette tâche sur une base régulière. Des entretiens avec des journalistes sportives laissent entrevoir que pour certaines, il ne s'agit que d'une question de temps avant que des femmes ne fassent leur entrée à ces postes de grande visibilité, mais pour la plupart des journalistes interrogées, ce jour n'est pas près d'arriver. Marie Malchelosse fait partie de ce groupe, alors qu'elle affirme qu'« avoir une femme à la description relève du dernier rempart où les décideurs, veut ou veut pas et on le dit, c'est encore un monde masculin la couverture sportive, où on n'est pas prêt à laisser du lest ».

Alors, comment expliquer une aussi lente évolution de la place des femmes dans le journalisme sportif? Il semble que le sport étant traditionnellement associé au masculin, et perçu comme un lieu de socialisation pour hommes, le milieu lui-même n'ait pas été prêt à faire face à l'arrivée des femmes. Règles édictées par et pour des hommes, confrères peu réceptifs à l'idée de travailler avec des consœurs, malaise chez certains sportifs, public peu enclin à faire confiance aux femmes, ces barrières ont marqué l'entrée des femmes dans le métier. Mais alors que des questions comme l'accès des femmes aux vestiaires ou sur la galerie de presse ne sont plus le lieu d'une bataille de tous les instants,

alors que le public semble de plus en plus réceptif et habitué de voir des femmes en information sportive, des obstacles demeurent. Non seulement les femmes sont encore minoritaires, mais surtout, elles n'ont toujours pas accès à certains postes prestigieux. Les postes d'analystes et de descripteurs, par exemple, se conjuguent encore au masculin. Si les femmes font maintenant partie de l'alignement partant, il semble que l'accès au premier trio ne soit pas encore gagné.

Marilou St-Pierre est doctorante en communication à l'Université Concordia.

Pour en savoir plus :

Nicolas Delorme et Pauline Raul. « Place et production journalistique des femmes dans les départements sportifs des quotidiens français » dans *Le journalisme au féminin : assignations, inventions et stratégies*, sous la dir. de B. Damian-Gaillard, C. Frisque et E. Saitta, Rennes. Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 169-194.

Élise Detellier. *Mises au jeu. Les sports féminins à Montréal, 1919-1961*. Montréal. Les Éditions du remue-ménage, 2015.

Marie Hardin et Stacie Shain. « *Feeling Much Smaller Than you Know you Are: The Fragmented Professional Identity of Female Sports Journalists* ». *Critical Studies in Media Communication*. 2006, vol. 23, n° 4, p. 322-338.

DE L'UTILITÉ DE LA CULTURE

LAURENCE NOWRY ET LA POLITIQUE DE LA GUERRE FROIDE

Penseur critique, visiteur assidu de musées et de galeries, grand voyageur, Laurence Nowry (1926-2005) est aussi un auteur prolifique et cultivé. On doit à ce chercheur et journaliste indépendant plusieurs programmes radiophoniques, articles et livres sur tout un éventail de sujets actuels et historiques : affaire Komagata Maru, Hiroshima, groupe des Sept, projet du fleuve Columbia, Inde, Tim Buck et Marius Barbeau. C'était un communiste convaincu de l'utilité de la culture. S'inspirant des théories soviétiques, il estime que la culture tire son sens de sa valeur didactique. En 1970, sous le nom de plume de N.E. Story, il écrit à *Combat*, organe du Parti communiste du Québec. Il soutient alors que « l'importance des arts comme levier de l'évolution historique ne devrait faire aucun doute, étant donné leur place dans la société d'hier et d'aujourd'hui, même si on peut y être indifférent. » Nowry cite Lénine sur l'utilité de la culture pour mobiliser, instruire et émanciper les masses.

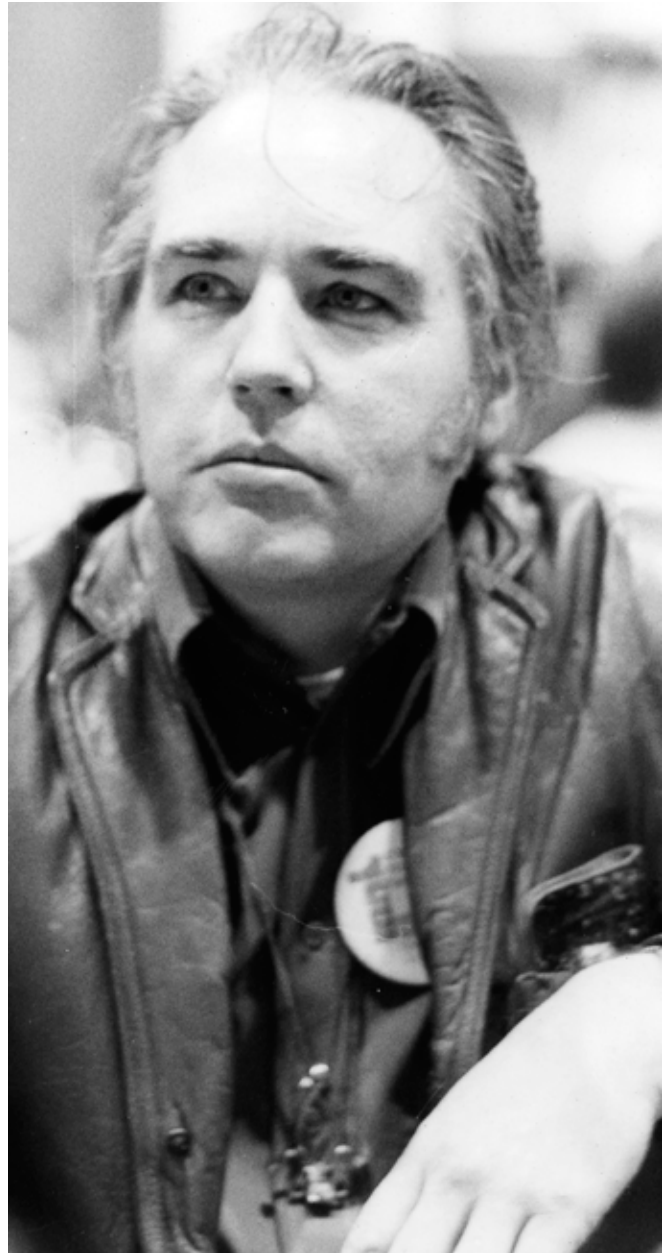
En 2005, Laurence Nowry lègue ses archives au Musée canadien de l'histoire. Sa biographie de Marius Barbeau, publiée en 1994, fait bon usage des archives du musée, où il passe des heures et des heures à explorer le fonds Barbeau, constitué par un homme et chercheur remarquable. Mais qui était donc Laurence Nowry et quelles étaient ses motivations?

Né Laurence Fernley Buck (aucun lien de parenté avec Tim Buck) à Vancouver, en 1926, Nowry est décédé à Montréal, en 2005. Tour à tour opérateur de machines,

chauffeur de taxi, camionneur et vendeur d'assurances pendant sa jeunesse, il entre dans la marine marchande en 1947 et se rend à Odessa.

Il rejoint le Labor-Progressive Party à dix-sept ans. En mai 1950, le Conseil pour la paix à Vancouver fait venir Hewlett Johnson, pasteur anglican connu comme « l'abbé rouge de Canterbury » parce qu'il défend sans réserve l'URSS et affirme que le communisme est compatible avec le christianisme. Nowry vend les billets. Plus tard, il verra ça comme son premier geste ouvertement politique.

Devenu journaliste indépendant, il écrit pour le *Pacific Tribune*, un organe du Parti communiste à Vancouver. Particulièrement intéressé à la radio, il propose de courts reportages à la pige aux principaux médias de son époque. En 1959, il ré-



Laurence Nowry, délégué, 11^e Assemblée, Congrès du Travail du Canada, à Québec, 17-21 mai 1976. Musée canadien de l'histoire, fonds Laurence Nowry.

alise une première production pour la CBC. En compagnie de sa femme, Rita Shakuntala Nowry, il s'installe à Toronto, puis à Ottawa, et enfin à Montréal en 1965.

Ils emménagent dans un appartement à Outremont, d'abord sur l'avenue des Pins, puis rue Saint-Urbain et enfin sur l'avenue Bernard. Montréal est un milieu intellectuel stimulant pour le couple. La réputation de Rita en tant que médecin et personne très impliquée dans sa communauté s'affirme. Les époux Nowry parlent anglais et français. Laurence parle aussi le russe. Entre autres, Laurence mène des entrevues avec des personnes arrêtées pendant la Crise d'octobre de 1970. Il devient directeur de la cinémathèque de la Société culturelle Québec-URSS liée au Parti communiste du Québec. Sa vision de l'utilité de la culture l'amène à voir le cinéma et les téléfilms comme des « arts de masse » essentiels au changement social et politique. En 1971, il est brusquement démis de ses fonctions pour sa conduite, qui, selon Adélard Paquin, président de l'Association Québec-URSS, bafoue le principe de centralisme démocratique. Il est aussi chassé du Club Y, un cercle secret du Parti communiste du Québec, ce qui provoque une longue correspondance entre Nowry et d'autres anciens membres du parti au sujet de « la suffocation du communisme canadien par ses chefs actuels » et du « renforcement d'une ligne du parti erronée » par

le centralisme démocratique.

Après la mort de Tim Buck, en 1973, Nowry poursuit une relation épistolaire avec Bess Mascola, conjointe de Buck, à propos des tensions et débats au sein du parti. Leur correspondance expose leurs opinions sur les acteurs clés des cercles communistes canadiens, dont William Kashtan, Sam Walsh, Dyson Carter et Joe Wallace. Tim Buck avait de toute évidence fait des observations semblables lors de ses entrevues avec Nowry et John MacReynolds, qu'on retrouve dans *Yours in the Struggle*, publié par William Beeching et Phyllis Clarke, en 1977. Les éditeurs, ainsi que Bess Masola, sont alors expulsés du Parti communiste du Canada. Le 7 mars 1975, Nowry diffuse sur la CBC un programme intitulé « *The Young Tim Buck* », plus de dix ans après les entrevues qu'il a menées avec le chef du Parti communiste du Canada.

Le fonds d'archives Nowry contient des souvenirs de sa visite à Moscou – il demeure à l'hôtel Rossiya près de la place Rouge – lors du Congrès international de la paix en 1973, y compris une médaille de participant et des invitations portant son nom écrit en cyrillique. « Camarade » est le mot le plus fréquemment utilisé lors du congrès. Il assiste à un discours-fleuve de Leonid Brezhnev qui dure trois heures. « Brezhnev est l'un des nôtres » écrit-il. À son retour, il présente un rapport accompagné de diapositives à la division canadienne du Congrès international de

la paix basée à Toronto.

Nowry aime bien le chef du Parti québécois, René Lévesque, qu'il qualifie pourtant de « petit bourgeois », mais juge plus intéressant que l'alternative. Nowry parle d'« *anglostocracy* » et pense s'abstenir lors du référendum de mai 1980 sur l'indépendance du Québec, car de son point de vue, il s'agit d'un combat entre capitalistes.

Intellectuel coloré et énergique, Laurence Nowry est sûr de lui, caustique, sans le moindre regret pour sa vision du monde pourtant de plus en plus mise au rancart par la « *New Left* ». Il se sert de la théorie marxiste-léniniste pour appuyer ses arguments et critiquer ceux des partis communistes québécois et canadien qui, à son avis, ne contribuent pas suffisamment à l'avancement de la classe ouvrière. Les arts, et surtout les médias de masse, lui semblent la voie privilégiée pour provoquer une réelle évolution sociale et culturelle.

Pour Laurence Nowry, conserver les archives de ses travaux est un geste politique. En ne jetant pas le moindre papier, il espère contribuer à une renaissance communiste.

J. Anderson, Ph.D
Historienne
Musée canadien de l'histoire



Association des professeurs et des professeuses d'histoire des collèges du Québec

**Un regroupement de
professeures et professeurs
d'institutions de niveau collégial publiques et privées,
francophones et anglophones,
qui contribue au rayonnement de l'histoire
dans leurs milieux.**

Pour information: Jean-Louis Vallée
(418) 248-7164 poste 117 • jlvallée@cec.montmagny.qc.ca



**Centre d'Archives Régionales
SÉMINAIRE DE NICOLET**

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi
de 9 h à 12 h
de 13 h à 16 h 30

... témoins de notre histoire...

DÉMÉNAGÉ

645, boul. Louis-Fréchette, Nicolet J3T 1L6
Téléphone : (819) 293-4838 Télécopieur : (819) 293-4543
Courrier électronique : seminairedenicolet@sogetel.net
Site internet : <http://archivesseminairenicolet.wordpress.com>

L'AMÉNAGEMENT D'UNE PLACETTE PUBLIQUE UN EXCELLENT MOYEN DE METTRE EN VALEUR L'ÉGLISE DES AUGUSTINES-DE-L'HÔTEL-DIEU-DE-QUÉBEC



L'aménagement d'une placette publique : un excellent moyen de mettre en valeur l'église des Augustines-de-l'Hôtel-Dieu-de-Québec. Esquisse illustrant une percée visuelle sur l'église des Augustines. (Source : Karine Mutchmore, msc arch).

Au cours des derniers mois de l'année 2015, le sort de la percée visuelle sur l'église des Augustines-de-l'Hôtel-Dieu-de-Québec a attiré l'attention des médias et des élus. Plusieurs sont d'avis que les critères de développement pour l'espace vacant créé en 2011 à la suite de la destruction des bâtiments qui faisaient

le coin de la rue Charlevoix et de la côte du Palais devraient prendre en considération la perspective qui en a résulté. La conseillère municipale Anne Guérette a par exemple proposé « de tenir compte de ce petit bijou qui nous est révélé [et de] travailler à établir des critères [de développement] pour s'assurer que cette percée visuelle sur la chapelle des Augustines soit

conservée et mise en valeur dans le projet de reconversion ». L'intérêt patrimonial des lieux n'est d'ailleurs plus à prouver comme j'ai pu le montrer dans un volet précédent consacré à cette question (*Cap-aux-Diamants*, n° 124, p. 33-34). Dans les circonstances, il appert que l'aménagement d'une placette publique serait le meilleur moyen de conserver cette perspective, en plus

d'offrir de nombreux avantages corollaires. Dans une ville accueillant plusieurs milliers de visiteurs par année et dont le tourisme représente un moteur économique important, il est d'intérêt général de mettre en valeur les bâtiments et les paysages les plus remarquables. Aménager une place publique au coin de la rue de Charlevoix et de la côte du Palais permettrait d'offrir un écrin à l'une des belles églises du Vieux-Québec tout en conférant une valeur ajoutée au projet sur lequel les Augustines ont travaillé au cours des dernières années pour donner une nouvelle vie à leur monastère. Ce qui fait le charme du Vieux-Québec ce sont, après tout, en grande partie ses places et ses parcs. En plus d'offrir un lieu de répit aux touristes et aux résidents, ils permettent de prendre du recul pour observer les environs et de se laisser ainsi séduire par la richesse de l'architecture des édifices environnants. On n'a qu'à penser aux visiteurs qui affluent vers le jardin des Gouverneurs et le parc Montmorency pour y profiter de la vue imprenable sur les environs et aux foules qui se rassemblent à place Royale et à place D'Youville lors des Fêtes de la Nouvelle-France et du Festival d'été pour s'en convaincre.

L'aménagement d'une place publique permettrait aussi d'ajouter un peu de verdure au sein d'un quartier où celle-ci se fait rare. La vieille ville compte certes quelques parcs (parc de l'Artillerie, parc de l'Esplanade, parc Montmorency, etc.), mais ceux-ci sont majoritairement en périphérie de ses artères passantes. Quelques arbres en face de l'église des Augustines-de-l'Hôtel-Dieu-de-Québec pourraient ainsi offrir un peu d'air frais et d'ombre aux badauds lorsque l'été se fait chaud et contribuer à lutter contre les îlots de chaleur urbains tout en purifiant l'air des environs. Plusieurs études attestent d'ailleurs que les espaces verts en milieu urbain ont un impact significatif sur la santé de ceux qui y vivent. Ils favorisent l'activité physique et améliorent la santé mentale publique comme l'a montré une équipe de chercheurs de l'École de médecine de l'Université d'Exeter (Royaume-Uni).

Une placette publique devant cette chapelle conventuelle présenterait également l'avantage d'aérer un peu le tissu urbain relativement dense de la Haute-Ville et de créer un espace de vie unique. Comme le rappellent l'économiste Nicolas Véron et l'architecte Ricardo Bofill dans *L'Architecture des villes* (1995), « toute ville est, formellement, un assemblage de volumes pleins, d'immeubles et de constructions; mais symétriquement, ce sont les vides et non les pleins, les espaces urbains et non les volumes bâtis, qui définissent les lieux et orientent nos perceptions ». Ce sont dans ces espaces qu'évoluent résidents et touristes. C'est de là qu'émane la vie urbaine. Québec a donc tout intérêt à aménager une placette à cet endroit pour favoriser le retour de jeunes familles dans la vieille ville. En plus d'offrir un lieu de repos, de détente et de jeux pour les résidents des environs, pareille place pourrait accueillir diverses manifestations artistiques ou quelques producteurs agricoles désireux d'offrir leurs denrées aux citoyens lors de la belle saison.

Il demeure toujours tentant pour une ville de rentabiliser les terrains dont elle dispose en y construisant des édifices qui généreront des taxes foncières. L'histoire montre toutefois qu'un parc ou une place publique bien situés peuvent souvent générer davantage de profits en participant à la revitalisation d'un quartier ou en y attirant touristes et résidents. Il n'est même pas nécessaire de consacrer l'ensemble du lot à une placette, à condition qu'une part significative capable de conserver cette percée visuelle sur l'église des Augustines-de-l'Hôtel-Dieu-de-Québec le soit. Si besoin est, une part du terrain peut en effet être vendue à un promoteur immobilier pour financer la création de pareille placette. Du moment que la ville saisit l'occasion d'offrir un écrin à ce précieux bijou patrimonial et de créer un espace de vie dans le Vieux-Québec, là est l'essentiel.

Alex Tremblay Lamarche



EXPO 67

1 1967, que de souvenirs! C'est l'année de l'Expo, le centenaire de la Confédération et la visite du général de Gaulle.

Avec le 22 juin 1960, les Québécois mettent fin à l'ère Duplessis et écrivent un nouveau chapitre de leur histoire, la Révolution tranquille. Le Québec se modernise et s'ouvre au monde. Le symbole par excellence de cette évolution est bien sûr l'Exposition universelle de Montréal, tenue en 1967.

Depuis 1851, divers pays organisent des expositions afin de souligner les progrès dans le développement des connaissances, de la science et des techniques. Ainsi, la première exposition dite universelle est présentée à Londres en 1851, suivie de Paris en 1855. Jusqu'en 1914, ces manifestations sont nombreuses :

Paris en 1867, 1878, 1889, 1900, Londres en 1862, Lyon en 1872, Vienne en 1873, Philadelphie en 1876, Sydney (Australie) en 1879, Amsterdam en 1883, Anvers en 1885, Barcelone, Bruxelles et Copenhague en 1888, Chicago en 1893, Anvers en 1894, Bruxelles en 1897, Saint Louis en 1904, Liège en 1905, Milan en 1906, Bruxelles en 1910 et Gand en 1913.

Le Canada et le Québec sont présents à chacune de ces manifestations, sauf celle de Paris en 1889, soulignant le centenaire de la Révolution française, thème peu cher au cœur des Canadiens et Québécois de l'époque.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe se reconstruit. Une seule exposition universelle a eu lieu : Bruxelles en 1958.

Le maire Jean Drapeau présente son dossier auprès du Bureau international des expositions. Montréal est désignée, le 13 novembre 1962, pour l'organisation de l'exposition universelle de 1967 afin de souligner le centenaire de la Confédération canadienne et le 325^e anniversaire de

sa fondation.

Un vaste chantier s'amorce sur l'île Sainte-Hélène dont la superficie double tandis qu'une autre, l'île Notre-Dame, est construite de toutes pièces, pour une superficie totale de 600 hectares. 90 pavillons y sont érigés et 62 pays sont représentés. La ville de Montréal se transforme aussi. Le boulevard Métropolitain est construit en 1960 et le pont Champlain est ouvert à la circulation en 1962. Place Ville-Marie et la tour de la Bourse (aujourd'hui tour de la place Victoria) ont été érigées en 1962 et 1963, tandis que le métro entre en service en 1966. Le Pont-tunnel Louis-Hyppolite Lafontaine, l'auto-
route



Avers et revers de la médaille d'Expo 67.
(Coll. de l'auteur).

Décarie et l'échangeur Turcot sont complétés moins d'un mois avant l'Expo.

Expo 67 est inaugurée le 28 avril 1967. Elle est placée sous le thème de « Terre des hommes », titre du roman d'Antoine de Saint-Exupéry. Les meilleurs architectes sont mis à contribution dont Frei Otto (Allemagne de l'Ouest), Buckminster Fuller (États-Unis) et Walter Eykelenboom (Pays-Bas). La chanson thème, *Un jour, un jour* a été écrite, paroles et musique, par un jeune auteur-compositeur-interprète alors peu connu, Stéphane Venne. À sa fermeture le 27 octobre suivant, plus de 50 millions de visiteurs ont franchi les tourniquets.

De nombreux chefs d'État y sont aussi venus, notamment la reine Elizabeth II, le président Charles de Gaulle, le président

américain Lyndon B. Johnson, l'empereur d'Éthiopie, Haïlé Sélassié, le roi de Thaïlande, le prince de Monaco, le prince Albert de Belgique. Le premier ministre du Québec, Daniel Johnson, ajoute aux fonctions de son jeune ministre d'État à l'éducation, Marcel Masse, la charge de ministre délégué à l'accueil des chefs d'État. Pendant l'été 1967, Montréal fut véritablement la capitale du monde.

Il est de tradition que chacune des expositions laisse un legs. En 1851, Londres a reçu le Crystal Palace et, en 1889, la tour Eiffel est devenue le symbole de Paris. Expo 67 nous donnera Habitat 67, un complexe immobilier, signé Moshe Safdie, le même architecte qui, vingt ans plus tard, sera l'auteur du Musée de la civilisation, à Québec.

La médaille officielle d'Expo 67 a un diamètre de 39 millimètres et a été frappée en or, en argent, en nickel et en bronze. L'avvers représente l'Homme dans son univers tandis qu'il est entourée par la devise « Terre des hommes – *Man and his word* ». Le revers est illustré par une nébuleuse, accompagnée du logo de l'Expo. Tout autour est inscrit « Exposition universelle et internationale » et « *Universal and international exhibition* ».

Elle a été frappée par The Wellings Corporation Ltd., réputée maison de Toronto fondée en 1885, qui compte parmi ses réalisations, une série commémorative en 1963 sur la guerre de 1812, en 1968 sur les premiers ministres canadiens, en 1969, sur les missions Apollo XI et XII, en 1972, sur le centenaire de la Gendarmerie royale du Canada et enfin, de 1970 à 1975, une célèbre série sur l'histoire du Canada.

De nombreuses autres médailles ont aussi été frappées, dont une collection de jetons représentant les pavillons du Canada, du Québec, de l'Ontario et des États-Unis.

Denis Racine, AIG

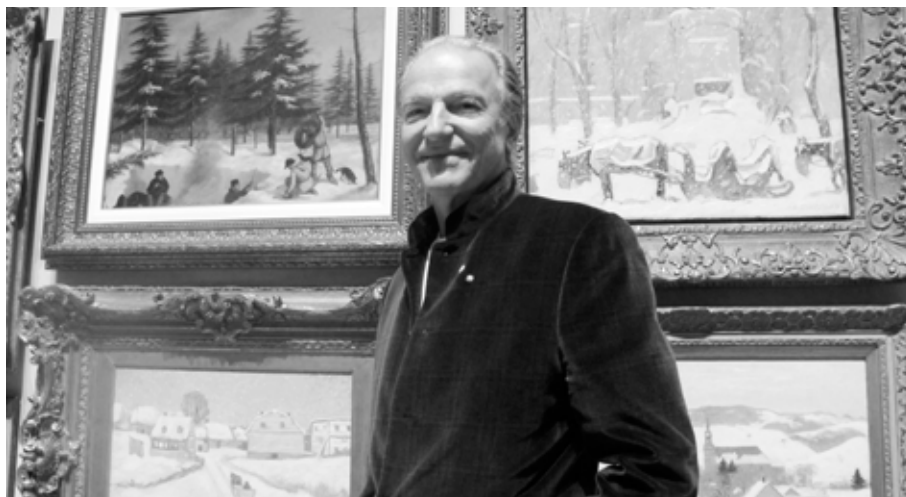
ITINÉRAIRE D'UN COLLECTIONNEUR

Intérieur jour. 8 heures 30. Le silence matinal enveloppe les salles du Musée national des beaux-arts du Québec d'une aura d'intimité et de confiance. Le visiteur et son hôte, Pierre Lassonde, se dirigent vers une exposition appelée *Passion privée. L'art moderne du Québec de la collection Pierre Lassonde* pour laquelle ce dernier a prêté une centaine de tableaux qu'il a acquis au fil des ans. Héritier des cabinets de curiosités qui apparaissent au XVI^e siècle, notre guide a fait de la peinture québécoise et canadienne son centre d'intérêt. Voyage au cœur d'un pays, de son expression artistique et d'une passion.

Intérieur jour. 8 heures 35. Salle 5. En arrière-plan, *Sport canadien*, une toile du Français Joseph-Charles Franchère peinte en 1911. Pierre Lassonde fait remarquer que cet artiste a laissé une œuvre très inégale, mais qu'il avait « l'âme du Québec » en lui. Notre guide laisse alors échapper une première confiance. Il a acquis sa première œuvre picturale il y a 40 ans. Une scène d'automne du peintre canadien-anglais George Pepper pour laquelle il a déboursé dix dollars pendant vingt mois.

Pierre Lassonde explique cette passion par l'environnement familial dans lequel a baigné son enfance. « Ma mère était elle-même collectionneuse. Chez nous, il y avait des tableaux partout, des Marc-Aurèle Fortin, des René Richard. J'ai voulu refaire ce décor. » Un décor où la joie, la beauté, la bonté et la paix intérieure sont prédominantes. « De toute ma vie, je n'ai revendu qu'un seul tableau. Je l'avais accroché au mur pendant six mois, mais il ne cessait de m'agresser. C'était un Riopelle ».

Intérieur jour. 8 heures 45. Salle 5. Travelling avant vers un minuscule tableau d'Ozias Leduc peint vers 1910 et intitulé *Paysage au crépuscule*. Pierre Lassonde attire notre attention sur la dynamique de l'obscurité et de la lumière ainsi que sur la subtilité des dégradés. « Ozias Leduc est notre premier peintre impressionniste », proclame-t-il avec



Pierre Lassonde. (Photo de l'auteur 2015).

une intonation qui ne cache pas son admiration pour l'artiste de Saint-Hilaire. Mais c'est du côté de Jean-Paul Riopelle que l'on retrouve l'œuvre qu'on peut qualifier d'« illuminatrice » dans l'itinéraire de notre collectionneur. Un jour, il reçoit un appel téléphonique de la Galerie Matisse de New York. On lui propose *15 chevaux*, une toile qui date de 1952. C'est le coup de foudre. L'œuvre est imposante : 2 mètres et demi sur 3 mètres. L'espace pictural éclate et devient vivant. Selon Pierre Lassonde, c'est l'un des chefs-d'œuvre de Riopelle, ce phare incontournable de la peinture québécoise.

Intérieur jour. 8 heures 55. Salle 6. Gros plans de différentes sections de *Retour d'Espagne* (1952) de Jean-Paul Riopelle. Notre guide partage son plus grand rêve. L'une des périodes les plus intéressantes de l'œuvre de Jean-Paul Riopelle se situe entre 1947 et 1957. « Le peintre ne restait pas en place », affirme-t-il. « Son style changeait constamment. Chaque année, il s'imposait de nouvelles exigences ». Pierre Lassonde possède des tableaux qui appartiennent à chacune de ces années... « mais il me manque un Riopelle 1949 ». Cette année-là, le cosignataire du *Refus global* n'a réalisé qu'une vingtaine de toiles dont seulement deux ou trois seraient des œuvres majeures. « Je la cherche partout et si je la trouve je l'achète sans dis-

cuter », lance-t-il lapidairement.

Intérieur jour. 9 heures 10. Dans la coupole. Mais qu'est-ce donc qui fait courir Pierre Lassonde? Le visiteur lui propose cette réflexion. Le collectionneur ne serait-il pas un passeur de culture, animé par le souci de conserver les traces d'une humanité qui autrement se perdrait dans la confusion de notre univers hyper médiatisé où les règles de l'économie marchande font loi? Réponse du collectionneur. « Nous ne sommes que les gardiens temporaires de ces chefs-d'œuvre. La question est de savoir si, à la fin de la vie, nous allons les vendre ou les donner à une institution muséale ». Du même souffle, il avoue que « collectionner est une maladie incurable ».

Extérieur jour, 9 heures 20. Dans la cour d'entrée du Musée national des beaux-arts du Québec. Le visiteur ose une dernière question. « Et si la peinture n'existait pas? » Pierre Lassonde persiste et signe. « Il faudrait l'inventer sinon cela serait la mort dans l'âme. Je ne peux pas comprendre les gens qui vivent avec des murs nus ou blancs ».

L'exposition *Passion privée. L'art moderne du Québec de la collection Pierre Lassonde* est présentée au Musée national des beaux-arts du Québec jusqu'au 23 mai 2016.

Serge Pallascio



Gaston Gagnon. *Au royaume du Saguenay et du Lac-Saint-Jean, une histoire à part entière, des origines à nos jours*. Québec, Les Éditions GID, 2013, 494 p.

Si la majorité de la population québécoise a entendu parler du déluge de 1996 et de la construction de la véloroute des bleuets au Saguenay-Lac-Saint-Jean, peu d'entre nous connaissent l'histoire de cette région riche pour son industrie et sa culture.

Lorsqu'il s'agit de s'informer sur la découverte des terres et de la fondation des villes qui forment aujourd'hui Ville de Saguenay – Jonquière, Chicoutimi, La Baie et Laterrière entre autres – ainsi que celles du Lac-Saint-Jean – dont Alma, Saint-Félicien et Roberval –, l'ouvrage de Gaston Gagnon devient un incontournable. Historien et muséologue, Gaston Gagnon nous offre une vue d'ensemble des activités ayant cours dans la région, depuis l'industrie forestière et de l'aluminium jusqu'au tourisme en passant par l'économie régionale, et ce, de leur établissement à 2013. Également spécialiste de Peter McLeod fils, entrepreneur forestier issu d'une union entre un Québécois et une Amérindienne, l'auteur ne manque pas de lui dédier quelques pages (p. 94-101). Enfin, Gagnon dresse un panorama des monuments, des villes fantômes et de l'architecture formant le précieux patrimoine local qu'il présente sous forme d'itinéraire commenté.

La force du livre, si ce n'est la diversité des pôles sociaux et économiques abordés, est véritablement la richesse de la recherche qui

se cache derrière le texte. En effet, grâce au dépouillement des archives et des sources contenues dans les différents centres de documentation régionaux, Gagnon a pu reconstituer des événements, tels que la traite des fourrures à Tadoussac, qui remontent presque aux débuts de l'histoire de la région. Férus d'histoire régionale, ce livre est pour vous!

Annick Tremblay



Pierre Boucher. *Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la Nouvelle-France vulgairement dite le Canada*. 1664. Texte établi en français moderne par Pierre Benoit. Québec, Les Éditions du Septentrion, 2014, 193 p.

Pierre Boucher. *Histoire véritable et naturelle de la Nouvelle-France*, Gatineau, Almanach, 2014, 245 p.

Nous sommes ici en présence de deux ouvrages mettant de l'avant le texte du gouverneur de Trois-Rivières, Pierre Boucher, qui furent édités en 2014, soit 350 ans après la publication du texte original. Celui-ci traite de la géographie de la Nouvelle-France, il décrit de manière sommaire quelques emplacements, dont la ville de Québec. Pierre Boucher présente aussi quelques-unes des diverses espèces de plantes, d'animaux, d'oiseaux et de poissons que l'on retrouve dans la colonie. Il expose le mode de vie des Amérindiens, entre autres leur manière de

faire la guerre, de traiter les prisonniers et d'effectuer un mariage. Puis, le texte se termine avec une section où l'auteur décide de répondre à des questions posées par les lecteurs afin d'éclaircir certains points de son récit. Les deux traductions de ce texte, qui sont en français moderne, proposent la même transcription des informations véhiculées dans l'œuvre originale, mais la complètent de manières fort différentes.

Prenons la version du Septentrion. Cette traduction se colle énormément à la publication de 1664, car les différentes normes de présentations telles la pagination, la mise



en page, la taille des caractères, les enluminures et autres caractéristiques éditoriales sont identiques à celles du document original. Cette édition est aussi accompagnée des notes de bas de page précisant les termes anciens et indiquant les noms actuels des emplacements géographiques. Le traducteur, Pierre Benoit, semble, dans cette version, s'attarder davantage au français et à la mise en place de points de repère spatiaux plutôt qu'au contenu. Le livre ne contient en effet qu'une petite introduction de huit pages situant grossièrement le lecteur dans une époque infiniment complexe. S'ensuit le texte traduit, puis en annexe nous retrouvons la biographie de Pierre Boucher réalisée par Raymond Douville pour le *Dictionnaire biographique du Canada*. En soi, le livre nous fournit une bonne traduction fidèle à l'œuvre de 1664, sans plus.

En ce qui a trait à la version de la maison d'édition de l'Almanach, celle-ci est aussi traduite en français moderne, mais elle ne respecte pas les normes de présentation du récit original. Elle choisit une présentation moderne de l'œuvre à l'instar de n'importe quel livre. Comme l'introduction le dit si bien : « Aucune note ne vient interrompre la lecture de cette édition conçue pour un usage courant. » Le texte prend alors place sans interruption. Néanmoins, après le texte de Boucher, vient se greffer une postface forte de 90 pages. Réalisée par l'historien Thomas Wien, cette postface est conçue de manière bipartite. La première partie nous renseigne sur qui était Pierre Boucher, ses défis et ses réalités. La seconde section présente le but et les impacts de son *Histoire* ainsi que de ses rééditions. Cette postface regorge de notes infrapaginales précisant et appuyant le texte de Wien. Il permet de véritablement comprendre l'exposé réalisé par Pierre Boucher.

Kim Gingras



Pierre Landry. *Contes, légendes et récits de la Côte-du-Sud*. Notre-Dame-des-Neiges, Éditions Trois-Pistoles, 649 p.

Que peuvent avoir en commun une légende du cheval bâtisseur d'église, une lettre de M^{gr} Jean-Olivier Briand, évêque de Québec, au curé Lacroix de Saint-Michel, une chronique de l'anse Saint-Roch et le récit de l'affaire Louis Lambert? L'ensemble de

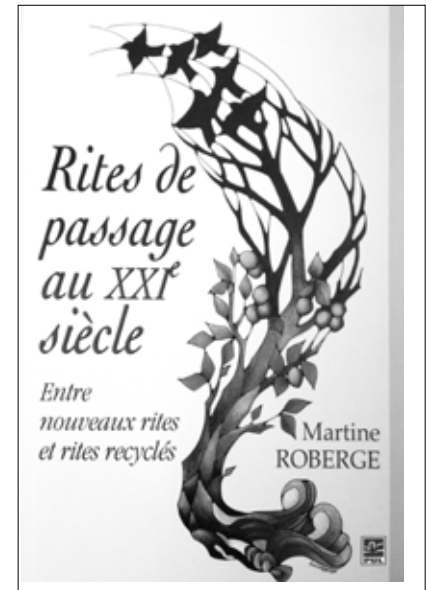
ces documents fait partie du riche héritage culturel de l'une des premières régions peuplées par les colons français en Amérique, la Côte-du-Sud.

Bien que le titre laisse présager pour le lecteur un recueil contenant surtout les récits fantastiques qui participent à la richesse du folklore québécois, l'auteur de l'ouvrage a également fait une place importante à des textes se rapprochant davantage du vécu de ceux qui ont connu de près ou de loin la région de la Côte-du-Sud. Cette dernière est placée au cœur du livre et constitue la structure sur laquelle s'appuient les différents textes. Le lecteur est ainsi invité à commencer sa lecture en prenant connaissance du territoire dans son ensemble, d'abord tel que l'a connu le missionnaire jésuite Paul Le Jeune, l'un des premiers Européens à s'y être aventuré, puis à travers l'épisode marquant de la guerre de la Conquête, raconté notamment par le major George Scott. Viennent ensuite les écrits propres à chaque village de la région, de Beaumont jusqu'à Notre-Dame-du-Portage en passant par Berthier, Saint-Jean-Port-Joli et Kamouraska, pour n'en nommer que quelques-uns. Sur cette route du fleuve se côtoient tant des légendes issues de la tradition orale et mises à l'écrit par des lettrés locaux et parfois anonymes, que des œuvres d'auteurs plus célèbres tels que Jacques Ferron et Arthur Buies. Mémoires, chroniques, contes, récits, rapports, correspondances, poèmes... l'ensemble de ces dénominations n'est qu'un aperçu des différentes manières de rendre compte du vécu et de l'imaginaire des habitants de la région.

En regroupant les textes hétéroclites qui composent cette collection, le but de Pierre Landry était de partager avec le lecteur la beauté et la richesse historique de la Côte-du-Sud, tout en empêchant ces divers témoignages – ces « ponts d'or », pour reprendre les propos de l'historien Michel Lessard – de sombrer dans l'oubli. À ce titre, l'auteur réussit admirablement bien le mandat qu'il s'est donné. *Contes, légendes et récits de la Côte-du-Sud* est donc un recueil qui plaira autant aux amoureux et connaisseurs de la région qu'aux néophytes curieux de découvrir d'une manière inusitée l'histoire et

la culture de l'un des premiers bassins de peuplement de l'Amérique francophone.

Ariane Godbout



Martine Roberge. *Rites de passage au XXI^e siècle. Entre nouveaux rites et rites recyclés*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2014, 203 p. (Coll. « Ethnologie de l'Amérique française »)

Depuis le début du XX^e siècle, les questions liées aux rituels sont devenues un champ d'études alimentant une immense production scientifique. À ce titre, mentionnons l'incontournable travail d'Arnold Van Gennep (1873-1957) consacré aux rites de passage au début du siècle dernier. Il appert aujourd'hui que la diversité des rituels a subi une évolution importante. Alors, que sont devenus nos rites? Ceux-ci ont vu leur motivation, leur nature et leur manifestation subir une véritable transformation. Il est tout justifié d'y apporter un regard nouveau. Professeure d'ethnologie au Département des sciences historiques de l'Université Laval, Martine Roberge investit à son tour les rituels en décortiquant trois grands passages de la vie : la naissance, l'entrée dans l'âge adulte et la mort.

L'ethnologue combine enquête qualitative par entrevues, donnant la parole aux acteurs des expériences rituelles, et observations *in situ*, le tout réalisé au Québec entre 1998 et

2012. Elle appuie sa réflexion sur la notion de passage, rappelant que « l'individu, tout au cours de sa vie, vivra, une succession de passages » (p. 4). En plus d'expliquer les scénarios et le déroulement des rites, nouveaux ou revisités, elle y aborde leur symbolisme et leur signification. La marchandisation des rituels et l'avènement des médias sociaux tiennent également une place dans l'analyse. L'auteure met de l'avant dans un premier temps les rites entourant la grossesse et la naissance. Du *shower* de bébé au baptême revisité, en passant par les pratiques qui tendent à se ritualiser comme la coupe du cordon ombilical du nouveau-né par le père ou l'enterrement du placenta, elle étudie également les rites en émergence, notamment les « foetus parties » où parents et amis sont invités à assister en direct à l'échographie en clinique privée. Le chapitre deux explore les rites entourant l'âge adulte et l'entrée dans la conjugalité. Comme le soulève l'auteure, « un nouvel ordre s'installe aujourd'hui dans le parcours conjugal. Pour célébrer l'entrée en conjugalité, le mariage ne constitue plus l'unique voie par où le rituel s'inscrivait dans un continuum » (p. 62). Tant pour les unions mixtes qu'entre conjoints de même sexe, elle passe en revue l'enterrement de vie de jeunesse, les fiançailles, le mariage et autres cérémonies d'union thématique, de l'achat d'une première maison à la pendaïson de crémaillère et, pour finir, les rites de divorce. Le troisième chapitre traite des transformations des rites de fin de vie, où la chercheuse soulève l'interrogation suivante, « les rites de mort seraient-ils devenus des rites de deuil ? » (p. 137). De la cérémonie classique avec les sandwiches pas de croûte à la dispersion des cendres en toute intimité, elle aborde également les groupes de soutien au deuil, les cimetières virtuels et la commémoration sur Facebook. L'avènement des nouvelles technologies et l'ère numérique ne sont pas étrangers à la transformation et à l'apparition de nouvelles pratiques commémoratives, comme les codes QR apposés sur les tombes, donnant accès à des mémoriaux en ligne. Ce sujet est encore en pleine mutation. Cet ouvrage témoigne des grandes tendances actuelles en matière de rituels,

autant dans leur diversité que dans leur ressemblance. Il fait ressortir que si les rites de passage ont tendance à s'émanciper des institutions, ils sont encore très présents dans nos sociétés modernes. Cernant la constante quête de réactualisation des rites de la société québécoise du début du XXI^e siècle, elle fait ressortir de ces étapes de transition d'un état à un autre la personnalisation des rites et l'importance accordée au caractère festif, au passage-événement, mais également une tendance à l'homogénéisation des rites malgré leur diversité. Au final, l'héritage du passé se recycle au présent.

Pascal Huot



Marc H. Choko, Danielle Léger, Michèle Lefebvre. *Destination Québec. Une histoire illustrée du tourisme*. Montréal, Les Éditions de l'Homme, en collaboration avec Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013, 347 p.

Ce magnifique livre publié en collaboration avec Bibliothèque et Archives nationales du Québec retrace la manière dont diverses institutions québécoises et canadiennes ont forgé et promu l'image du Québec à travers le monde. Les 350 reproductions historiques réunies impressionnent par leur beauté ou dans d'autres cas par les stéréotypes qu'elles véhiculaient : par exemple cette affiche en anglais montrant une pittoresque « cabane au Canada » au bord d'un lac, pour la compagnie des chemins de fer Canadian Paci-

fic Railway (p. 137), ou encore cette « police montée » en costume rouge sur son cheval pour une affiche en italien de la compagnie Air Canada (p. 141). Ailleurs, une affiche publicitaire de 1969 annonçait les cigarettes Matinée avec le Bonhomme Carnaval (p. 121). Relativement peu de publicités montraient notre hiver, à l'exception des sports hivernaux comme le ski, qui seront promus très tôt, dès le XIX^e siècle (p. 117).

La préhistoire du tourisme au Québec se situerait autour de 1807, mais il ne s'agissait pas encore de tourisme de masse; avant le XX^e siècle, seules les élites généralement anglophones pouvaient s'adonner à de tels loisirs (p. 16). Dès la fin du XVIII^e siècle, certains auteurs anglais (comme William Gilpin) allaient définir des critères empreints de romantisme pour apprécier les lieux pittoresques qui seraient dignes du détour : « ces paysages doivent être grandioses, traversés de relief, de contrastes saisissants entre les hauteurs des cimes et les profondeurs des gorges, d'eaux tumultueuses, de jeux d'ombre et de lumière, de ruines gothiques de préférence » (p. 18). Compte tenu de ces critères précis déterminant le choix des lieux touristiques par excellence, on ne s'étonnera pas de l'intérêt des visiteurs anglo-saxons pour les chutes du Niagara ou pour les montagnes Rocheuses (p. 16).

L'intérêt principal de cet ouvrage incomparable est de rappeler l'existence d'activités et de modes de vie révolus comme le premier carnaval de Québec de 1896 (p. 180) ou le carnaval de Montréal, en 1909 (p. 180), mais aussi des événements ponctuels comme l'Exposition provinciale de Québec (p. 165) et bien sûr l'Expo 67 (p. 167 et 231). On remarque également que la plupart de ces affiches étaient conçues par le secteur privé, et non par des ministères. Enfin, on notera que très peu de ces affiches touristiques étaient en français.

Du point de vue esthétique, le graphisme de ces belles affiches en couleurs s'apparente parfois à la grande tradition des affiches françaises de l'époque des maîtres comme Alfons Mucha (1860-1939) et ses continuateurs en Europe (p. 114). Les plus anciennes de ces affiches remontent au XIX^e siècle et

servaient à promouvoir des croisières sur la rivière Richelieu (p. 26) ou sur la rivière Saguenay, avec des escales à Murray Bay (aujourd'hui La Malbaie), Cacouna et Tadoussac (p. 27).

Ce beau livre de Marc Choko, Danielle Léger et Michèle Lefebvre est un petit bijou comme il en existe peu au pays. C'est une ressource de première main pour comprendre l'évolution de l'image du Québec et les clichés qui s'y rattachent. L'abondance et le choix judicieux des images nous fait regretter que le format de ce livre ne soit pas plus grand : on retrouve parfois douze affiches par page dans un format réduit! (p. 187). Indispensable pour les bibliothèques publiques, cette *Histoire illustrée du tourisme* comblera les historiens et intéressera les chercheurs en marketing.

Yves Laberge



Valérie Langlois. *La dernière sorcière d'Écosse*. Montréal, VLB Éditeur, 2014, 351 p. Pour qu'un roman retienne l'attention des lecteurs, il lui faut se démarquer soit par son sujet, par ses personnages ou bien par son histoire. Bien que le sujet de la sorcellerie ait été maintes fois exploité dans le passé et que l'Écosse fut le lieu choisi pour bien des récits, il n'en demeure pas moins que l'histoire qui nous est présentée aujourd'hui est fascinante. L'auteure, Valérie Langlois, est une passionnée du XVIII^e siècle et de l'Écosse. Et c'est sans doute grâce à cette

passion qu'elle a su créer un livre à l'ambiance aussi crédible. L'histoire débute en 1848 dans un petit village écossais du nom de Glenmuick. À la suite d'un massacre terrible, l'héroïne du livre se retrouve complètement seule. Heureusement pour elle, elle pourra compter sur l'aide de Brodick Macintosh, un Highlander courageux qui passait par là et qui a décidé de lui venir en aide. Ensemble, ils essayeront de découvrir le passé tumultueux d'Isa tout en tentant de donner un sens à la marque qu'elle porte sur le bras et qui laisse supposer qu'elle est une sorcière.

Dans un style vif et habile, l'auteure nous décrit l'action ainsi que les paysages d'Écosse comme si nous y étions. Ses descriptions sont tellement réalistes que le lecteur a parfois du mal à distinguer ce qui a réellement existé de ce qui n'est que pure fiction. Depuis longtemps, le thème de la sorcellerie a suscité un envoûtement chez bien des gens. L'aura de mystère entourant le sujet de même que les histoires véhiculées par l'Église pour étendre son influence ont grandement contribué à faire naître cette fascination.

L'Écosse, terre de mystères et de légendes, a tout pour abriter une histoire comme celle-ci. Les personnages se perdent dans les montagnes et les détails avec lesquels les scènes sont racontées nous permettent de nous transporter sur place sans le moindre problème grâce à notre imagination. Pour tous ceux qui désirent lire un récit où l'amour, l'action, l'histoire et l'ésotérisme se rencontrent, ce roman est idéal. Espérons que Valérie Langlois n'a pas fini de nous divertir avec sa plume extraordinaire.

Johannie Cantin

René Hardy. *Charivari et justice populaire au Québec*. Québec, Les éditions du Septentrion, 2015, 282 p.

Ce dernier livre de l'historien René Hardy, chercheur au Centre interuniversitaire d'études québécoises et professeur retraité de l'Université du Québec à Trois-Rivières, traite du charivari tel qu'il fut vécu

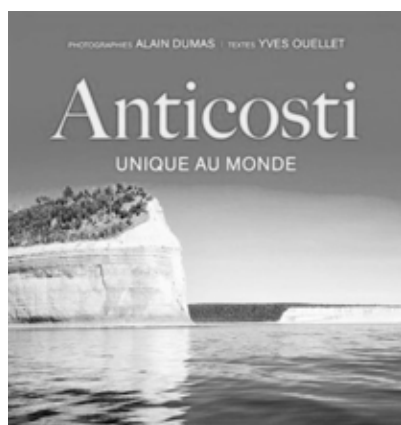


en Nouvelle-France et au Québec. Spécialiste d'histoire de la culture et de la société québécoise, Hardy s'intéresse ici aux spécificités franco-canadiennes de ce rituel de justice populaire commun à plusieurs cultures occidentales. L'auteur cherche à retracer le parcours de cette pratique, de son arrivée dans la vallée laurentienne jusqu'à sa disparition.

La succession des chapitres se fait selon un plan thématique. Les deux premiers traitent des origines et de l'évolution du charivari en Europe et plus généralement des formes que prirent la justice populaire et les charivaris sur le vieux continent. La question des modalités entourant l'importation de la pratique en sol américain y est également traitée. Le troisième chapitre nous plonge dans le monde de la justice populaire au Québec. On y comprend, entre autres, l'importance qu'avait l'honneur, puisque les sévices cherchaient avant tout à humilier les victimes. Aussi, les mœurs sexuelles semblaient être les plus sanctionnées par des charivaris par la communauté. Les quatrième, cinquième et sixième chapitres sont consacrés aux formes, fonctions, variations et conditions d'existence du charivari au Québec. Si certains de ces rituels visaient à condamner et isoler des individus de la communauté par de violentes protestations, d'autres étaient plus joviaux ou festifs et ne cherchaient pas l'exclusion définitive. On y comprend que le rituel se manifestait sous diverses formes

et pour des raisons tout aussi variées. Cette sanction se justifiait par la transgression d'un ou plusieurs individus de normes sociales non écrites, implicites, et difficiles à cerner. La période des Rébellions et les trois décennies suivantes témoignent d'un accroissement de la politisation des charivaris, sans nécessairement éclipser ses fonctions traditionnelles. Le septième chapitre s'intéresse à la contestation du charivari et à sa disparition. L'Église fut la première à condamner la pratique. Des règlements municipaux visant les charivaris apparurent environ au milieu du XIX^e siècle en même temps qu'une professionnalisation du corps policier ainsi qu'un contrôle social plus accru en ville. Mais selon l'auteur, sa disparition s'explique moins par la répression conjointe de l'Église et de l'État que par la progressive transformation des mœurs du côté des classes populaires. L'étude de Hardy fait écho à des études européennes sur le charivari qui, jusqu'à récemment, n'avaient pas d'équivalents québécois. Au-delà de cette pratique précise, le livre nous renseigne sur les mœurs sociales et sur les transformations de la vie communautaire au Québec. C'est un ouvrage passionnant pour toute personne intéressée par l'histoire sociale québécoise.

René Laliberté



Alain Dumas et Yves Ouellet. *Anticosti. Unique au monde*. Montréal, Les Éditions de l'Homme, 2013, 207 p. Ce livre de grand format décrit admirablement l'île d'Anticosti, véritable joyau isolé entre la Gaspésie et la Côte-Nord. L'auteur

Yves Ouellet avait déjà consacré un autre livre au même sujet (*Anticosti, l'île au large du Québec*, Éditions du Méridien, 1995). On réalise difficilement à quel point cette île de plus de 200 kilomètres est vaste : elle fait 50 fois l'île d'Orléans (p. 36). Sans prétendre raconter systématiquement toute l'histoire de cette île gigantesque, *Anticosti. Unique au monde* évoque dans le désordre quelques épisodes déterminants : le rôle des pionniers comme Georges Martin-Zédé et Henri Menier, les premiers « propriétaires » de l'île autrefois partagée entre le Québec et Terre-Neuve (p. 99), la convoitise de l'Allemagne hitlérienne pour acheter à tout prix ce territoire stratégique en 1937 (p. 98), l'acquisition par le gouvernement du Québec en 1974 (p. 99), les expériences d'introduction d'espèces animales à partir de 1896 (p. 168), sans compter les innombrables naufrages sur ses côtes dentelées et inhospitalières.

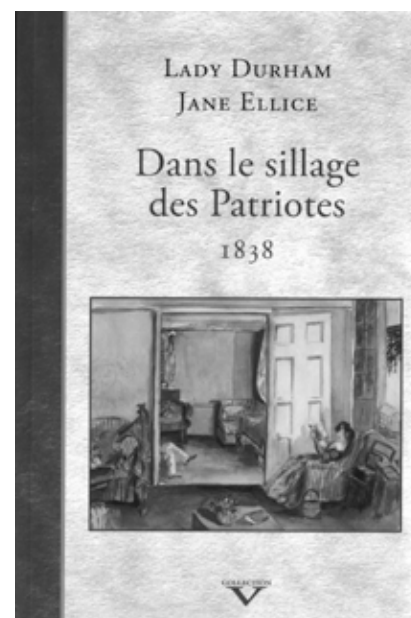
Dans le premier chapitre, le récit romancé et à la première personne de Gamache le sorcier risque d'agacer les historiens; on voulait peut-être trouver une autre manière de raconter la vie quotidienne sur l'île d'Anticosti au début du XIX^e siècle (p. 24). Les pages qui suivent relatent les caractéristiques de l'île, décrite comme une « société autosuffisante »; on apprend même qu'Henri Menier avait créé provisoirement une monnaie locale, le dollar Menier (p. 83).

Conscient du potentiel pétrolier et gazier, mais aussi des enjeux environnementaux actuels, Yves Ouellet ne manque pas de signaler les risques et la fragilité de ce site naturel convoité pour son gaz de schiste (p. 162-163). En conclusion, l'auteur met aussi en évidence le contraste séparant les deux types de touristes qui fréquentent l'île d'Anticosti : les amateurs de plein air et de villégiature au printemps et à l'été, suivis par 3 000 chasseurs de cerfs durant l'automne (p. 192). Enfin, quelques conseils pour les éventuels visiteurs sont fournis quant au trajet et aux provisions à apporter lors d'un séjour.

Le travail du photographe Alain Dumas

pour ce beau livre est époustouflant : on admire des paysages spectaculaires, des caps (p. 135), la chute Vauréal (p. 141), l'entrée de la « grotte à la Patate » (p. 147), et les nombreuses épaves échouées (p. 49). Seulement quelques photographies anciennes datant de 1905 montrent l'extérieur et l'intérieur de ce qu'était l'imposante villa Menier, d'un luxe démesuré et inattendu (p. 78-79). Sur le plan éditorial, les Éditions de l'Homme ont bien compris qu'il ne servait à rien de reproduire de petites photographies dans un ouvrage de grand format : ici au contraire, la plupart des images couvrent une page entière, pour notre plus grande délectation. En somme, *Anticosti. Unique au monde* est assurément le plus beau livre consacré à l'île d'Anticosti.

Yves Laberge



Louisa Elizabeth Durham et Jane Ellice. *Dans le sillage des Patriotes, 1838*. Québec, Les éditions du Septentrion, 2013, 254 p. (« Collection V »).

Le dicton dit : « Derrière chaque grand homme se cache une femme ». L'éditeur du Septentrion l'a bien compris et c'est pour cette raison qu'il nous offre aujourd'hui *Dans le sillage des Patriotes, 1838*. Il s'agit d'un recueil des journaux intimes de deux femmes dont les maris occupaient des postes pour le moins stratégiques durant le soulèvement

des Patriotes de 1837-1838.

Ce livre nous présente tout d'abord le point de vue de Lady Durham (Louisa Grey) puis celui de Katherine Jane Ellice (née Balfour), femme d'Edward Ellice, secrétaire particulier de John George Lambton, Lord Durham, gouverneur général. À travers cette œuvre, le lecteur apprendra comment ces femmes ont vécu les événements entourant les rébellions. Il découvrira également comment ces hommes politiques, dans l'environnement plus personnel du foyer familial, ont réagi à tout ce qui se passait dans la colonie. Enfin, il nous est donné de découvrir les points de vue totalement différents de deux femmes malgré la similitude des lieux et des réalités sur un sujet pourtant maintes fois exploité. L'une ayant envie de connaître le peuple qui l'accueille et de s'y faire une place et l'autre regardant presque avec dédain les hommes qui choisissaient de se battre au nom de la liberté.

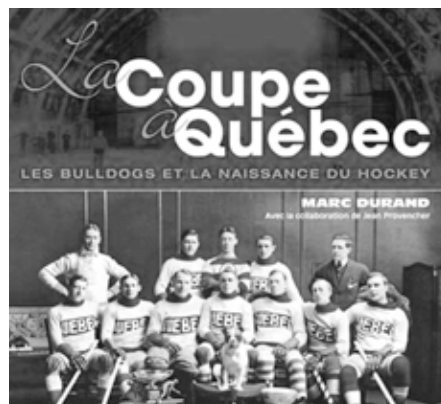
L'œuvre est entièrement consacrée aux journaux intimes des deux femmes. Lady Durham incarne la grâce, la délicatesse, la serviabilité et le respect des autres. Dès son arrivée, elle tombe sous le charme du paysage, le qualifiant de sublime et ravissant (p. 25). Elle décrit l'horaire de travail de son mari en mentionnant qu'il est parfois difficile pour elle d'avoir un moment avec lui tant il recevait des invités et se consacrait à sa tâche. Elle semble cependant comprendre parfaitement les enjeux de la mission de son conjoint et s'en acquitte dignement malgré les difficultés rencontrées.

Katherine Jane Ellice, quant à elle, est plutôt désobligeante, hautaine et manque régulièrement de respect envers la population de la colonie. Elle sera la proie des moustiques tout au long de son voyage et son journal en fera maintes fois mention. Décrivant la flore et la faune avec mépris, elle aura également du mal à s'adapter tant au aux habitudes des gens qu'à leur apparence qu'elle qualifie allégrement de singulière et d'abominable (p.104). Un événement marquant viendra cependant lui faire voir la situation sous un autre angle...

Ayant déjà lu plusieurs livres sur le sujet, je trouvais rafraîchissant d'aborder le thème d'un point de vue plus féminin. C'est l'ex-

pression « revisiter l'histoire » qui prend alors tout son sens. Cet ouvrage captivant s'adresse à tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à ce pan de l'histoire du Québec.

Johannie Cantin



Marc Durand, avec la collaboration de Jean Provencher. *La Coupe à Québec : les Bulldogs et la naissance du hockey*. Québec, Éditions Sylvain Harvey et la Commission de la capitale nationale du Québec, 2012, 158 p.

Les ouvrages à caractère historique sur le hockey sur glace sont peu nombreux si on les compare aux monographies de joueurs comme Guy Lafleur, Wayne Gretzky et tant d'autres. Récemment, les ouvrages de Stephen Harper et de Marc Durand sont venus combler cette lacune par des monographies consacrées à des clubs de hockey. Composée de six chapitres, l'ouvrage est rédigé par Marc Durand, journaliste à Radio-Canada spécialisé dans la couverture des matchs de hockey. Plus qu'un livre sur l'histoire des Bulldogs de Québec (qui possède un homonyme à Liège, Belgique!), l'ouvrage fait aussi référence au début de l'histoire du hockey à Québec, au Quebec Skating Rink, en 1878. Le Skating Rink est (1877-1889) situé près de la porte Saint-Louis. L'auteur rappelle que c'est après avoir assisté à un match de hockey au Carnaval de Montréal, en 1889, que Lord Frederick Arthur Stanley achète à Londres, en 1892, le trophée qui deviendra la coupe Stanley. Le chapitre 2 s'intitule « Le hockey devient notre sport d'hiver » et commence en 1882. Le Quebec Hockey Club comme il

s'appelle à l'époque s'affilie au Quebec Athletic Association et entend faire partie de l'Amateur Hockey Association of Canada. Un autre club attire la foule de Québec à ce moment, le club Crescent. Plusieurs joueurs de hockey ou administrateurs ont aussi été d'illustres hommes politiques de leur temps. C'est le cas du président des Bulldogs de Québec entre 1910 et 1916, Philippe-Auguste Choquette (arrière-grand-oncle du soussigné), ex-bras droit de Wilfrid Laurier, et les frères Power, Joe, James Rockett et Charles, ce dernier, grand-père de Lawrence Cannon, instigateur de l'escadron Alouette et ministre de la Défense pendant la Deuxième Guerre mondiale. Choquette est nommé à la présidence du Quebec Hockey Club en octobre 1910 par des hommes politiques et d'affaires francophones et anglophones alors que Joe Power accède à la vice-présidence avec Cyrille Faguy. Provencher a signé notamment deux encadrés biographiques consacrés à Power et Choquette. L'auteur écrit : « Le recrutement de Joe Power et la présence rassurante du sénateur Choquette ont permis le retour du hockey professionnel à Québec » (p. 76).

L'époque est à l'écoute collective des matchs? On s'entasse au Château Frontenac (inauguré en 1893), à l'hôtel Saint-Louis ou à l'hôtel Victoria pour suivre le match par télégraphe. La période de 1909 à 1917 est celle des grands Joe Malone, Paddy Moran et Joe Hall. En 1909 est fondée la Canadian Hockey Association. En 1913, le Quebec Hockey Club est aussi appelé par son surnom, les Bulldogs de Québec. L'auteur présente les particularités de l'évolution de ce sport et de sa réglementation, comme l'interdiction de se jeter sur la glace pour arrêter la rondelle, les buts sans filet, l'avènement des femmes, l'apparition des numéros sur les chandails, etc. L'ouvrage, abondamment illustré de photos et de dessins d'époque, est d'une lecture facile. Il témoigne d'une recherche de première main de grande qualité et présente un sujet inédit et original de ce fait. L'essai historique de Durand se termine par les statistiques du Québec Jockey Club.

Jean-Nicolas de Surmont

Biographie

Caron, Jean-François. *Lucien Bouchard. Le pragmatisme politique*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2015, 126 p. (Coll. « Agora canadienne »).

Gélinas, Michèle. *Adèle Berthelot-La Fontaine (1812-1859)*. Québec, Les Éditions Gid, 2016, 244 p.

Lacroix, Benoît. *Rumeurs à l'aube*. Montréal, Fides, 2015, 278 p.

Essais

Calderisi, Robert. *Mission sur terre. L'Église catholique et le développement mondial*. Montréal, Fides, 2015, 318 p.

Gagné, Jean-Simon et Pascal Guéricolas. *La politique du rire*. Québec, Les éditions du Septentrion, 2015, 150 p.

Tixier, Nicolas (dir.). *Villes et films en regard. Traversées urbaines*. Grenoble, MétisPresses/Cinémathèque de Grenoble, 2015, 216 p.

Vallières, Marc. *Le Québec emprunte. Syndicats financiers et finances gouvernementales, 1867-1987*. Québec, Les éditions du Septentrion, 2015, 432 p.

Généalogie, ethnologie et arts

Des Rochers, Jacques et Brian Fioss (dir.). *La modernité des années 1920 à Montréal. Le Groupe de Beaver Hall*. Montréal, Londres, Musée des Beaux-arts de Montréal/Black Dog Publishing, 2015, 351 p.

Francoeur, Jean-Marie. *Encyclopédie de la cuisine de Nouvelle-France. Histoires, produits et recettes de notre patrimoine culinaire*. Montréal, Fides, 2015, 590 p.

Jacob, Roland. *Votre nom et son histoire. Les noms de famille au Québec*. (Coffret tome 1 et tome 2). Montréal, Les Éditions

de l'Homme, 2006 et 2015, 425 et 335 p.

Marcoux, Claudine. *Métier commerçant 1852-1977*. Québec, Les Publications du Québec, 2015, 209 p. (Coll. « Aux limites de la mémoire », 24).

Histoire et régions

Bilé, Serge. *Esclave et bourreau. L'histoire incroyable de Mathieu Léveillé, esclave de Martinique devenu bourreau en Nouvelle-France*. Québec, Les éditions du Septentrion, 2015, 165 p.

Blais, Christian. *Histoire parlementaire du Québec, 1928-1962. La crise, la guerre, le duplessisme, l'État providence*. Québec, Les éditions du Septentrion, 2016, 744 p.

Charlebois, Paul-Yvon et Sylvain Daignault. *L'île Sainte-Hélène avant l'Expo 67*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 288 p.

Daschuk, James. *La destruction des Indiens des Plaines. Maladies, famines organisées, disparition du mode de vie autochtone*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2015, 365 p.

Denis, Michel R. *La Cordée. Une fierté pour le scoutisme et pour le Québec*. Québec, Les éditions du Septentrion, 2015, 168 p.

Fortin, Daniel. *Histoire naturelle des Indes occidentales du père Louis-Nicolas. Partie II : les mammifères*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 416 p.

Lahoud, Pierre et Serge Viau. *On a marché dans la ville. Les espaces publics à Québec*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 240 p.

Paquette, Marcel. *Le Saint-Laurent : le long de la rive Nord*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 208 p. (Coll. « 100 ans noir sur blanc »).

Pelchat, André. *Les années dangereuses. Le Québec à l'âge des Révolutions (1760-1805)*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 244 p.

Proulx, Gilles. *Nouvelle-France. Ce qu'on*

aurait dû vous enseigner. Montréal, Les éditions du Journal, 2015, 341 p.

Littérature

Couture-Baumgartner, Madeleine. *Désirs d'évasion*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 318 p.

Fleury, Michelle. *Triste justice*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 202 p.

Fortin, Jocelyne. *Pierre*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 104 p.

Hébert, François. *La littérature populaire en fascicule au Québec, tome 2*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 220 p.

Paquet, Lorraine. *Le nectar et le feu*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 182 p.

Roberge, Michel. *Zébrures écarlates*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 208 p.

Yves Beauregard

JOHN B. WILKINSON À QUÉBEC

John B. Wilkinson est un artiste britannique de la seconde moitié du XIX^e siècle encore peu connu des historiens de l'art, mais qui, heureusement, a laissé quelques traces dans les journaux de Québec lors de son passage ici. En effet, Wilkinson réside dans la capitale en décembre 1864 où il travaille alors à la galerie photographique de Jules-Isaïe Benoît, dit Livernois. À l'enseigne du Soleil d'Or. Avec Joseph Dynes, il colorie, à l'huile ou à l'aquarelle, les photographies issues du studio, particulièrement les « portraits de grandeur naturelle ». L'engagement des deux artistes se poursuit jusqu'en juin 1865, alors que Wilkinson, portraitiste « habile et consciencieux », part à son propre compte. Il offre alors de peindre à son atelier du 28, rue Saint-Jean, des portraits sur toile d'après nature ou des copies d'après miniatures, selon la grandeur voulue. Un rédacteur du *Journal de Québec* encourage les gens à se faire peindre par un peintre comme lui plutôt que par un photographe, ce qui n'est pas sans susciter une polémique avec l'expéditeur d'une lettre anonyme, sans doute Livernois lui-même. En octobre – et cela jusqu'en juin 1866 –, l'artiste annonce qu'il a l'intention de former, à son atelier, une classe de peinture et de dessin, d'après modèles, tirant profit de sa « grande expérience de l'enseignement en Angleterre ». En 1870, il présente un paysage du Vermont à l'exposition de la Society of Canadian Artists tenue à l'Art Association of Montreal. L'année suivante, le peintre expose une collection de ses tableaux au magasin de musique Morgan, à Québec. En 1873, il publie deux dessins sur l'excursion en *sleigh* du gouverneur général, Frederick Temple-Hamilton-Blackwood, marquis de Dufferin et Ava, à Montmorency dans le *Canadian Illustrated News* du 25 janvier. Mais, en mars, l'artiste, par manque de travail, doit quitter Québec pour Philadelphie où il poursuivra sa



John B. Wilkinson (connu entre 1864 et 1915), *Le lac Saint-Charles*, 1871; huile sur toile, 30 X 46 cm. Achat, 1961.138. (Photo MNBAQ, Jean-Guy Kerouac).

carrière. Wilkinson maintiendra toutefois des liens avec le Québec puisque l'une de ses peintures est gravée dans le *Canadian Illustrated News* et *L'Opinion publique*, en octobre 1879 (*Chutes sur la Rivière-Jaune, près de Québec*) et que huit paysages québécois, dont l'un du lac Beauport, seront mis aux enchères par la Maison Hicks de Montréal, en 1888.

Wilkinson va laver en aquarelle des scènes de genre hivernales, à la signature caractéristique, qui s'inscrivent dans une iconographie locale à la mode : chasse au caribou, pêche sur la glace, glissade en toboggan et traversée du fleuve glacé, à Québec, promenade ou accident en traîneau, perdu dans une tempête, transport de billots, etc. Il va également broser des paysages de Charlevoix, des Cantons-de-l'Est et de la région de Québec. Quatre de ceux-ci sont conservés au MNBAQ, en l'occurrence deux scènes de pêche dans les Laurentides, en aquarelle, ainsi que deux huiles datées de 1871 et se faisant pendants, soit les lacs Saint-Charles et Beauport.

Tous deux situés dans les Laurentides au nord de Québec, les lacs Saint-Charles et Beauport, d'abord lieux de colonisation,

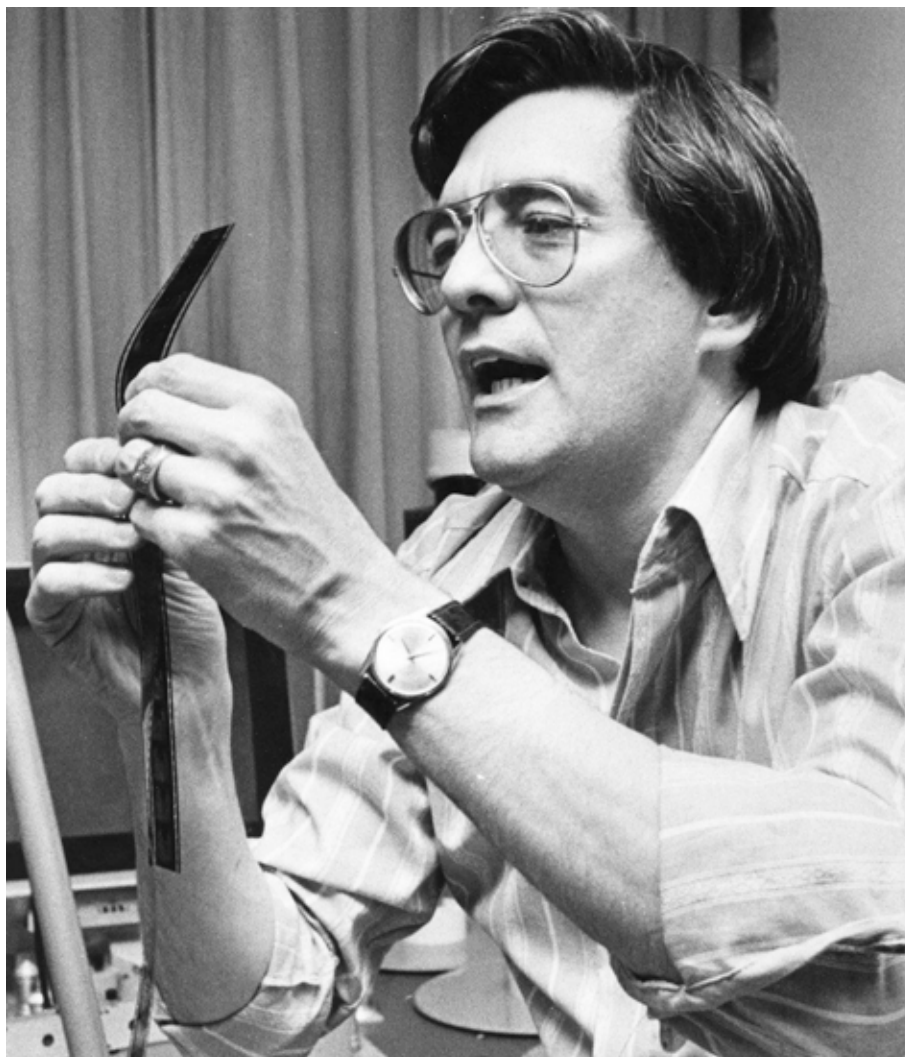
principalement pour les Britanniques, vont devenir assez tôt des paradis de villégiature et de loisirs. L'un ou l'autre site ont captivé, dès le début du XIX^e siècle, les militaires et fonctionnaires aquarellistes britanniques, tels George Heriot, Charles Ramus Forrest, James Pattison Cockburn, George St. Vincent Whitmore ou Philip John Bainbrigge. Mais ce n'est que plus tardivement qu'ils ont suscité l'intérêt des peintres professionnels, tels le Néerlandais Cornelius Krieghoff, vers 1855, ainsi que les Américains Daniel C. Grose et Robert S. Duncanson, en 1865, et cela, sans compter le studio Livernois, vers 1870. Wilkinson, quant à lui, nous présente les deux lacs, en été, près de leur rive à l'avant-plan, avec aux abords, des bovins, des chaloupes et des pêcheurs ainsi que des embarcations toutes voiles dehors sur les deux plans d'eau. L'ensemble est traité tout en finesse avec des touches délicates et des couleurs délavées rappelant la technique de l'aquarelle, spécialité de l'artiste.

Mario Béland, msr
Historien de l'art

Un cinéaste mal aimé : Denis Héroux (1940-2015)

Bien qu'il fût réalisateur, producteur, administrateur et conférencier de cinéma, Denis Héroux restera célèbre pour deux films populaires : *Valérie* (1969) et *L'initiation* (1970). Ces deux mélodrames comportant des scènes de nudité (chose alors inusitée au Québec) ont immortalisé l'actrice Danielle Ouimet, bien qu'elle eût longtemps souffert d'être réduite à cette image de symbole sexuel. Il s'agissait alors des premiers « films érotiques » tournés au Québec; leur retentissement avait été considérable puisque ces films ont eu une carrière internationale et de nombreuses traductions. Sans s'en douter, ce double succès avait donné lieu à une sorte d'engouement pour ce genre, avec les films subséquents de Claude Fournier (*Deux femmes en or*, 1970) et de Roger Cardinal (*Après ski*, 1971). Mais pour certains observateurs, cette vague de succès commerciaux classés « pour 18 ans et plus » avait également terni la réputation des films québécois pour une grande partie du public entre 1969 et 1974.

Par la suite, Denis Héroux démontrera sa polyvalence et son audace comme initiateur de projets dont il ne sera pas forcément le metteur en scène, mais plutôt l'instigateur. Fort de ses succès financiers, Denis Héroux produira des longs métrages français comme *Violette Nozière* (1978) de Claude Chabrol, *À nous deux* (1979) de Claude Lelouch, mais aussi des productions internationales comme *Atlantic City* (1980) de l'américanophile Louis Malle et *La guerre du feu* (1981) de Jean-Jacques Annaud. Il participa également à la coproduction du long métrage à grand budget *Les Plouffe* (1981), le plus beau film de Gilles Carle.



Denis Héroux en 1978

Dès ses débuts, Denis Héroux était déjà un observateur de la société québécoise, capable de saisir les tendances et la modernité du Québec en effervescence. Contrairement à la plupart des cinéastes québécois de sa génération, Denis Héroux ne faisait pas partie de l'équipe montréalaise de l'ONF, ce qui pouvait limiter le financement ou la circulation de certaines de ses productions. Son premier film en création collective, *Seul ou avec d'autres*

(1962), avait été tourné semi-professionnellement avec ses camarades de l'Université de Montréal dont Denys Arcand et ceux qui allaient par la suite former le quatuor humoristique Les Cyniques. Trois ans plus tard, Denis Héroux réalisera *Pas de vacances pour les idoles* (1965), film musical axé sur des vedettes québécoises de la musique pop des années 1960 (Joël Denis, Donald Lautrec), qui gagnerait à être redécouvert après un demi-siècle.



Conscient du caractère éphémère des œuvres, Denis Héroux se préoccupait de la préservation des films québécois et de leur accès auprès des nouveaux publics. Producteur reconnu et prospère sur la scène internationale, il avait aussi cofondé l'Observatoire du cinéma au Québec. La revue *Cap-aux-Diamants* avait souligné la contribution de Denis Héroux au cinéma québécois dans son bilan *100 ans de cinéma* (n° 38, 1994). Sa disparition, survenue le 10 décembre 2015, laisse un vide considérable, car nous perdons un autre pionnier du cinéma québécois tel que nous le connaissons.

Yves Laberge



Pour en savoir plus :

Yves Lever. *Histoire générale du cinéma au Québec*, 2^e éd. Montréal, Boréal, 1995 [1988].

Yves Lever. *Anastasia ou la censure du cinéma au Québec*. Québec, Septentrion, 2008.

Danielle Ouimet. *Si c'était à refaire*. Outremont, Publistar, 2005.

Denis Héroux

http://elephant.canoe.ca/nouvelles/denis-heroux-realisateur-scenariste-et-producteur_7881/

Denis Héroux, *Pas de vacances pour les idoles* (1965)
http://elephant.canoe.ca/films/pas-de-vacances-pour-les-idoles_2820

Observatoire du cinéma au Québec
<http://histart.umontreal.ca/departement/observatoire-du-cinema-au-quebec/>

100 ans de cinéma, dans *Cap-aux-Diamants*, n° 38, 1994.



Serge Bouchard, lauréat du prix Gérard-Morisset



(Photo : Julie Durocher).

La ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française, M^{me} Hélène David, et le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, M. Jacques Daoust, ont procédé le 18 novembre dernier à la 38^e cérémonie de remise des Prix du Québec à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

Le prix Gérard-Morisset, qui récompense une carrière consacrée au patrimoine, a été décerné à l'anthropologue Serge Bouchard, une voix bien connue du public de la radio. Ce chercheur-vulgarisateur s'est intéressé notamment à la nordicité, l'amérindianité et la diversité culturelle. Il

a pratiqué son métier hors des murs de l'enseignement, dans ce qu'il appelle lui-même « le monde concret », faisant bénéficier le grand public de ses connaissances et de ses réflexions à travers ses chroniques, ses conférences et ses publications.

Serge Bouchard a publié une vingtaine de livres, dont *Confessions animales – Bestiaire I et II*, dans lesquels il se fait poète et emprunte les sentiers de la mythologie et du rêve pour témoigner de son amour profond de la nature.

Les Prix du Québec constituent la plus haute distinction accordée par le gouvernement du Québec dans les domaines de la culture et de la science.

Nouveau sentier des plaines d'Abraham



(Commission des champs de bataille nationaux).

La Commission des champs de bataille nationaux a annoncé le 1^{er} décembre dernier la fin des travaux d'aménagement du nouveau sentier des plaines d'Abraham, dont une bonne partie longe la côte Gil-

mour désormais ouverte à l'année. Accessible aux piétons et aux cyclistes, le sentier s'étend sur plus d'un kilomètre, en milieu naturel. Il mise sur la beauté et l'histoire des lieux avec six aires de repos et d'in-

terprétation. L'inauguration officielle du sentier des plaines d'Abraham est prévue pour le printemps 2016.



Sur la photo, de gauche à droite : Bernard Émond, cinéaste, Denis Robitaille, chargé de projet pour la Fédération des monastères des Augustines, Marcel Barthe, président du conseil d'administration de la Fiducie du patrimoine culturel des Augustines, Diane Maltais, conseillère principale - Soutien au projet coopératif, Caisse d'économie solidaire Desjardins, sœur Lise Tanguay, A.M.J., supérieure générale, Fédération des monastères des Augustines, Marie Rübsteck, directrice générale de la Fiducie du patrimoine culturel des Augustines et Josette Michaud, architecte et membre du jury. (Crédit photo : Conseil du patrimoine religieux du Québec).

Un honneur pour La Fiducie du patrimoine culturel des Augustines

Le Prix d'excellence 2015 dans la nouvelle catégorie *Réutilisation*, a été décerné le 5 novembre dernier à la Fiducie du patrimoine culturel des Augustines par le Conseil du patrimoine religieux du Québec. La plaque a été remise lors du gala qui s'est tenu à la Chapelle du Musée de l'Amérique francophone de Québec, à l'occasion du 4^e Forum sur le patrimoine religieux.

« La Fiducie est heureuse qu'un organisme aussi prestigieux souligne la qualité de notre projet », a déclaré Marcel Barthe, président de la fondation qui gère le vieux

monastère de L'Hôtel-Dieu, dont elle est propriétaire depuis 2013. Il a ajouté : « Nous partageons ce prix avec les Augustines, sans quoi rien de tout cela n'aurait été possible. Cet honneur signifie beaucoup pour nous. D'abord la reconnaissance des années d'efforts nécessaires pour transformer le monastère de L'Hôtel-Dieu en véritable lieu de mémoire habité tout en conservant son caractère patrimonial, son histoire et l'esprit du lieu. »

La Fiducie a pour mission d'assurer, pour toute la population et pour les générations à venir, la sauvegarde et la mise en

valeur du patrimoine et de la mémoire des Augustines du Québec. Le monastère du XVII^e siècle est désormais accessible à la population, sous la forme d'un lieu d'accueil dédié au ressourcement, à la santé et au bien-être.

Le prix obtenu par la Fiducie du patrimoine des Augustines vient couronner plusieurs années de travaux qui ont débuté en mars 2013 pour se terminer juste à temps pour l'ouverture au public le 1^{er} août 2015.

Jacques Saint-Pierre

Depuis plus de 30 ans,
les Éditions Cap-aux-Diamants
publient une revue trimestrielle
traitant de l'histoire du Québec.

Visitez le site web : www.capauxdiamants.org
Tél. : (418) 656-5040 | Téléc. : (418) 656-7282
revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca

À KAHNAWÀ:KE DEPUIS 1716

Caughnawaga! Ce toponyme a maintenant disparu de la géographie québécoise et ne subsiste que dans les cartes et les sources anciennes. Il désignait l'importante réserve indienne mohawk que l'on retrouve sur la rive sud du Saint-Laurent, en face de Lachine sur l'île de Montréal. Le mot Caughnawaga trouve son origine dans d'anciennes traductions anglaise et hollandaise du terme : cet orthographe correspond à ce que l'oreille de homme blanc entendait... ce qui n'est pas nécessairement ce que disaient les Amérindiens dont la tradition orale faisait usage de voyelles et de consonnes sans équivalent exact dans l'alphabet européen. Au XVIII^e siècle, une multitude de graphies de ce mot se retrouve mais, au XIX^e siècle, l'orthographe Caughnawaga s'impose. L'usage est si bien implanté que l'historien jésuite Edward James Devine publie en 1922, à Montréal chez Messenger Press, *Historic Caughnawaga* sans jamais remettre en question cette appellation.

Il faut attendre au lendemain de la Révolution tranquille du Québec, au moment où, en Amérique du Nord, les *Native Americans* aux États-Unis et les Premières Nations au Canada revendiquent une meilleure reconnaissance de leurs droits, pour que Caughnawaga soit contesté comme nom de la réserve mohawk. C'est dans ce contexte international de revendications des identités nationales qu'au cours des années 1970, le Centre culturel Kanien'kehaka Raotitiohkwa persuade les Mohawks de revenir à l'épellation ancestrale de Kahnawake. Au début des années 1980, le Centre culturel fait une requête en ce sens au gouvernement du Québec. Le processus aboutit le 17 janvier 1985 lorsque la Commission de toponymie du Québec officialise l'orthographe Kahnawake.

Mais pourquoi Kahnawake? Pour le comprendre, il faut se souvenir qu'en 1668, le père Pierre Raffaeix invite le chef Tonsahoten, un Wendat élevé par les Onneiuots après la destruction de la Huronie, à s'établir à la Prairie-de-la-Magdelaine. Tonsahoten est déjà converti au catholicisme lorsque Raffaeix l'envoie avec six autres Onneiuots



Mohawk Group with William Workman, Mayor of Montreal, Kahnawake, QC, 1869. Papier albuminé de James Inglis (1869). Source : Musée McCord, M6308.

à Lorette pour être catéchisé par le père Pierre-Joseph-Marie Chaumonot. Ils sont ensuite baptisés par M^{gr} François de Laval qui place la mission de Laprairie sous le vocable de saint François-Xavier. Selon le catalogue des Jésuites, elle porte le nom latin de « *Missio Iroquoerum prope Montem Regium* » ou « Mission des Iroquois près du Mont-Royal ». En 1672, le catalogue nomme la mission « *Residentia S. Fr.-Xaverii ad prata Sanctae Magdalenae* » ou « Résidence saint François-Xavier des prairies de Sainte-Madeleine » tandis qu'en iroquoien l'établissement est désigné comme Kentake, un mot signifiant « La prairie ». Puis, en 1673, une quarantaine de Mohawks provenant de Kaghnuwage, village aux abords de la Mohawk River, dans l'actuel État de New York, s'ajoutent à la population. En juillet 1676, la mission est transférée sur le bord du fleuve Saint-Laurent. Elle porte le nom français de Saint-François-Xavier-du-Sault tandis que les Mohawks la nomment Kahnawake qui veut dire « Aux rapides ». C'est là qu'en 1680 Kateri Tekakwitha est enterrée en odeur de sainteté. Le lieu porte alors le nom de Kateri tsi thaitat, soit « L'endroit où Catherine est enterrée ». Mais, en 1689, après le massacre de Lachine, la mission doit se réfugier à Ville-Marie quelques

mois avant de revenir au sud du fleuve, en 1690, sur un site un peu en amont du précédent. Les Mohawks désignent l'endroit comme Kahnawakon ou « Dans le rapides ». Six ans plus tard, nouvelle migration en amont du fleuve pour pallier l'appauvrissement du sol; ce nouveau site porte le nom mohawk de Kahnatawenke, en français : « D'où on est parti ». Dans les registres de 1712, la mission prend le nom latin de « *Ad Saltum Sancti Ludovici* ». Sa traduction française devient au sault Saint-Louis : un nom qui, sous l'Ancien Régime, prend un caractère officiel en lien avec la concession par Louis XIV en 1680 de la seigneurie du Sault-Saint-Louis.

Mais la culture est encore difficile à cet endroit. En 1715, les autorités civiles et religieuses de la Nouvelle-France délibèrent pour relocaliser la mission en amont des rapides de Lachine, à la jonction du fleuve avec le lac Saint-Louis. Le déménagement est fait dès l'année suivante. C'est finalement là, au nord-est de la seigneurie du Sault-Saint-Louis, que le village de Caughnawaga se développe aux XIX^e et XX^e siècles. Il y donc 300 ans en 2016 que les Mohawks sont installés à Kahnawà:ke, comme cela s'écrit dans leur langue!

François Droüin

MUSÉE MCCORD

(690, rue Sherbrooke Ouest, Montréal)

Expositions permanentes.

Porter son identité. La collection Premiers Peuples

Montréal - Points de vue

Jusqu'au 10 avril 2016.

Montréal dans l'œil de Vittorio

50 ans de vie urbaine et de création graphique

Jusqu'au 17 avril 2016.

Le cirque de monsieur Lapin

6^e édition de l'exposition de jouets

À partir du 18 février 2016.

Decolonial gestures or doing it wrong? Refaire le chemin.

Artiste en résidence : Nadia Myre

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

(1, avenue Wolfe-Montcalm, Québec)

Jusqu'au 23 mai 2016.

Passion privée

(L'art moderne du Québec de la collection Pierre Lassonde).

MUSÉE DU FORT

(10, rue Sainte-Anne, Québec)

Réouverture récente à la suite d'importantes rénovations et mises à jour.

Expositions permanentes.

Le sort de la Nouvelle-France

Si le Musée du Fort m'était conté

ABC de la Nouvelle-France

MUSÉE DE LA CIVILISATION

(5, rue Dalhousie, Québec)

Jusqu'au 10 avril 2016.



Égypte magique

Les anciens Égyptiens avaient une confiance inébranlable dans la magie où sont liés intrinsèquement les hommes, les dieux, les morts. Ils la considéraient à la fois comme la source d'une sagesse surnaturelle et un moyen d'influencer le destin. Selon un mythe égyptien, les dieux avaient employé la magie pour créer le monde et conféré des pouvoirs aux hommes pour les aider à survivre. L'exposition présente certaines pièces des plus importantes collections égyptiennes au monde.

Jusqu'au 3 avril 2016.

Corps rebelles

Jusqu'au 15 septembre 2016.

Lignes de vie

Art contemporain des Autochtones d'Australie

À partir du 9 mars 2016.

Nanotechnologies : l'invisible révolution

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

(100, rue Laurier, Gatineau)

Jusqu'au 19 juin 2016.

Une arnaque presque parfaite! Les banques fantômes du Canada.

Jusqu'au premier mai 2016.

Thomas et ses amis en voiture

Jusqu'au 17 avril 2016.

Vikings

Exposition en ligne (<http://www.museedelhistoire.ca/harbinson/explorer-la-collection/>)

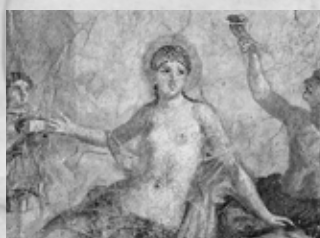
La collection Harbinson

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL

(1379-1380, rue Sherbrooke Ouest, Montréal)

Jusqu'au 5 septembre 2016.

Pompéi



MUSÉE DE L'AMÉRIQUE FRANCOPHONE

(2, côte de la Fabrique, Québec)

Exposition de référence.

Partir sur la route des francophones

Jusqu'au 5 septembre 2016.

La colonie retrouvée

MUSÉE RÉGIONAL DE VAUDREUIL-SOULANGES

(431, avenue Saint-Charles, Vaudreuil-Dorion)

Jusqu'au 31 juillet 2016.

Fréquences radio

À partir du 30 janvier 2016.

Les arts ménagers, deux époques

Et si le sol pouvait parler... artistes en herbe au musée

Exposition permanente.

Par les fenêtres de l'école... Coup d'œil sur notre histoire

MUSÉE QUÉBÉCOIS DE LA CULTURE POPULAIRE

(200, rue Laviolette, Trois-Rivières)

Jusqu'au 13 novembre 2016.

Dans mon temps... les jouets

Jusqu'au 11 septembre 2016.

En chair et en muscles : le phénomène des hommes forts québécois

Jusqu'au 6 mars 2016.

Histoires de pêche : dans les filets de Benoît Desjardins

À partir du 28 avril 2016.

Rodolphe Duguay : regards contemporains

MUSÉE DES URSULINES DE QUÉBEC

(12, rue Donnacona, Québec)

Exposition permanente.

L'Académie des demoiselles

Exposition temporaire.

Le grand art de la broderie. Marie Lemaire des Anges et son atelier

MUSÉE DE LA GASPÉSIE

(80, boul. Gaspé, Gaspé, Québec)

Exposition permanente.

Gaspésie... Le grand voyage!

CHÂTEAU RAMEZAY - MUSÉE ET SITE HISTO- RIQUE DE MONTRÉAL

(280, rue Notre-Dame, Montréal)

Jusqu'au 10 octobre 2016.

Mission : bâtir pays

*(350^e anniversaire de l'arrivée du
régiment de Carignan-Salières)*



MUSÉE DE CHARLEVOIX

(10, chemin du Havre, La
Malbaie)

Exposition permanente.

*Charlevoix raconté – fabuleux
familier*

Jusqu'au 26 juin 2016.

*Claude Lafortune - colle, papier,
ciseaux*

MUSÉE CANADIEN DE LA GUERRE

(1, place Vimy, Ottawa)

Jusqu'au 15 juin 2016.

*Lauréats du concours d'affiches
et de textes de la Légion royale
canadienne*

Jusqu'au 28 février 2017.

*Des gens ordinaires à des
époques extraordinaires*

Jusqu'au 31 décembre 2017.

*Le salon d'honneur de la Légion
royale canadienne*

Jusqu'au 3 avril 2016.

*Grandes guerres. Grandes
femmes*

POINTE-À-CALLIÈRE MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

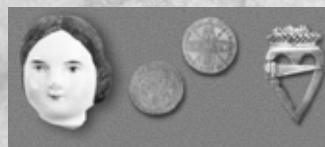
(350, place Royale,
Vieux-Montréal)

Jusqu'au 17 avril 2016.

Sur les traces d'Agatha Christie

À partir du 16 février 2016.

*Fragments d'humanité. Archéolo-
gie au Québec*



EXPORAIL, LE MUSÉE FERROVIAIRE CANADIEN

(110, rue Saint-Pierre,
Saint-Constant)

Exposition permanente.

*Vivre l'aventure ferroviaire au
Canada*

Jusqu'au 30 octobre 2016.

Dîner sur rail

LIEU HISTORIQUE NATIONEL MAISON WILFRID-LAURIER

(16, rue Laurier Ouest, Victoriaville)

Exposition permanente.

Laurier et son temps

MUSÉE MARIUS BARBEAU

(139, rue Sainte-Christine,
Saint-Joseph-de-Beauce)

Expositions permanentes.

La Beauce, mythes et réalités

Céramique de Beauce

Jusqu'au 31 mars 2016.

*Mes poupées... Ma passion... Ma
collection*

CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

(335, place D'Youville,
Vieux-Montréal)

Jusqu'au 4 septembre 2016.

Dans l'Griff

Exposition permanente.

Traces, lieux, mémoires

MUSÉE DE LA MÉMOIRE VIVANTE

(710, avenue De Gaspé Ouest,
Saint-Jean-Port-Joli)

Expositions temporaires.

*Partir pour la famille, croyances
et réalités*

*Tableau de vie, plus qu'un
portrait*

*Léon Trépanier,
journaliste-villégiateur*

*Émotions Georges De Roy,
photographe*



LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC

JE DÉSIRE OBTENIR LES NUMÉROS SUIVANTS (COCHER SVP ☐)

- ☐ 63 L'univers fascinant du livre
- ☐ 64 Plaisirs d'hiver
- ☐ 67 Magie de la musique traditionnelle
- ☐ 70 Les soins du corps
- ☐ 77 Les Acadiens
- ☐ 78 Le pain, une longue histoire!
- ☐ 79 Les Noirs au Québec
- ☐ 80 Le jour de l'An
- ☐ 81 La famille Bonaparte et le Québec
- ☐ 82 Quand la nature se fâche
- ☐ 83 Scandales (politiques)
- ☐ 84 Les années 1950
- ☐ 86 Des forêts et des hommes
- ☐ 87 Les Québécois et l'aviation
- ☐ 89 Les années 1960
- ☐ 90 Aventuriers et aventurières
- ☐ 91 Tant d'histoires à raconter
- ☐ 93 Histoire et lieux de mémoire
- ☐ 94 Quatre cents ans d'histoire politique
- ☐ 95 Une histoire au féminin
- ☐ 96 Le français au Québec

- ☐ 97 Place au cirque!
- ☐ 98 Bonne fête Trois-Rivières (1634-2009)
- ☐ 100 Le passé mis en lumière
- ☐ 101 Deux siècles de journaux et de revues
- ☐ 102 Des villes et des maires
- ☐ 104 Mode, mœurs, mémoire...
- ☐ 108 Nord et nordicité
- ☐ 110 Les arts en Nouvelle-France
- ☐ 111 Les 100 ans du ministère des Transports
- ☐ 112 Sous la plume de jeunes historiens
- ☐ 113 Aspects inédit du sport au Québec
- ☐ 114 1663 : Le début d'un temps nouveau
- ☐ 115 Le traité de Paris de 1763
- ☐ 116 L'histoire vivante : le passé au présent
- ☐ 117 1914 : Une année mémorable
- ☐ 118 La vie religieuse en Nouvelle-France
- ☐ 119 La conférence de Québec de 1864 revisitée
- ☐ 120 Imprimeurs et éditeurs au Québec : 250 ans
- ☐ 121 Entre conflits et bonne entente
- ☐ 122 Les 350 ans du régiment de Carignan-Salières
- ☐ 123 Drummondville, deux siècles d'histoire
- ☐ 124 Diplomates, colons, humoristes racontés par de jeunes historiens
- ☐ Hors série L'Institut canadien
- ☐ Hors série François de Laval
- ☐ Hors série Ville de Québec (2005)

☐ Envoyez-moi les numéros cochés

Prix des numéros à l'unité : 9,50 \$. Hors série : 11,50 \$.
Taxes et frais de poste et de manutention en sus.

PROFITEZ DE L'OFFRE DE 50% DE RABAIS

- ☐ **Envoyez-moi tous les numéros disponibles (67 exemplaires) pour seulement 295 \$**
Frais de poste et de manutention inclus. • Tarifs valides au Canada seulement.

OFFRE D'ABONNEMENT

ABONNEMENT :

1 an : 35\$ | 2 ans : 60\$ (taxes incluses)

Institution : 1 an : 45\$ | 2 ans : 80\$ (taxes incluses)

Frais de poste et de manutention inclus. • Tarifs valides au Canada seulement.

☐ Je m'abonne pour 1 an ☐ / 2 ans ☐☐ J'abonne un(e) ami(e) pour 1 an ☐ / 2 ans ☐

Nom _____

Adresse _____ App. _____

Ville _____ Code postal _____

Téléphone () _____

Courriel _____

MODE DE PAIEMENT :

☐ chèque ☐ Visa ☐ MasterCard

Nº de carte

[illegible]

Exp. _____

Signature _____

Pour commander :
(418) 656-5040

CAP-AUX-DIAMANTS, C.P. 26, Haute-Ville, Québec (Québec) G1R 4M8
(418) 656-5040 • (418) 656-7282 • revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca

LE NUMÉRIQUE EN REVUES

LE RAYONNEMENT DE LA CULTURE QUÉBÉCOISE DANS L'UNIVERS NUMÉRIQUE

ARTS VISUELS CIEL VARIABLE ESPACE ETC MEDIA INTER CINÉMA 24 IMAGES CINÉ-BULLES SÉQUENCES
CRÉATION LITTÉRAIRE BRÈVES LITTÉRAIRES MŒBIUS XYZ. LA REVUE DE LA NOUVELLE CULTURE ET SOCIÉTÉ
L'INCONVÉNIENT QUÉBEC FRANÇAIS RELATIONS HISTOIRE ET PATRIMOINE CAP-AUX-DIAMANTS CONTINUITÉ
HISTOIRE QUÉBEC MAGAZINE GASPÉSIE LITTÉRATURE LES CAHIERS DE LECTURE LETTRES QUÉBÉCOISES LURELU
THÉÂTRE ET MUSIQUE CIRCUIT JEU REVUE DE THÉÂTRE

Des revues qui couvrent l'actualité cinématographique, littéraire et théâtrale, analysent les grands enjeux de société, invitent à découvrir le passé et le patrimoine du Québec, donnent à lire les textes de nos écrivains, poètes et auteurs.

Un corpus unique et d'une grande richesse!

sodep
Société de développement
des périodiques
culturels québécois

Conseil des arts
et des lettres

Québec



SODEP.QC.CA
POUR FEUILLETER OU VOUS ABONNER!

